



Ville de  
Montpellier

Secrétariat général

Service de l'Assemblée

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 1/5**

### **Décembre 2015**

## SOMMAIRE

\*\*\*\*\*

**Délibérations.....Tome I page 1**  
Séance du 17 décembre 2015

**Décisions .....Tome II page 304**  
Séance du 17 décembre 2015

**Arrêtés Réglementaires.....Tome III page 400**  
Décembre 2015

## Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal  
Du 17 décembre 2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Modification du règlement intérieur du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier - Article L2121-8 du CGCT

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Selon les termes de l'article L2121-8 du Code général des collectivités territoriales : « *Le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation* ».

Outil de régulation qui assure l'organisation démocratique de l'assemblée délibérante, le règlement intérieur fixe notamment les modalités suivantes :

- Le fonctionnement des différentes réunions préalables à la tenue des séances du Conseil municipal, la présentation et l'examen des questions orales « ayant trait aux affaires de la commune »,
- L'organisation du débat d'orientations budgétaires et les engagements pluriannuels envisagés,
- La consultation des projets de contrats soumis au vote du Conseil municipal,
- La création de missions d'information et d'évaluation,
- Les modalités de constitution d'un groupe politique, les moyens mis à disposition des élus et l'exercice du droit à la formation.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de modifier le nombre minimal d'élus pour former un groupe politique et accéder ainsi aux moyens correspondants, en le fixant à 5 élus.




**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette modification du règlement intérieur du Conseil municipal, joint en annexe à la présente délibération.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Attribution à titre gratuit d'une concession au cimetière Saint Lazare pour la sépulture d'Hugo SARRADE, victime des attentats du 13 novembre 2015.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 13 novembre 2015 à Paris, un jeune montpelliérain, M. Hugo Sarrade a trouvé la mort lors des attentats du Bataclan.

La mère d'Hugo Sarrade, Madame Véronique Trilles, domiciliée à Montpellier, a émis le vœu qu'il soit inhumé dans le cimetière Saint-Lazare de notre commune.

Par solidarité avec la famille de cette victime d'un acte terroriste, la Ville de Montpellier souhaite rendre un hommage particulier à Hugo Sarrade et apporter un soutien matériel à ses proches, tout en lui permettant de reposer dans notre cimetière communal,

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de délivrer à titre gratuit pour une durée cinquantenaire à compter de ce jour, au cimetière communal Saint-Lazare de Montpellier, une concession familiale de terrain situé secteur JA, n° 13 et 14 du 1° rang, afin que soit aménagée une sépulture pour inhumer la dépouille d'Hugo Sarrade ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Mise en place de la commission éthique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des engagements de la majorité municipale auprès de l'association Anticor et de sa volonté de respecter les fondements de la charte éthique, il est proposé la mise en place à la Ville de Montpellier d'une commission éthique.

Cette commission éthique aura pour objet de soumettre le comportement et l'action des élus à un questionnement éthique :

- Une éthique générale recherchant un comportement, une gestion des affaires, une prise de décisions qui soient responsables ;
- Une éthique de gestion : respect du principe d'unité, d'annualité budgétaire et d'équilibre, bon usage de la nomenclature en chapitres et articles, principe de sincérité, rattachement des charges et produits à l'exercice, politique budgétaire en cohérence sur la durée du mandat, et un vrai débat d'orientation sur la politique à mener dans la collectivité et vers un budget participatif, la communication ou le renseignement des engagements hors bilan, l'inventaire sincère du patrimoine ;
- Une éthique des pratiques : prévention des risques de corruption, de prise d'intérêt illégale, accès aux informations des citoyens, approche pédagogique de la tenue des séances publiques, respect de l'opposition, espaces ou rendez-vous citoyens pour informer régulièrement du travail des élus, règles claires d'attribution des subventions aux associations, l'usage des moyens de la collectivité locale par les élus, la transparence dans les indemnités et remboursements de frais d'élus, cadeaux, gestion des actions de lobbying,...
- Une éthique du respect des obligations légales et réglementaires, en particulier le Droit à la formation des élus et des salariés territoriaux.

Rôle consultatif :

La commission d'éthique n'a qu'un rôle consultatif dans la gestion des affaires de la collectivité locale. Elle produit des avis, recommandations ou rapports. Le Président de la commission d'éthique peut juger utile de faire connaître aux citoyens et élus la position de la commission. Les avis de la commission peuvent à son initiative être publiés sur le site de la Commune.

Composition de la commission éthique :

- Un représentant de chaque groupe d'opposition ;
- Trois élus de la majorité municipale ;
- Six citoyens (tirés au sort sur les listes électorales). Ils devront faire une déclaration d'intérêts, comme l'ont fait les élus de la collectivité.
- Un observateur titulaire de l'association Anticor et son suppléant.

Les membres permanents de la commission élisent son Président par un vote à bulletin secret.

Cette commission sera mise en place au début de l'année 2016 pour une période de 3 ans. Elle établira son règlement intérieur à l'occasion de sa première réunion.

Saisine :

La commission peut être saisie sur demande écrite par tout citoyen, par tout élu du conseil municipal ou par l'autorité territoriale qui lui demande d'évaluer une situation particulière.

Confidentialité :

Les membres de la commission éthique signent dès leur prise de fonction une déclaration sur l'honneur de confidentialité des informations connues ou recueillies, pendant toute la durée de leur mandat et pendant cinq ans après leur démission ou fin de fonction.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Autoriser la création d'une commission éthique à la Ville de Montpellier ;
- Acter la composition de cette commission ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Exercice 2015 - Décision Modificative n°2 du budget principal de la Ville de Motnpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2015, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

La Décision Modificative proposée permettra notamment de diminuer le recours à l'emprunt de 6 millions d'euros.

### 1. Section de fonctionnement

Les ajustements de crédits en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à 398 455 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

### **Recettes de fonctionnement**

CHAPITRE	FONCTION	COMPTE	LIBELLE	MONTANT
920	020	758	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	69 875.00
920	020	7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNEL SUR GESTION COURANTE	-3 450 000.00
920	020	773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	129 370.00
920	022	74718	AUTRES PARTICIPATIONS	71 760.00
924	422	7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE CULTUREL	127 450.00
931		7351	TAXE SUR L'ELECTRICITE	3 450 000.00

<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>398 455.00</b>
---	-------------------

### Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	COMPTE	LIBELLE	MONTANT
920	020	64	CHARGES DE PERSONNEL	-270 300.00
921	112	64	CHARGES DE PERSONNEL	-23 000.00
922	213	64	CHARGES DE PERSONNEL	-161 190.00
923	30	64	CHARGES DE PERSONNEL	-101 560.00
924	422	64	CHARGES DE PERSONNEL	-46 530.00
926	64	64	CHARGES DE PERSONNEL	-108 100.00
928	823	64	CHARGES DE PERSONNEL	-121 787.00
928	824	64	CHARGES DE PERSONNEL	-200 000.00
929	91	64	CHARGES DE PERSONNEL	-4 000.00
<b>SOUS-TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL</b>				<b>-1 036 467.00</b>
928	822	611	PRESTATIONS DE SERVICE	-70 000.00
928	822	61558	ENTRETIEN ET REPARATION BIENS MOBILIERS	-30 000.00
928	822	617	ETUDES ET RECHERCHES	-50 960.00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 585 882.00
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>398 455.00</b>

### 2. Section d'investissement

Les ajustements de crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement à - 5 287 537.27 euros.

Ils permettent de diminuer le recours à l'emprunt de 6 millions d'euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

### Recettes d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	COMPTE	LIBELLE	MONTANT
911		1641	EMPRUNTS EN EUROS	-6 065 419.27
911		16818	AUTRES PRETEURS (CAF)	136 000.00
911		275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	165 000.00
913		10226	TAXE D'AMENAGEMENT	366 000.00
917		45821	OPERATIONS SOUS MANDAT VOIRIE	995 000.00
95		024	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATION	-2 470 000.00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 585 882.00
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>-5 287 537.27</b>

### Dépenses d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	COMPTE	LIBELLE	MONTANT
901	112	2313	CONSTRUCTIONS EN COURS	-1 400 000.00
902	251	2031	FRAIS D'ETUDES	-95 000.00
903	324	2313	CONSTRUCTIONS EN COURS	-106 000.00

908	810	2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES EN COURS	-467 537.27
908	823	2313	CONSTRUCTIONS EN COURS	-300 000.00
908	824	2111	TERRAINS NUS	-1 830 000.00
908	824	2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	-2 084 000.00
917		45811	OPERATIONS SOUS MANDAT VOIRIE	995 000.00
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>-5 287 537.27</b>

**Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- adopter la Décision Modificative n°2 au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du Budget Primitif 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante doit autoriser l'exécutif de la collectivité à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, afin de permettre la réalisation de ces dépenses, avant l'adoption du Budget Primitif, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme votées sur les exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'Autorisation de Programme.

Concernant la section de fonctionnement, l'article L1612-1 du CGCT prévoit, dans le cas où le Budget Primitif n'ait pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice, que l'exécutif peut engager, liquider, mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celle inscrites au budget de l'exercice précédent.

La Ville de Montpellier souhaite soumettre au vote du Conseil Municipal, l'autorisation budgétaire des crédits d'investissement comme de fonctionnement pour le 1<sup>er</sup> janvier 2016, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2016.

### La section de fonctionnement

Les crédits de fonctionnement votés au titre de l'exercice 2015 sont détaillés dans le tableau suivant :

Chapitres		Crédits votés en 2015
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	64 901 052.56



921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	11 039 061.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	64 766 715.00
923	CULTURE	10 741 110.00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 045 502.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 334 219.10
926	FAMILLE	28 598 342.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	72 388 867.00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 604 043.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	7 722 000.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	45 802 710.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	244 184.00
		<b>348 187 805.66</b>

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2016, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2016, équivaut aux dépenses votées au titre de l'exercice 2015 et sont retracées dans le tableau suivant :

Chapitres		Ouverture de crédits 2016
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	64 901 052.56
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	11 039 061.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	64 766 715.00
923	CULTURE	10 741 110.00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 045 502.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 334 219.10
926	FAMILLE	28 598 342.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	72 388 867.00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 604 043.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	7 722 000.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	45 802 710.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	244 184.00
		<b>348 187 805.66</b>

### La section d'investissement

Les crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2015 sont décrits dans le tableau ci-après :

Chapitres		Crédits votés en 2015
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	8 053 990.38
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	2 219 681.88
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	20 735 949.19
903	CULTURE	2 909 446.56
904	SPORT ET JEUNESSE	5 256 377.83

905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	179 578.92
906	FAMILLE	3 448 490.66
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	47 160 169.91
909	ACTION ECONOMIQUE	355 279.47
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	62 693 915.00
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	24 343 261.79
		<b>177 356 141.59</b>

L'ouverture de crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2016 s'élève au quart des dépenses votées sur l'exercice 2015, hormis les dépenses relatives au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme votées sur les exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'Autorisation de Programme.

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2016, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2016, sont retracées dans le tableau suivant :

Chapitres		Ouverture de crédits 2016
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	2 013 497.60
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	554 920.47
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	5 183 987.30
903	CULTURE	727 361.64
904	SPORT ET JEUNESSE	1 314 094.46
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	44 894.73
906	FAMILLE	862 122.67
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	11 790 042.48
909	ACTION ECONOMIQUE	88 819.87
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	50 099 915.00
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	6 085 815.45
		<b>78 765 471.67</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- adopter l'ouverture des crédits proposée au niveau du chapitre pour les dépenses des sections d'investissement et de fonctionnement du budget principal
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à engager, liquider, mandater les dépenses 2016 dans la limite des crédits votés au niveau du chapitre pour le budget principal dans l'attente du vote du Budget Primitif 2016,

- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à liquider et mandater les recettes dues au titre de l'exercice 2016, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2016, sur le budget principal.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'V' shape with a long vertical stroke extending downwards from the center of the 'V'.

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Exercice 2015 - clôture des Autorisations de Programme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Compte tenu des transferts de compétences, Montpellier Méditerranée Métropole assurera, au terme de la période transitoire, la gestion des Autorisations de Programmes suivantes :

N°	Programme	Montant de l'AP votée
2013I07	ACCOMPAGNEMENT CONCESSIONNAIRE EDF	500 000
2013I08	RENOVATION TUNNEL COMEDIE	3 224 680
2013I09	PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT	6 000 000
2013I10	INONDATIONS VERDANSON	1 100 000
2013I11	INONDATIONS RIEUCOULON	1 193 263
2013I12	REQUALIFICATION CITE GELY	5 077 612
2013I13	AMENAGEMENT DES ABORDS DES ECOLES	2 505 000
2013I14	VOIES DE DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES	2 000 000
2013I15	RUE PAUL RIMBAUD ANRU CEVENNES	2 452 744
2013I16	ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS	2 103 000
2013I17	PISTES CYCLABLES	2 060 000
2013I18	AVENUE DU PONT TRINQUAT	2 685 000
2013I21	OPAH COPRO LES CEVENNES	724 086
2013I23	PLACE TRITONS	1 265 000
2013I24	ALLEE DU TIERS ETAT	757 211
2013I26	OPERATION CAMPERIOLS	600 000
2013I29	OPAH ANIMATION	1 039 000

2013P11	BD NINA SIMONE ZAC PARC MARIANNE*	16 148 003
2014P04	AIRE DE GRAND PASSAGE GDV	1 475 811
2015I04	GRAND RUE JEAN MOULIN	2 000 000
2015P01	PUP SAINT LAZARE	1 100 000
2015P06	PUP COEUR QUARTIER POMPIGNANE	3 033 430
2015P12	LAC DES GARRIGUES	1 000 000
		60 043 840

\*Dans le cadre de la concession d'aménagement signée avec la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine, Montpellier Méditerranée Métropole se substituera de plein droit à la Ville au titre de la participation au financement du boulevard Nina Simone

Les Autorisations de Programme transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2016 à Montpellier Méditerranée Métropole devront être clôturées au 31 décembre 2015 au budget de la Ville.

**En conséquence, il est demandé au Conseil muni de bien vouloir :**

- Autoriser le transfert des Autorisations de Programme ci-dessus à Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016,
- Autoriser la clôture de ces mêmes Autorisations de Programme au 31 décembre 2015 au budget de la Ville de Montpellier,
- Autoriser Monsieur le Maire à transmettre cette liste à Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation par son assemblée délibérante.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**



## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Absents :**

### **QUARTIER CROIX D'ARGENT** **Secteur des Hauts de la Croix d'Argent** **Instauration d'un périmètre d'étude** **(art. L.111-10 du code de l'urbanisme)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Situé au sud-ouest de la Ville de Montpellier, dans le quartier de la Croix d'Argent, le secteur des Hauts de la Croix d'Argent s'étend globalement entre la route de Toulouse, au sud de l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin à l'ouest et la rue Jean François Mireur – boulevard Pedro de Luna à l'est.

Il présente une forme urbaine et une structuration héritées des années 60-70 qui se caractérisent par une urbanisation résidentielle, sous forme d'immeubles collectifs notamment sociaux, accompagnés par la suite de lotissements développés au coup par coup. On peut noter la présence d'équipements publics de quartier (groupes scolaires, médiathèque ...) et le passage de la 2ème ligne du tramway le long de l'avenue Villeneuve d'Angoulême.

Ce secteur de la Ville tend à évoluer du fait de plusieurs facteurs. D'une part, à l'ouest de l'avenue de Toulouse le projet d'aménagement de l'EAI prévoit le développement de logements, d'activités et commerces et un programme d'équipements publics, intégrant en particulier le grand parc public Montcalm de 20 ha. D'autres part, certains grands ensembles sont susceptibles de faire l'objet d'une rénovation en profondeur qui risque d'entraîner une évolution urbaine conséquente.

Dans ce contexte et dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville a souhaité saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur en termes de perméabilités, de liaisons avec les équipements publics actuels et futurs, des possibilités de requalification d'espaces publics, tout en s'assurant de pouvoir affirmer et encadrer la forme et la mixité urbaines.

Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'accompagner. La Ville souhaite donc engager une réflexion sur la base d'études urbaines approfondies qui

vont permettre de réaliser un diagnostic et de définir les perspectives d'évolution urbaine de ce secteur. Ces propositions permettront à terme d'encadrer les nouvelles opérations et de renforcer la cohérence de l'urbanisation existante et à venir.

Afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures et de ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation précise du périmètre est jointe à la présente délibération.

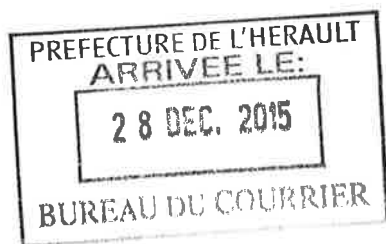
Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement qui sera envisagé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur des Hauts de la Croix d'Argent,
- d'instituer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.111.10 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## QUARTIER DES CEVENNES

### Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

#### Copropriété Cévennes 1

#### Attribution de subventions en parties privatives

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Métropole de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Métropole de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Métropole de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH



en fonction de leurs ressources. Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

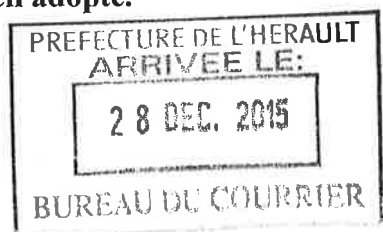
Bénéficiaires	M et Mme <b>SKOUTI</b>	M et Mme <b>ABOUNIDA</b>	Mme <b>BEN MOHAMMED</b>	Mme <b>OULD ALI</b>
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Mise aux normes de l'électricité.	Mise aux normes de l'électricité. Mise aux normes plomberie et alimentation d'eau.	Mise aux normes de l'électricité.	Remplacement de la chaudière, réfection du circuit de chauffage, mise aux normes électriques. Menuiseries double vitrage. Isolations intérieures
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment i 5	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment i6	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment J3	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment L4
Dépense subventionnable	5 267,34€	5 794,39€	3 750,00€	10 000,00€
Subvention Ville	527,00€	579,44€	375,00€	1000,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'attribuer une subvention de 527,00 € à Monsieur et Madame SKOUTI, une subvention de 579,44 € à Monsieur et Madame ABOUNIDA, une subvention de 375,00 € à Monsieur et Madame BEN MOHAMMED, et une subvention de 1000,00 € à Madame OULD ALI ;
- de dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville ligne OPAH Copro Cévennes subvention, Chapitre 908241 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**



**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## ZAC du Coteau Choix d'un urbaniste Organisation d'un concours Election des membres du jury

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 03 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au Sud du quartier Malbosc et à l'Est du parc Malbosc.

Ce secteur présente des caractéristiques paysagères et géographiques remarquables, qu'il conviendra de préserver et de mettre en valeur. Cette dimension paysagère, par la présence notamment des mas et des nombreux espaces boisés, sera une composante essentielle à prendre en compte pour élaborer le plan de ce futur quartier.

Le projet d'urbanisme qui présidera à l'aménagement de cette ZAC devra particulièrement s'attacher à :

- répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans en développant tout particulièrement une offre en logements abordables,
- développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale,
- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins notamment celui de Malbosc,
- promouvoir un mode d'habitat innovant conciliant à la fois densité et désirs d'intimité, évolutivité, ...,
- aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles),
- accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

Compte tenu de sa position stratégique à l'Ouest de la ville, il est proposé de lancer une consultation en vue de la désignation de l'architecte urbaniste en chef de la ZAC du Coteau. Ce concours se fondera sur la procédure d'appel d'offres restreint européen, par application des règles définies par le code des marchés publics.

A l'issue de ce concours, une équipe présentant des compétences particulières en matière de développement durable et composée au moins d'un urbaniste, d'un paysagiste et d'un bureau d'études technique VRD et hydraulique sera sélectionnée. Elle sera chargée de réaliser les études d'urbanisme, concevoir l'identité du futur quartier, tenir le rôle d'architecte en chef de la ZAC et produire un plan programme architectural des espaces publics visibles dont elle assurera le suivi et la bonne réalisation tout au long de l'opération.

Parmi les critères de sélection du projet lauréat figureront notamment le respect du programme, l'insertion du projet dans le site et son articulation avec les quartiers adjacents, la qualité architecturale et urbanistique du projet et sa capacité à proposer des concepts innovants.

Après appel public à candidature, une sélection de cinq candidats maximum sera faite pour participer au concours. L'indemnité maximale versée à chacun d'eux sera de 36 000 € TTC (30 000 € HT).

Cette présente délibération retire la délibération du conseil municipal n°2012/42 du 6 février 2012.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver le lancement d'un concours d'urbanisme pour la ZAC du Coteau ;
- de dire que les sommes nécessaires au financement du concours et des études préalables sont inscrites au budget de la Ville, chapitre 908241 ;
- de décider que les candidats admis à concourir après sélection recevront une indemnité maximale de 36 000 € TTC par équipe ;
- de décider de créer un jury, conformément à l'article 24 du code des marchés publics, composé des personnes suivantes :
  - du Maire ou de son représentant, Président du jury,
  - de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants élus en son sein par le Conseil municipal (représentation proportionnelle au plus fort reste),

Ont été élus :

**Membres titulaires :**

- Stéphanie JANNIN
- Sonia KERANGUEVEN
- Abdi EL KANDOUSSI
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Luc ALBERNHE

**Membres suppléants :**

- Jean-Marc DI RUGGIERO
- Véronique PEREZ
- Rémi ASSIE
- Titina DASYLVA
- Vincent HALUSKA

- des membres ci-après à désigner par le Président du jury :
  - des personnalités désignées en raison de leurs compétences,
  - des architectes, paysagistes ou maîtres d'œuvre qualifiés représentant au moins 1/3 des membres du jury,

Ainsi que :

- du trésorier principal municipal (voix consultative),

21

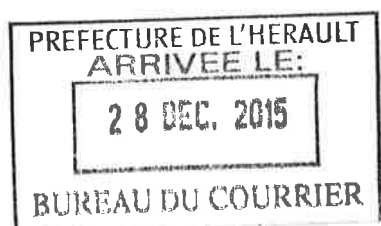
- d'un représentant de la Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (voix consultative).
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÈCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Foncier ZAC Ovalie Acquisition foncière auprès de la SERM

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) est propriétaire de parcelles qui ont vocation à intégrer le domaine public métropolitain.

Un procès-verbal de remise d'ouvrage a été signé entre la Ville et la SERM en novembre 2014. Il convient de matérialiser cette remise d'ouvrage par acte authentique.

Dans ce contexte, il s'agit de récupérer la propriété foncière de plusieurs emprises qui correspondent à la rue André Puig-Aubert et à une partie de la rue de Bugarel, ainsi que les trottoirs aménagés en bordure de ces rues.

S'agissant d'une remise d'équipements publics prévue au titre de la ZAC, la transaction aura lieu à l'euro symbolique, à charge pour la collectivité de classer les biens concernés dans son domaine public.


Maître Jean-Marc CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais de la SERM, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :**

- d'acquérir à l'euro symbolique auprès de la SERM, les emprises situées dans la ZAC Ovalie, à savoir la rue André Puig-Aubert et une partie de la rue de Bugarel, pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain ;
- de saisir Maître Jean-Marc CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18 décembre 2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Foncier

### Elargissement Boulevard Paul Valéry

### PAE Marqueroze Multisites

### Acquisition emprise propriété ICADE

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, plusieurs des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société ICADE a obtenu un permis de construire n° 34172 12 V 0342 pour la réalisation d'une opération immobilière située boulevard Paul Valéry, à l'angle avec l'avenue Villeneuve d'Angoulême, qui s'inscrit dans le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) Marqueroze Multisites.

Conformément à l'emplacement réservé C 59 du plan local d'urbanisme (PLU), la société ICADE a détaché de l'assiette foncière de la future copropriété les parcelles nouvellement cadastrées EL 662 d'une superficie de 942 m<sup>2</sup> et EL 664 d'une superficie de 1 m<sup>2</sup>, permettant ainsi d'élargir le boulevard Paul Valéry au droit de l'opération.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux sur la base du tarif applicable à l'ensemble du PAE Marqueroze Multisites, soit 60 €/m<sup>2</sup>, ce qui représente un montant de 56 580 € pour une superficie totale de 943 m<sup>2</sup>, montant qui sera déduit de la participation aux équipements publics due au titre du PAE.

La société ICADE a accepté les conditions de cette négociation par courrier du 13 novembre 2015.

Le notaire chargé de cette transaction est Maître Jean-Marc CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, qui rédigera l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :**

- d'acquérir les parcelles nouvellement cadastrées EL 662 d'une superficie de 942 m<sup>2</sup> et EL 664 d'une superficie de 1 m<sup>2</sup>, au prix de 60 € / m<sup>2</sup>, soit un montant de 56 580 € pour une superficie totale de 943 m<sup>2</sup>, afin de permettre les travaux d'élargissement du boulevard Paul Valéry, montant qui viendra en déduction des participations dues au titre du PAE Marqueroze Multisites ;
- de confier la rédaction de l'acte à Maître Jean-Marc CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18 décembre 2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## Foncier

### Elargissement rue du Professeur Tédénat

### Acquisition auprès de SNC Marignan Résidences

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée métropole.

La société en nom collectif (SNC) Marignan Résidences a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle IX 95 d'une contenance totale de 1414 m<sup>2</sup>, située rue du Professeur Tédénat, afin de réaliser une opération immobilière de 24 logements dénommée « Épure ».

Conformément au plan d'alignement annexé au plan local d'urbanisme (PLU), la Ville a négocié avec le promoteur l'acquisition foncière d'une emprise de 43 m<sup>2</sup> environ, à extraire de la parcelle IX 95, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue du Professeur Tédénat.

Il convient d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée IX 322 d'une contenance de 43 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique.

La SNC Marignan Résidences a accepté les modalités de la cession.

Maître Bernard PALUAN, notaire à Ganges, a été désigné par la SNC Marignan Résidences pour gérer cette opération. Il se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :**

- d'acquérir à l'euro symbolique la parcelle cadastrée IX 322 d'une superficie de 43 m<sup>2</sup>, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue correspondant au plan d'alignement annexé au PLU ;
- de saisir Maître Bernard PALUAN, notaire à Ganges, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18 décembre 2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## Foncier Rue Georges Denizot Acquisition d'une emprise pour élargissement de la voie signature d'une convention avec la société Kaufman & Broad

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, plusieurs des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune interviendra donc dans l'affaire objet du présent rapport au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société KAUFMAN & BROAD a déposé un permis de construire sur les parcelles cadastrées TC 63 et TC 64 rue Georges Denizot, pour réaliser une opération immobilière dénommée « Villa Hermès ».

Ce terrain est partiellement couvert par l'emplacement réservé C63 du plan local d'urbanisme (PLU) qui marque notamment la volonté de la collectivité d'élargir la rue Georges Denizot.

Une emprise d'une superficie de 260 m<sup>2</sup> environ, correspondant à la partie de l'assiette foncière de l'opération « Villa Hermès » couverte par l'emplacement réservé C63, sera cédée gratuitement à la collectivité afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la voie, conformément à l'article 2 du permis de construire n°34172 12 V0138 délivré le 28 septembre 2012 à la société KAUFMAN & BROAD.

Dans ce contexte, il est nécessaire de régulariser le transfert du coefficient d'occupation des sols (COS) de l'emprise cédée à la Ville au profit de l'opération « Villa Hermès », conformément aux dispositions de l'article

R.123-10 du code de l'urbanisme. Pour cela, il vous est proposé d'approuver une convention liant la Ville à la société KAUFMAN & BROAD, dument titrée par les propriétaires des parcelles TC 63 et TC 64 et titulaire du permis de construire n° 34172 12 V0138.

La société KAUFMAN & BROAD a accepté les modalités de la cession.

Maître Daudet, notaire à Montpellier, désigné par la société KAUFMAN & BROAD pour suivre cette opération, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :**

- d'acquérir à titre gratuit une emprise de terrain d'une superficie de 260 m<sup>2</sup> environ, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue Georges Denizot, conformément aux objectifs de l'emplacement réservé C63 du PLU ;
- d'approuver les termes de la convention avec la société KAUFMAN & BROAD visant à régulariser le transfert du COS de l'emprise cédée à la Ville ;
- de saisir Maître Daudet, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire, et notamment la convention avec la société KAUFMAN & BROAD ainsi que l'acte authentique d'acquisition de l'emprise concernée par l'emplacement réservé C63 du PLU.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18 décembre 2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Foncier Allée Jean Miquel Acquisition emprise propriété de M. Laval

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'allée Jean Miquel fait l'objet d'un emplacement réservé C 178 inscrit au plan local d'urbanisme (PLU) qui marque la volonté de la collectivité de créer un cheminement piéton reliant l'avenue de Palavas à l'avenue du Pont Trinquat, en passant par l'allée Jean Miquel et par la rue Emile Gaboriau.

Par une promesse de vente signée le 4 novembre 2015, Monsieur Philippe Laval accepte de céder à l'euro symbolique l'emprise concernée par l'emplacement réservé, soit une superficie de 70 m<sup>2</sup> environ, à extraire de la parcelle EY 331.


Maître Perez, notaire à Montpellier en charge des intérêts de Monsieur Laval, se verra confier la rédaction de l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- d'acquérir à l'euro symbolique une emprise de 70 m<sup>2</sup> environ à extraire de la parcelle EY 331, en vue de la création d'un cheminement piéton allée Jean Miquel correspondant à l'emplacement réservé C 178 du PLU ;
- de saisir Maître Perez, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18 décembre 2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Foncier

### Instauration d'une servitude de passage piéton public

#### Avenue du Petit Train

#### Rue du Moulin des 7 Cans

#### Avenue Albert Dubout

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, plusieurs des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune interviendra donc dans l'affaire objet du présent rapport au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société Kaufman & Broad a déposé un permis de construire sur une unité foncière située entre l'avenue du Petit Train, la rue du Moulin des 7 Cans et l'avenue Albert Dubout, pour réaliser une opération immobilière composée de deux volumes bâtis abritant une résidence hôtelière et une résidence étudiante, et comprenant des commerces en rez-de-chaussée.

Afin d'assurer un maillage efficace des déplacements doux sur le quartier et une bonne insertion de l'opération dans son environnement immédiat, il est proposé de réaliser une liaison piétonne ouverte au public entre la rue du Moulin des 7 Cans et l'avenue du Petit Train par la « faille » séparant les deux volumes bâtis de cet ensemble immobilier.

Cette liaison sera créée au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la convention approuvée par le conseil municipal le 17 décembre 2014 portant sur la gestion provisoire par les communes des compétences transférées à la métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Pour mettre en œuvre la liaison piétonne souhaitée, une restriction au droit de disposer doit être constituée sous forme de servitude de passage public correspondant au cheminement piéton prévu dans les pièces graphiques du permis de construire.

Cette servitude publique est consentie à l'euro symbolique. La copropriété aura la charge de l'entretien de l'emprise concernée, cette dernière constituant le point d'accès principal aux logements et commerces.

Maître Cabanes-Gelly, notaire désigné par la société Kaufman & Broad, sera chargé de rédiger l'acte nécessaire à la publication de la servitude à la conservation des hypothèques.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :**

- d'accepter la restriction au droit de disposer sous la forme d'une servitude de passage public piéton et cycle instaurée sur l'ensemble immobilier entre l'avenue du Petit Train et la rue du Moulin des 7 Cans, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'euro symbolique ;
- de saisir Maître Cabanes-Gelly, notaire, pour rédiger l'acte notarié permettant la publication de cette servitude à la conservation des hypothèques, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18 décembre 2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## FONCIER

### Parcelle IZ 695, avenue de Lodève

### Cession à l'euro symbolique à la copropriété "L'Ambassadeur"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire d'une parcelle de terrain nu située à proximité de l'avenue de Lodève, d'une superficie de 301 m<sup>2</sup> et cadastrée IZ 695.

Ce terrain, totalement enclavé, a été cédé gratuitement à la Ville le 25 juin 1992 par la C<sup>ie</sup> des Salins du Midi et des Salines de l'Est dans le cadre d'une cession gratuite au titre du permis de construire accordé à Bouygues Immobilier Bâtir - opération « L'Ambassadeur » - pour la réalisation d'une voie reliant l'avenue de Lodève à la rue Baqué.

La voie prévue n'a pas été réalisée. La Ville n'a jamais pris possession de ce terrain, resté totalement intégré dans les limites de la copropriété « L'Ambassadeur », située 27, 29 et 31 avenue de Lodève et cadastrée IZ 698.

Cette parcelle est aménagée et entretenue depuis l'origine par la copropriété et comporte un espace vert et un accès piétons à ses parkings souterrains.

Considérant que la voirie envisagée n'a pas été réalisée ; que son aménagement ne présente plus aucun intérêt public ni technique ; que ce terrain est de fait resté inclus dans les limites de la copropriété et que la Ville n'en a jamais eu l'usage ni la jouissance ; que sa cession a été effectuée à titre gratuit dans le cadre du permis de construire accordé au promoteur : il est proposé de régulariser la situation en procédant à la rétrocession à l'euro symbolique de la parcelle IZ 695 à la copropriété « L'Ambassadeur ».

La copropriété « L'Ambassadeur » a accepté l'acquisition en régularisation par courrier du syndic reçu en mairie le 26 octobre 2015.

Les services de France Domaine ont accepté la rétrocession à l'euro symbolique par avis en date du 29 octobre 2015.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la cession à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée IZ 695 à la copropriété « L'Ambassadeur » située 27/29/31 avenue de Lodève et cadastrée IZ 698 ;
- de confier la rédaction de l'acte au notaire choisi par l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÈCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## Foncier

### Acquisition du terrain appartenant à l'INSERM - 99 rue de Puech Villa parcelle cadastrée TK 39

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'augmentation des effectifs scolaires constatée par la Ville sur le secteur nord-ouest de la commune, corroborée par l'étude urbaine conduite en juillet 2012 sur le secteur de la Croix de Lavit, liée en grande partie au nombre important de logements construits ces dernières années sur ce secteur, met en évidence le besoin de construction d'un nouveau groupe scolaire. Ce nouvel équipement permettra notamment de délester les effectifs des écoles du quartier Malbosc qui assurent à ce jour l'accueil d'une majorité des enfants du secteur Croix de Lavit, mais aussi ceux des écoles du quartier des Quatre Seigneurs.

Dans le cadre des recherches foncières engagées pour la construction de cet équipement, la Ville a sollicité l'INSERM, propriétaire de la parcelle cadastrée TK 39 d'une superficie de 5 256 m<sup>2</sup>, située 99 rue de Puech Villa, répondant de manière optimale aux critères de localisation et de faisabilité technique requis.

La parcelle est aujourd'hui en nature de terrain nu, classée en zone urbaine 4U1-1e du plan local d'urbanisme (PLU) à vocation principale d'activité mais sur laquelle la réalisation de tout type d'équipement public est autorisée. Par ailleurs, ce zonage réglementaire permet des prix de vente immobilière bien inférieurs aux zones du PLU à vocation principale de logement.

L'INSERM, sollicité en 2009 par la promotion immobilière privée, avait obtenu une évaluation de son bien par France Domaine au prix de 900 000 €. Ce projet de promotion étant resté sans suite, l'INSERM, afin d'écarter tout risque d'occupation sauvage, a fait procéder au désamiantage et à la démolition des immeubles occupant sa parcelle pour un montant de 122 458,27 € TTC.

Saisi par la Ville, France Domaine a émis un avis en date du 31 mars 2015 portant l'évaluation du bien, désormais terrain nu, au prix de 680 000 € plus 10 % de marge de négociation, soit 748 000 € maximum.

L'INSERM, prêt à céder son bien, souhaite néanmoins que la Ville prenne en charge les frais de désamiantage et de démolition des bâtiments qu'il a engagés. A cet égard, il propose de fixer la transaction à un montant de 800 000 € correspondant à la somme arrondie de la valeur vénale du bien (677 500 €) et des frais de démolition et de désamiantage des bâtiments (122 458,27 €).

Aucun autre gisement foncier répondant aussi opportunément aux besoins exprimés n'étant mobilisable dans un calendrier compatible avec la réalisation du nouveau groupe scolaire envisagé, il est proposé de donner suite à cette acquisition au prix proposé par l'INSERM.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser l'acquisition par la Ville de la parcelle cadastrée TK 39 d'une superficie de 5 256 m<sup>2</sup>, située au 99 rue de Puech Villa et appartenant à l'INSERM, pour un montant de 800 000 € TTC ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger aux frais de la Ville l'acte authentique constatant la cession;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits inscrits à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Montpellier Méditerranée Métropole

### Transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

« Montpellier Méditerranée Métropole » a été créée par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Parmi les compétences dévolues par la loi aux métropoles figure la création, aménagement et entretien des espaces publics affectés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

Cette compétence emporte notamment la gestion de la totalité de la voirie publique communale et ses accessoires (rond-point, trottoir, piste cyclable, stationnement, délaissés de voirie...)

En application de l'article L. 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées sont transférés dans le patrimoine de la métropole au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de la métropole.

Les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucuns droit, salaire ou honoraires.

En application de l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

Il convient donc aujourd'hui d'opérer ce transfert par délibérations concordantes de la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, afin qu'il soit pleinement effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La présente délibération concerne l'ensemble de l'espace public non cadastré.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité des espaces publics communaux et leurs accessoires (emprise non cadastrée) au profit de Montpellier Méditerranée Métropole et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## Bail emphytéotique Ville / Fédération Unie des Auberges de Jeunesse Avenant n° 4

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En date du 24 février 1988, la Ville de Montpellier a consenti, pour une durée de 20 ans, à la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse (FUAJ) un bail emphytéotique pour l'occupation de locaux d'une superficie d'environ 854 m<sup>2</sup> (lots 4 et 5) dans l'immeuble situé au 2 impasse de la Petite Corraterie, parcelle cadastrée HO 77, moyennant le paiement d'une redevance annuelle symbolique de 15 euros.

Ce bail a déjà fait l'objet de trois avenants en date des 22 décembre 2006, 7 décembre 2009 et 23 janvier 2013 et arrive à échéance le 23 janvier 2016.

La Ville propose la signature d'un nouvel avenant au bail emphytéotique pour une durée de 5 ans moyennant le paiement d'une redevance annuelle d'un montant de 19 800 €, conformément à l'évaluation des services fiscaux en date du 9 novembre 2015, cette prorogation n'étant pas conditionnée à la réalisation d'un programme complet et spécifique de travaux d'investissement justifiant le maintien d'une redevance symbolique.

Bien entendu, en qualité d'emphytéote, et conformément à la législation encadrant ce type de bail, la FUAJ demeure en charge de la responsabilité de l'entretien des locaux et des réparations de toute nature, y compris les grosses réparations.


La FUAJ a donné son accord à la prorogation du bail emphytéotique pour une durée de 5 ans et le paiement d'une redevance annuelle de 19 800 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature d'un avenant n°4 au bail emphytéotique consenti à la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse le 24 février 1988 pour l'occupation de locaux (lots 4 et 5) dans l'immeuble situé au 2 impasse de la Petite Corraterie, parcelle cadastrée HO 77, moyennant le paiement d'une redevance annuelle de 19 800 euros ;
- de solliciter le notaire désigné par la FUAJ en vue de rédiger l'avenant n° 4 au bail emphytéotique à ses frais, ou, à défaut, de dire que l'acte authentique régularisant cette prorogation de bail fera l'objet d'un acte administratif rédigé par les services de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**





## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Instauration d'un périmètre d'études sur le secteur "Liberté-Craponne" Art. L.111 - 10 du code de l'urbanisme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Situé aux abords du faubourg Figuerolles quartier centre, le secteur avenue de la Liberté / rue Adam de Craponne se trouve à l'interface du tissu bâti constitué du faubourg et du tissu des années 1950-60 du quartier Lepic, en trait-d'union entre le site de parc Montcalm et la station de tramway « Plan Cabanes » (L3) en plein cœur de ville.

Il regroupe des bâtiments de bureaux (GROUPAMA, DDAFF, Centre des Impôts) ainsi que des immeubles de logements collectifs datant des années 1950 à 1990 et des maisons individuelles en lotissement et également l'îlot Vergne, un ancien site artisanal (menuiserie) du XIXe siècle devenu lieu culturel important, avec notamment le théâtre de La Vista, sur lequel un périmètre d'étude avait été institué par délibération du Conseil municipal de juillet 2010.

Deux études de diagnostic et de programmation urbaine ont été réalisées en 2015, sur l'îlot de l'ancienne menuiserie Vergne et sur l'ensemble du secteur proche comprenant notamment le site de GROUPAMA. Elles ont révélées le caractère mutable des différents sites et leur potentialité en matière de renouvellement urbain.

Ainsi, pour envisager l'avenir de cet ensemble il est nécessaire de :

- Programmer et dimensionner les besoins urbains de ce secteur pour déterminer un projet global et permettant une mutation des îlots concernés, dans une démarche de renouvellement urbain avec l'intégration de nouvelles fonctions urbaines, et une intégration dans la trame viaire pour améliorer les liens entre le centre et les quartiers au sud et le centre de la Ville ;
- S'assurer de la faisabilité économique et opérationnelle de ces différentes mutations.

L'objectif est d'aider les porteurs de projets à prendre conscience du potentiel de ces secteurs et à concevoir des projets s'inscrivant dans une dynamique partagée avec les parcelles voisines qui, elles aussi, muteront

dans les années à venir. Pour ce faire, la Ville a besoin de disposer d'études de simulation d'évolution de programme et de forme urbaine de ces ilots, qui seront réalisées courant 2016.

Afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures et de ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation, il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation précise du périmètre est jointe en annexe de la présente délibération et le périmètre d'étude institué en 2010 sur l'ilot Vergne est abrogé au profit du périmètre plus large proposé par la présente délibération.

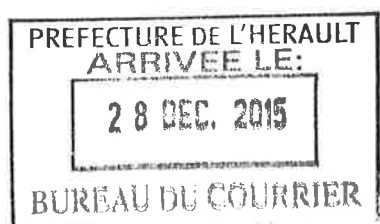
Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement qui sera envisagé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'abroger le périmètre d'étude institué au Conseil municipal de juillet 2010 sur l'ilot Vergne ;
- de prendre en considération la mise à l'étude du secteur « Liberté – Craponne » ;
- d'instituer un périmètre d'étude, ci annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## MONTPELLIER GRAND CŒUR

### Opération programmée d'amélioration de l'habitat

### Aide communale aux particuliers

### Complément de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et Montpellier Méditerranée Métropole (par délibération du 17/12/2014 et prolongé par délibération du 23/07/2015).

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, le complément de subvention suivante est attribuable :

SDC 10 rue Ecoles Pies, S/C BILAN PATRIMOINE (parties communes – complément)	45,00 €
<b>Total :</b>	<b>45,00 €</b>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention attribuée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle avec conformité des travaux réalisés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ce complément de subvention d'un montant total de 45,00 € ;

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

### Attribution de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des campagnes d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités misent en place dans le centre historique et sur le périmètre Grand Cœur, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes sont conduites en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

Le dossier ci-dessous fait parti de la seconde campagne 2013-2015, dont le total des subventions de la Ville et du FISAC s'élève à 35 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (20 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC).

Après validation du programme de travaux réalisé par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de ces campagnes, la subvention suivante est attribuable :

BRUN SARL, enseigne « Boucherie Charcuterie BRUN »,  
gérant M. Jean-Marie BRUN,  
36 rue Frédéric Peyson

**2.868,25 €**

*Dont Part Ville :*

**1.630,00 €**

*Part Etat (FISAC) :*

**1.229,25 €**

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures 2013-2015, les versements de cette subvention est ainsi proposée après visites de conformité des travaux réalisés en accord avec les autorisations préalables.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de la subvention pour un montant total de 2.868,25 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## MONTPELLIER GRAND CŒUR

### Approbation du premier programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur « Faubourg du Courreau ».

### Mise à l'enquête publique de la déclaration d'utilité publique (DUP) et de l'enquête parcellaire conjointe

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de l'opération Montpellier Grand Coeur, poursuit ses actions de renouvellement urbain, en liant les problématiques de l'habitat, de la mixité sociale et de l'amélioration du cadre de vie.

L'intervention publique est orientée durablement dans divers secteurs du quartier Centre où est constatée une forte présence d'habitat ancien dégradé, notamment sur le secteur du Faubourg du Courreau.

Le travail d'animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH RU) Gambetta- Figuerolles mené de 2004 à 2015 et l'étude de diagnostics d'immeubles et programmes de travaux à déclarer d'utilité publique (DCM du 22 janvier 2015), ont permis le repérage précis des immeubles les plus dégradés et conduit à envisager une intervention ciblée sur ces immeubles, en concentrant les moyens mobilisés notamment financiers.

Le dossier mis à l'enquête publique, nécessaire à l'institution de la déclaration d'utilité publique de travaux, concerne 22 immeubles.

La procédure, régie par le Code de l'urbanisme, prévoit de mener conjointement cette enquête publique avec l'enquête parcellaire.

Les propriétaires concernés disposent d'un délai de 18 mois pour réaliser les travaux qui leur sont prescrits, déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral. A l'issue de ce délai, si l'ensemble des travaux ne sont pas faits, la Ville, ou le titulaire de la concession d'aménagement, pourra déclencher la phase d'expropriation.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver les dossiers d'enquête publique et d'enquête parcellaire joints en annexe et constitués en application des articles L 313-4 et suivants du code de l'urbanisme, en vue :
  - de la déclaration d'utilité publique du premier programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur du Faubourg du Courreau, au profit de la Ville de Montpellier ou du titulaire de la concession d'aménagement,
  - de la déclaration d'enquête parcellaire, au profit de la Ville de Montpellier ou du titulaire de la concession d'aménagement ;
- de solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour la mise à l'enquête publique des dossiers susvisés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à ces dossiers.

**Le Conseil adopte.**



**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**





## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Approbation des projets d'AVAP et bilan de la concertation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les trois zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier existantes ont été approuvées en 2006.

En application de la loi portant « engagement national pour l'environnement », dite loi Grenelle II, du 12 juillet 2010 et de la loi pour « l'accès au logement et un urbanisme rénové », dite loi ALUR du 24 mars 2014, les ZPPAUP doivent être remplacées par des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) au plus tard le 13 juillet 2016 sans quoi elles seront caduques (ne resteront alors que les protections autour des monuments historiques à nouveau en vigueur).

La procédure pour opérer cette transformation a été lancée par délibération du Conseil municipal du 29 mai 2012 par laquelle il a été aussi validé le principe d'ajuster et de modifier, le cas échéant, les trois ZPPAUP existantes (Sud gare – Méditerranée, Gambetta – Clemenceau – Figuerolles et avenue de Lodève – château de la Piscine) afin de doter l'ensemble de ces faubourgs d'un règlement commun visant la préservation et la mise en valeur du patrimoine, du cadre de vie et des caractéristiques spécifiques à ces quartiers.

Par décision du 13 mai 2013, les études nécessaires à la procédure de révision/création des ZPPAUP en AVAP ont été confiées, à la suite d'une consultation, au groupement constitué autour de l'architecte du patrimoine Isabelle Guérin Cazorla.

### Suivi de l'étude :

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2014-02-03771 les compétences de la Commission locale du secteur sauvegardé (CLSS) déjà en charge du suivi de la procédure de révision dudit secteur ont été élargies aux AVAP. La gestion de cette commission a été transférée des services de l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole par arrêté préfectoral n°DDTM34-2015-11-05639.

Cette commission a été associée tout au long des études AVAP lesquelles ont permis :

- de redéfinir les périmètres afin de retrouver une cohérence des périmètres AVAP avec les typologies de tissus urbains,
- de vérifier et modifier, le cas échéant, la classification des bâtiments selon les 4 « degrés » de protection,
- d'harmoniser les règles de toutes les AVAP, y compris celles de la ZPPAUP avenue de Lodève-château de la Piscine qui étaient jusque-là différentes des autres ZPPAUP,
- d'améliorer les dispositifs de protection en vigueur avec l'expérience des ZPPAUP et le travail conjoint avec l'ABF (enrichissement des protections portées sur les éléments végétaux, nouvelles règles rendant possible certains travaux apportant confort et qualité de vie).

### **Contenu des dossiers AVAP :**

Le dossier remis comprend pour chaque AVAP : un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, un rapport de présentation, un règlement écrit et un document graphique.

### **Bilan de la concertation :**

Par délibération du 29 mai 2012, les modalités de la concertation ont été arrêtées, elles prévoyaient l'organisation d'au moins deux réunions publiques.

Au cours de l'étude, la concertation a donné lieu à l'organisation de quatre réunions publiques, deux sur les limites et les diagnostics, et deux sur le règlement.

Lors des différentes réunions publiques, les intervenants ont présenté le travail réalisé et ont rappelé les objectifs des AVAP. Les aspects historiques et les diagnostics architecturaux, patrimoniaux et environnementaux de chaque AVAP ont été présentés. La nouvelle réglementation applicable pour chaque catégorie d'immeuble (selon leur classification) a été expliquée en terme d'autorisations de travaux (remplacement de menuiseries, ravalement...) mais aussi en rapport avec les thématiques propres au développement durable dans les secteurs concernés (habitabilité des immeubles, amélioration des performances énergétiques du bâti ancien, qualité de vie et confort des usagers,...).

Les échanges avec les habitants, usagers et représentants d'associations ont notamment porté sur les thèmes suivants : protection et valorisation du patrimoine bâti et non bâti (parcs et jardins publics et privés), travaux sur le patrimoine bâti privé, réhabilitation énergétique du bâti ancien, vie citoyenne / incivilités et actions de la Ville pour lutter contre les infractions constatées, zones de projets d'aménagement.

La concertation sur la transformation des ZPPAUP en AVAP a donc touché un large public. Les questions et échanges ont été nombreux, traduisant un vif intérêt des participants pour le patrimoine historique des faubourgs de Montpellier, sa mise en valeur et son adaptation aux conditions de confort moderne. La question de la réhabilitation énergétique du bâti ancien a ainsi été largement abordée notamment sur les solutions techniques adaptées qui, si elles sont parfois plus chères, pérennisent et valorisent le patrimoine. Il a été rappelé lors de ces échanges que la réglementation thermique ne s'applique pas pour le bâti ancien réhabilité. Pour autant, le bâti ancien peut-être vertueux en la matière et dont les performances énergétiques peuvent-être améliorées notamment par des travaux d'isolation.

Les projets d'AVAP paraissent dans l'ensemble bien acceptés et n'ont pas fait l'objet d'opposition particulière.

### **Procédure d'approbation :**

La Commission locale du secteur sauvegardé et des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine s'est réunie en date du 3 décembre 2015 sous la présidence de Monsieur le Maire Président. Cette dernière a validé les projets d'AVAP.

Par décret du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Cette création a eu pour effet le transfert de compétences détenues par la Ville de Montpellier à son établissement public. Selon l'avenant à la convention de gestion Ville/Métropole (Conseil municipal du 5 novembre 2015), la compétence urbanisme concernant les zones de protection patrimoniale, notamment relative aux AVAP, reste à la ville de Montpellier jusqu'au 31 décembre 2015, compétence exercée au nom et pour le compte de la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les projets d'AVAP ;
- d'entériner le bilan de la concertation ;
- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet du département de l'Hérault la mise à l'enquête publique des projets d'AVAP ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### **Absents :**

## **Renouvellement, après expérimentation, du dispositif Clé Montpellier Logement à destination des étudiants**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a élargi le dispositif Clé Montpellier logement aux étudiants, par délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2015 et ce, à titre expérimental jusqu'au 31 octobre 2015.

Ce nouveau dispositif permet de financer le premier mois de loyer aux étudiants, sous la forme d'une avance remboursable, sans intérêts.

Cette avance, plafonnée à 500 €, s'adresse aux étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, âgés de 18 ans à moins de 30 ans, français ou étrangers, et titulaires d'un bail dans le parc privé, sur la commune de Montpellier.

Afin d'accompagner la mise en œuvre du dispositif, la Ville avait attribué un marché public, après consultation, à l'association du Foyer de la Jeune Fille dont le service Boutique logement jeunes était chargé de l'accueil et de l'instruction des dossiers de demande d'aide.

Considérant le bilan de l'action sur la période d'expérimentation, à savoir 19 dossiers instruits, 16 aides accordées (dont l'essentiel ont été réalisés sur les trois derniers mois),

Considérant l'importance des étudiants dans la population montpelliéraine (70 000) et leur inéligibilité « partielle » aux autres dispositifs,

Considérant l'enjeu majeur que constitue l'accès au logement des étudiants, en particulier dans le parc privé (hors Crous), et dans le cadre de leur parcours d'accès à l'autonomie,

Il est proposé :

- de renouveler le dispositif clé Montpellier logement aux étudiants sur la Ville de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- de modifier le règlement d'attribution : actualisation des plafonds de ressources et mise à jour de la liste des pièces justificatives à fournir.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de valider le renouvellement du dispositif Clé Montpellier Logement aux étudiants dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
- d'adopter la mise à jour du règlement d'attribution spécifique aux étudiants et annexé à la présente délibération ;
- de préciser que les crédits nécessaires seront proposés au vote du budget 2016 (chapitre 905, nature 274) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Intégration des acquisitions des Archives municipales au patrimoine de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Durant l'année 2015, les Archives municipales ont été sollicitées par des libraires et des particuliers pour acquérir des documents anciens relatifs à l'Histoire de Montpellier. Complétant les fonds municipaux, ces documents, dont la liste suit, doivent être intégrés dans le Patrimoine de la Ville de Montpellier.

### Liste des documents :

1 - Acquisition de l'abrégé de l'*Histoire Générale du Languedoc* en 6 volumes, par Dom VAISSETTE, acheté à la librairie Ancienne Manuel ROSSIGNOL, pour un montant total de 865,00€.

2 - Acquisition de deux anciens ouvrages et d'un lot de 23 fascicules, achetés à la librairie Gilles HASSAN Livres anciens et modernes, pour un montant total de 737,58€ :

- HERAULT, Recueil de conférences, *La Justice révolutionnaire à Montpellier* (250,00€),
- *Nouvelles notices sur les eaux minérales thermales acidulées de Fontcaude* (137,58€),
- Association Amicale des Anciens Combattants du 81<sup>ème</sup> régiment d'infanterie, 23 fascicules (350,00€).

3 - Acquisition de deux anciens journaux Le Petit Parisien et deux anciens ouvrages achetés à la librairie Pierre JOSSE, pour un montant total de 44,00€ :

- Montpellier Ville d'Art et de Sciences (11,00€),
- Le Petit Parisien, *un drame dans une prison*, 10 janvier 1892 (9,00€),
- Le Petit Parisien, *incendie de l'exposition de Montpellier*, 30 août 1896 (9,00€),
- La Faculté de médecine dans sa Ville (15,00€).

4 - Acquisition de 212 photographies, 65 cartes postales et 1 lot d'archives, achetés à Madame Gilberte RICHARD (particulier), pour un montant total de 500,00€ :

- 78 photographies de la fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècles (200,00€),
- 134 photographies des objets archéologiques de la Ville en espace public (100,00€),

- 65 cartes postales anciennes de la Ville de Montpellier (100,00€),
- Lot d'archives, reproduction des correspondances BRUYAS-COURBET, Bibliothèque DOUCET (100,00€).

5 - Acquisition de sept gravures anciennes de Montpellier achetées à Madame Gilberte RICHARD (particulier), pour un montant total de 1100,00€ :

- *Montpellier en 1821* (200,00€),
- *Die Statt Montpellier*, extraits de la Cosmographia de Sebastian Münster, édition allemande, XVI<sup>e</sup> siècle (200,00€),
- *Civitas Monspessulana Galliae*, extraits de la Cosmographia de Sebastian Münster, édition latine, XVI<sup>e</sup> siècle (200,00€),
- *Pourtraict de la Ville de Montpellier*, extraits de la Cosmographia de Sebastian Münster, édition française, XVI<sup>e</sup> siècle (200,00€),
- *Vue de Montpellier, vignette folio 118*, XVII<sup>e</sup> siècle (100,00€),
- *Vue de Montpellier*, XVII<sup>e</sup> siècle (100,00€),
- *Montpellier Capitale du bas Languedoc*, XVII<sup>e</sup> siècle (100,00€).

6 - Acquisition de deux photographies originales de l'église de Maguelone prises en septembre 1861 par A. JAVARY, achetées à Madame Gilberte RICHARD (particulier), pour un montant total de 300,00€.

7 - Acquisition d'une gravure : Carte générale de Montpellier *Monspessulanus*, graveur Valerio FRANCESCO, tirage de 1717, achetée à Monsieur Jacques LAMBARD (particulier), pour un montant total de 160,00€.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de valider l'intégration de ces documents anciens d'une valeur totale de 3 706,58€, dans le Patrimoine de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 18/12/2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Comédie du Livre 2016 Appel à projets d'animations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Chaque année, la Comédie du Livre offre au public l'occasion de découvrir le livre sous toutes ses formes en participant à des ateliers, en parcourant des expositions ou encore en assistant à des spectacles autour du livre et de la lecture.

La Ville lance un appel à projets dans lequel devront s'inscrire les différentes propositions d'animation. Un calendrier sera défini afin de faciliter la mise en place technique et logistique de ces animations.

Cet appel à projets permettra de sélectionner les associations et organisations partenaires de la 31<sup>e</sup> édition de la Comédie du Livre, d'enrichir la programmation et d'encourager les actions culturelles associatives portées par les acteurs locaux.

Les projets seront sélectionnés par une commission, placée sous la présidence de l'Adjoint au Maire délégué à la Culture, et composée de membres de la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier et d'un représentant du réseau des Médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les projets retenus le seront en fonction des critères suivants : adéquation avec la programmation littéraire et le choix des littératures invitées, faisabilité technique et financière.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'appel à projets d'animations pour la 31<sup>ème</sup> édition de la Comédie du Livre, joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 18/12/2015**

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### **Absents :**

## **Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier dans l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault. Mandat de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.). Lancement de la procédure négociée de maîtrise d'œuvre et sélection des membres du jury**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2015/304 du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation de l'ancien bâtiment des archives départementales de l'Hérault, son programme et son enveloppe financière ainsi que les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, mandatant la S.A.A.M pour la réalisation de l'opération.

Conformément à l'article 5 de ladite convention qui définit les attributions du mandataire, celui-ci doit lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération et notamment procéder au choix du maître d'œuvre dans le respect des dispositions du Code des Marchés Publics.

Au cas d'espèce, la procédure applicable est la procédure négociée de maîtrise d'œuvre définie au III de l'article 74 du Code des Marchés Publics. Dans ce cadre, il appartient à la Ville de Montpellier, pouvoir adjudicateur, de constituer un jury tel que défini à l'article 24 dudit code.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de constituer un jury conformément à l'article 24 du Code des Marchés publics comprenant les membres suivants :

Président : Monsieur le Maire ou son représentant,

Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants devant être élus, en son sein, par le Conseil municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste,

**Membres titulaires :**

- Nicole LIZA
- Sonia KERANGUEVEN
- Guy BARRAL
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Caroline NAVARRE

**Membres suppléants :**

- Khanthaly PHOUTTHASANG
- Henri de VERBIZIER
- Henri MAILLET
- Patricia MIRALLES
- Sauveur TORTORICI

Les autres membres ci-après mentionnés seront désignés par le Président du jury :

- Personnes présentant un intérêt particulier au regard de l'objet du marché (au nombre de 5 maximum),
  - Personnes qualifiées (architectes ou maîtres d'œuvre) représentant au moins un tiers des membres du jury.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÈCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## Acquisition d'un manuscrit hébreu du XVe siècle pour les Archives municipales : Commentaire d'Alfasi sur le Talmud par Jonathan ben David Ha-Kohen

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Isaac ben Jacob Alfasi « de Fès », (1013-1103) est l'auteur d'un *Abrégé du Talmud* qui est le code de législation civile le plus important avec celui de Maïmonide (1138-1204). Son œuvre largement diffusée fut abondamment commentée.

Jonathan ben David Ha-Kohen (vers 1136-après 1210) fut un de ses commentateurs. Talmudiste, le plus brillant des rabbins de la communauté juive de Lunel, il fut, dans la violente controverse antirationaliste qui agita le monde juif du Midi de la France, l'un des plus ardents défenseurs du rationalisme de Maïmonide (1135-1204), le célèbre savant andalou établi en Egypte, auteur du *Guide des égarés*, avec lequel il correspondit. Ce manuscrit, copie orientale ou byzantine du XVe siècle, atteste de l'exceptionnelle fécondité intellectuelle du judaïsme languedocien aux XIIe et XIIIe siècles établi principalement dans les villes de Lunel et de Montpellier.

Après l'acquisition en 2008 d'un *mahzor*, livre de prière pour les fêtes majeures juives du début du XVe siècle, seul témoin du rituel de la communauté juive montpelliéraine du Moyen âge, l'acquisition de ce manuscrit permettrait d'enrichir le patrimoine historique et culturel hébraïque de la Ville de Montpellier.

La Société des Manuscrits des Assureurs de France, propriétaire de ce manuscrit, en a proposé la cession à la Ville de Montpellier pour un montant de 36 000 €, correspondant au prix de 45 000 \$ établi par le département Judaica de Sotheby's, New York, le 18 décembre 2014.

Il est donc proposé d'acquérir ce manuscrit au prix de 36 000 € TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'acquérir le *Commentaire d'Alfasi sur le Talmud* par Jonathan ben David Ha-Kohen de Lunel, manuscrit hébreu du XVe siècle ;
- de dire que la somme sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, fonction 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Exonération de frais de publication documents d'archives pour l'association de quartier Beaux-Arts Pierre Rouge

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créée en 1988, au moment où le quartier des Abattoirs connaissait une profonde mutation pour devenir le quartier des Beaux-Arts, l'association de quartier Beaux-Arts Pierre Rouge s'est donné pour mission de conserver et transmettre l'histoire du quartier en collectant des documents et en sollicitant la mémoire de ses habitants.

Elle a ainsi réuni dès le début des années 1990 de très nombreuses photographies auprès des habitants du quartier et recueilli entre 2010 et 2013 une quarantaine de témoignages d'anciens et nouveaux habitants. Parallèlement à la constitution de ce fonds d'archives, les membres de l'association se consacrent depuis 2010 à la rédaction d'un ouvrage sur l'histoire du quartier. Pour mener à bien ce projet éditorial, ils ont effectué des recherches tant aux Archives départementales de l'Hérault qu'aux Archives municipales de Montpellier, afin de vérifier les témoignages et de compléter leurs sources, accomplissant ainsi un véritable travail d'historiens.

Au moment de l'édition de ce livre *Des Abattoirs aux Beaux-Arts – Histoire et mémoire d'un faubourg*, l'association de quartier Beaux-Arts Pierre Rouge sollicite la Ville de Montpellier pour être exonérée des frais de publication de 21 documents des Archives municipales (plans et photographies) sélectionnés pour l'illustrer. Conformément aux tarifs 2015 adoptés par délibération n°2014/569 du 17 décembre 2014, le montant des droits de publication de ces 21 documents s'élève à 525 € TTC.

Cet ouvrage présente un intérêt certain pour faire connaître l'histoire d'un quartier de la Ville de Montpellier et la valorisation des fonds iconographiques des Archives municipales.


### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'exonérer l'association de quartier Beaux-Arts Pierre-Rouge du montant des droits de publication ;
- de considérer cette exonération comme une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Agora des Savoirs 7ème saison Cycle de conférences 2015 – 2016 Agora Junior

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs, grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Les saisons 2, 3 et 6 ont également vu apparaître le principe de l'Agora des Savoirs junior: il s'agit de permettre à des conférenciers qui l'ont souhaité, la semaine de leur conférence grand public (généralement le lendemain), d'intervenir sur un mode pédagogique auprès d'élèves des écoles du primaire. Cette action a rencontré un franc succès auprès des élèves comme des conférenciers. Il permet de plus de sensibiliser un nouveau public et de nouveaux quartiers à la manifestation.

Pour sa 7<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs souhaite poursuivre l'action Agora des Savoirs Junior

Ces rencontres seront organisées en dialogue avec le Rectorat d'Académie et la Direction de la Réussite éducative. Les classes ont été sélectionnées selon les candidatures reçues et dans le respect d'une juste répartition sur le territoire montpellierain, avec l'objectif de permettre un accès égal aux rencontres à toutes les écoles de la Ville.

Cinq Agoras des Savoirs Junior seront organisées pour le 7<sup>e</sup> cycle, sur les thèmes et par les conférenciers suivants, en écho avec la conférence grand public prononcée le mercredi de la même semaine :

- Fabrice Lihoreau – *L'évolution des mammifères* (14 janvier 2016)
- Sébastien Balibar – *Le réchauffement climatique* (21 janvier 2016)
- Jean François Ritz – *Séismes et tremblements de terre* (18 février 2016)
- Magali Bessone – *Racisme et discriminations* (31 mars 2016)
- Pierre-Olivier Antoine – *Les mondes perdus d'Amazonie* (3 mai 2016)



L'intervention des conférenciers dans une classe se fera en plus de ces interventions, sur la base du volontariat et sans rémunération complémentaire pour les conférenciers.

Afin de préparer les classes sélectionnées, la Ville offrira à chaque élève concerné un exemplaire d'un livre en rapport avec la thématique abordée par celui-ci.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de valider le principe de l'Agora des Savoirs Junior ;
- d'autoriser l'achat des livres destinés aux élèves, pour un montant maximum de 3 500 € pour l'ensemble de la saison ;
- de prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée Année 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le législateur a confié au Département des compétences importantes en matière de prévention et de protection de l'enfance. Ainsi, l'article L121-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que "dans les zones urbaines sensibles et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes : ...des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu..." et l'article 221-1...

"Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé chargé des missions suivantes : organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2ème de l'article L121-2".

Pour la mise en œuvre de cette mission, le Département a choisi de s'appuyer sur le secteur associatif. En effet, la spécificité de cette mission requiert réactivité et souplesse, qualités dont dispose la structure associative, bien adaptée pour répondre à ces exigences. L'exercice de cette mission a donc été confié à l'association APS 34 par le Conseil Départemental, en conformité avec les statuts de l'association dont le but est la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée. Le Département a autorisé l'association par arrêté du Président du Conseil Départemental en date du 24 juillet 2007 pour une durée de 15 ans.

Les Communes, par leur connaissance des quartiers et des structures existantes, par les liens de partenariat qu'elles entretiennent avec le réseau associatif et professionnel, par leurs contacts directs avec les populations, sont au plan local des partenaires indispensables pour assurer l'efficacité des actions de prévention collective. En outre, les difficultés des jeunes et des familles constituent une préoccupation

majeure des collectivités qui souhaitent renforcer la complémentarité de leurs politiques en faveur des jeunes, notamment en matière de prévention spécialisée. Ainsi, par délibération du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à l'association APS 34 et de participer financièrement à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs. Cette participation s'élève à 225 000 Euros pour l'année 2015, elle est versée à terme échu au Département de l'Hérault qui assure de par sa compétence le lien avec APS 34.


La Ville de Montpellier participe au pilotage de la mission de prévention spécialisée. Une convention entre la Ville et le Département, prise par délibération en date du 23 novembre 2009, fixe les modalités de mise en œuvre de cette mission et de coopération entre les deux collectivités. Cette convention a été conclue pour une durée de 13 ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prélever la participation financière de la Ville à hauteur de 225 000 Euros du coût des postes d'éducateurs sur les crédits inscrits au BP 2015 (Nature 65733 - Chapitre 925) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÈCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## Délégation de Service Public Fourrière Automobile

### Cession du contrat de Délégation de Service Public de la société EFFIA Stationnement à la société Enlèvement et Gardiennage Services (E.G.S.) Avenant n° 5

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 07 novembre 2011, le Conseil Municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile.

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

La société EFFIA STATIONNEMENT SAS immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 435 272 596 Société en nom collectif au capital de 160 000 Euros sise 20 - 22 Rue Le Peletier - 75009 Paris et délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile de la Ville de Montpellier cède son contrat de délégation dans le cadre d'un apport partiel d'actif portant sur ce contrat de Délégation de Service Public à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES immatriculée au RCS de Paris sous le n° 808 391 882 Société à Responsabilité Limitée au capital de 5 000 Euros sise 20 rue le Peletier - 75009 Paris.

Il convient donc d'établir un avenant de cession de la convention de Délégation de Service Public concernant l'exploitation du service de la fourrière automobile existant vers la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES qui s'engage à reprendre l'ensemble des droits et obligations de la convention initiale concernant la Délégation de Service Public pour la fourrière automobile.

Les clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par l'avenant de transfert.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer l'avenant de transfert, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long vertical stroke on the left and a diagonal stroke on the right that meets the vertical one at the bottom.

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Absents :**

### **Commission d'Attribution des Locaux associatifs**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier héberge plus de 300 associations au sein de 290 locaux, pour une surface totale de 45 000 m<sup>2</sup>. La valeur locative annuelle de ce patrimoine s'élève à 3 200 000 euros.

La mise à disposition des locaux associatifs de la Ville est déconcentrée à travers 5 Directions différentes :

- La Direction Architecture et Immobilier ;
- La Direction Proximité Citoyenneté ;
- La Direction Culture et Patrimoine ;
- La Direction Jeunesse Sports Emploi Logement ;
- La Direction des Relations internationales.

Afin d'assurer une gestion transparente de l'affectation des locaux associatifs, il est proposé de structurer le fonctionnement de la Commission d'attribution des locaux associatifs (CALA), qui disposera d'un avis consultatif non liant sur toute affaire relative aux locaux associatifs.

Cette Commission, présidée par l'Adjoint au Maire en charge de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative, regroupe des membres de droit :

- L'Adjoint au Maire délégué à l'Architecture et au Patrimoine
- L'Adjoint au Maire délégué à la Culture
- L'Adjoint au maire délégué à la Jeunesse Sport Emploi Logement
- L'Adjoint au Maire délégué aux Relations Internationales

Par souci de transparence, chaque groupe politique d'opposition est invité à désigner un représentant susceptible de siéger au sein de la CALA en qualité de membre de droit.

La CALA se réunira à minima quatre fois par année civile et sera plus particulièrement chargée :

- D'émettre un avis sur les propositions d'affectation des locaux associatifs.
- D'émettre un avis de conformité du bon usage des locaux par les associations en bénéficiant.
- D'émettre un avis sur les conditions d'attribution de créneaux ponctuels en vue de la mutualisation de locaux associatifs. La Ville de Montpellier fait en effet actuellement face à une pénurie de locaux face à la demande associative et souhaiterait pouvoir augmenter ses possibilités de mutualisation.

La CALA aura aussi pour objet d'émettre un avis d'opportunité de mise à disposition de locaux associatifs en lien avec l'action publique territoriale portée par la Ville.

Elle s'assurera de la conformité des dossiers de demandes d'attribution, du respect des conventions de mise à disposition des locaux associatifs.


La CALA établira son règlement intérieur à l'occasion de sa première réunion en janvier 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Autoriser l'instauration de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs et approuver sa composition ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à la démocratie de proximité et à la vie associative à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**



## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Absents :**

### **Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

La Ville souhaite encourager l'engagement citoyen dans le cadre associatif en aidant tout particulièrement les associations porteuses de projets d'intérêts généraux dans les domaines sociaux et culturels.

Ces actions associatives proposées aux montpelliérains et soutenues par la ville, contribuent grandement à la dynamique de la vie quotidienne au sein des quartiers.

Le soutien à ces projets s'est accru en 2015 avec à ce jour 225 associations accueillies soit 43 actions supplémentaires traduisant ainsi l'engagement de la ville vis-à-vis du secteur associatif.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.



A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 20 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 7065 €

Les associations concernées sont :

MPT COLUCCI: Vridavana 165€

MPT RICOME: Somis 480€

MPT MERCOURI: Eurogrèce 455€, Papot'croix 300€, Montp'libre 140€, A tout theatre 430€, Camap 300€, Alisé 495€, Club Franco Polonais 245€, Pyramide 300€, Apaj 245€, Cid International 245€

MPT LAGRANGE: Restos du Coeur 910€, Ireps santé 490€, Césam migration santé 245€, Asmoune 910€, Mourir dans la dignité 55€

MPT PARKS: Arts et eveil 245€, Verpopa 165€

MPT SAND: Furies 245€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 23 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 4840€

Les associations concernées sont :

MPT VOLTAIRE: CG 34 440€, Surdi 34 55€, Blues de vache 55€, Italia a due passi 165€, L'autobus imperial 220€, GEM Rabelais 1155€

MPT SARRAZIN : Crèche parentale les Moussaillons 110€

MPT PARKS : Malbosc Pétanque 165€, Des mains pour le faire 55€

MPT MERCOURI : Eurogrèce 110€

MPT ESCOUTAIRE : Crazy rebels 34 110€, Comité des fêtes 165€, Comité de quartier Mion association 55€

MPT DUBOUT : Justice hirondelle 55€

MPT VILLON : Salade culturelle 220€, Comider 385€, Gospel good news 330€, Montpellier scrabble 220€

MPT PAGNOL : Atout tarot 275€, Fac pas du loup 110€, Le temps d'un mouvement la NEF 55€, Secours populaire Français 220€, Trisomie 21 110€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Absents :**

### **Service civique : Convention de partenariat Ville de Montpellier et Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le service civique est un dispositif national créé par la loi du 10 mars 2010. Il a pour objectif de renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale en offrant à des jeunes de 16 à 25 ans l'opportunité de s'engager au service des autres et de la collectivité.

L'objectif de l'engagement de service civique est à la fois de mobiliser la jeunesse face à l'ampleur des défis sociaux et environnementaux et de proposer aux jeunes un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront mûrir, gagner en confiance en eux, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel.

Par délibération du Conseil Municipal du 07 mai 2015, la Ville de Montpellier s'est engagée dans l'accueil de jeunes en service civique. Elle a donc obtenu l'agrément auprès des services de l'Etat en vue d'expérimenter l'accueil de 8 jeunes volontaires au sein des services de la Ville pour une durée de 8 mois à compter du 02 novembre 2015.

Afin d'optimiser le parcours de ces jeunes volontaires en service civique au sein des services de la Ville de Montpellier, il est proposé une convention de partenariat avec la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée d'une année, renouvelable une fois.

La Ville de Montpellier et la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole partagent des valeurs communes et poursuivent des objectifs partagés en termes d'insertion du public jeune ; aussi, ce partenariat permettra aux volontaires en Service Civique :

- de bénéficier d'un accompagnement individuel pour la mise en œuvre de leur projet d'insertion.

- d'accéder à toute l'offre de service de la Mission Locale afin de favoriser la valorisation de leurs capacités et de leurs compétences, mobilisées durant leur mission.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer cette convention et tout autre document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle D'RAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

**Absents :**

### **Attribution de subventions Projets de partenariats Ville de Montpellier - Associations Sportives Exercice 2016**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le sport est un formidable outil de lien et de cohésion sociale. Il est source d'épanouissement individuel et vecteur de valeurs collectives, de respect, de tolérance, de générosité. C'est également un facteur important de la santé publique.

Ainsi la Ville de Montpellier dans le cadre d'un appel à projet « partenariat sport » souhaite développer le Sport pour Tous dans tous les quartiers de la Ville, en partenariat avec les associations sportives du territoire.

Cet appel à projet, engagé par délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2015, a abouti à la proposition d'un programme d'activités pour l'année 2016, en partenariat avec les associations sportives, qui prévoit la mise en place de stages sportifs, notamment pendant les vacances scolaires, dont certains associent des activités cérébrales et sportives (la tête et les jambes), ainsi que des activités familles et les samedis sportifs au parc Montcalm.

Chaque année, ce sont plus de 5 000 enfants et adolescents qui bénéficient d'activités sportives diversifiées leur permettant de découvrir des pratiques nouvelles et à terme de s'inscrire dans les clubs sportifs de quartier.

Par la présente délibération, il est donc proposé de soutenir 70 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives, en leur accordant les subventions suivantes :

25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC	Appel à projet	LA TETE ET LES JAMBES	3 000 €
----	--	----------------	-----------------------	---------

	ROUSSILLON CA25!			
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB CA72!	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	2 500 €
102	FC PETIT BARD CA102!	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	1 900 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC CA278!	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM CA406!	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	2 000 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY CA702!	Appel à projet	STAGES BEACH VOLLEY	1 000 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB CA769!	Appel à projet	STAGE SPORT POUR TOUS	2 000 €
842	SPELEO CLUB ALPIN LANGUEDOCIEN CA842!	Appel à projet	MONTPELLIER SPORT	1 000 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE KAYAK UNIVERSITE CA864!	Appel à projet	DECOUVERTE DU LEZ AUX MONTPELLIERAINS	2 500 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY CA914!	Appel à projet	VOLLEY/REPORTER/CAMERAMAN	3 000 €
919	MUC ESCRIME CA919!	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	1 200 €
928	MUC FOOTBALL CA928!	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER CA931!	Appel à projet	STAGES EN PARTENARIAT AVEC LA MAIRIE	2 500 €
963	CEP MONTPELLIER GYM CA963!	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 500 €
1011	BOZENDO MONTPELLIER CA1011!	Appel à projet	SAMEDIS SPORTIFS	500 €
1113	CLAQUETTES EN VOGUE CA1113!	Appel à projet	TETE ET JAMBES TAP DANCE/ENGLISH	3 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER CA1187!	Appel à projet	PARTENARIAT STAGES FOOTBALL	2 500 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS CA1230!	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	3 500 €
1238	MONTPELLIER AM JUDO CA1238!	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	1 000 €
1320	TAI CHI CHUAN	Appel à projet	DECOUVERTE DU TAI CHI	1 000 €

	STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER CA1320!		NATURE	
1403	SARBACANE MEDITERRANEE CA1403!	Appel à projet	PARTENARIAT SPORT POUR TOUS	1 000 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ CA1417!	Appel à projet	PARTENARIAT SPORT POUR TOUS	1 500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER CA1420!	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE CA1541!	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	2 000 €
1746	MONTPELLIER HAEDONG KUMDO CA1746!	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 000 €
1891	MONTPELLIER GRS CA1891!	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	2 000 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON MAT CA1928!	Appel à projet	STAGE TRIATHLON ET SECURITE ROUTIERE	2 500 €
1935	LES CHEVALIERS DE LA GAULE CA1935!	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER CA2139!	Appel à projet	MONTPELLIER SPORT LA TETE ET LES JAMBES	4 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER CA2139!	Appel à projet	BASKET	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER CA2139!	Appel à projet	TENNIS	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER CA2139!	Appel à projet	FOOTBALL	1 500 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB CA2140!	Appel à projet	STAGES VACANCES SPORTIVES POUR TOUS	1 500 €
2274	MONTPELLIER MONOCYCLE CA2274!	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	1 800 €
2324	ECOLE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS CA2324!	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	1 200 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 000 €

	CA2502!			
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER CA2608!	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORT	2 000 €
2831	AEROCLUB DE L'HERAULT LANGUEDOC ROUSSILLON CA2831!	Appel à projet	DECOUVERTE 3e DIMENSION	3 000 €
2954	SCALATA NATURE CA2954!	Appel à projet	ESCALADE ET VIA FERRATA	2 700 €
3015	MONTPELLIER VIET VO DAO CA3015!	Appel à projet	SAMEDIS SPORTIFS AU PARC MONTCALM	500 €
3059	MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE UNIVERSITE CLUB CA3059!	Appel à projet	STAGE DE DECOUVERTE DE LA PLONGEE SUBAQUATIQUE	2 200 €
3081	BLEU VERTIGE CA3081!	Appel à projet	ESCALADE	2 700 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON CA3568!	Appel à projet	STAGE SPORT POUR TOUS ET TETE ET JAMBES	2 700 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER CA3634!	Appel à projet	INITIATION AU BOWLING DANS LE CADRE DE MONTPELLIER SPORTS	3 500 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO CA3659!	Appel à projet	PARTENARIAT SPORT – 2 ACTIONS	4 000 €
3762	ICE ROLLER SCHOOL MONTPELLIER CA3762!	Appel à projet	PARTENARIAT SPORT	1 500 €
3823	ECOLE D'AIKIDO TAKEMUSU AIKI MONTPELLIER CA3823!	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 000 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME CA3833!	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES+ FÊTE DES SPORTS+VILLE A VELO	2 500 €
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC CA3845!	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
3914	MONTPELLIER METROPOLE HOCKEY CLUB CA3914!	Appel à projet	SPORTS POUR TOUS	2 700 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL CA4012!	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 700 €
4171	PROFESSION SPORT	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER	500 €



	& LOISIRS 34 CA4171!		SPORTS	
4265	ASSOCIATION ATTITUDE CA4265!	Appel à projet	STAGE MONTPELLIER SPORTS	2 500 €
4291	SPORT INSERTION JEUNES MONTPELLIER CA4291!	Appel à projet	STAGE MONTPELLIER SPORTS	1 900 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE CA4380!	Appel à projet	STAGE TETE ET JAMBES	2 500 €
4547	LA MAISON DU JUDO CA4547!	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
4547	LA MAISON DU JUDO CA4547!	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
4555	ROLL'SCHOOL CA4555!	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	1 500 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK CA4556!	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 500 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS CA4643!	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 500 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES CA4701!	Appel à projet	MONTPELLIER SPORTS	1 500 €
4720	AGGLOMERATION MONTPELLIER SPORT D'ORIENTATION DE L'HERAULT CA4720!	Appel à projet	CARTES D'ORIENTATION, MISE EN PLACE ET ENTRETIEN DES PPO	2 000 €
4875	AS CELLENEUVE CA4875!	Appel à projet	ANIMATIONS SPORTS	2 000 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES CA4890!	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	1 500 €
5002	MOSSON FULL CONTACT CA5002!	Appel à projet	ANIMATIONS SPORTS	2 700 €
5167	GENERATION TAEKWONDO CA5167!	Appel à projet	STAGE MONTPELLIER SPORTS ET TETE ET JAMBES	2 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE CA5223!	Appel à projet	STAGE TETE ET JAMBES + MEETING	3 000 €
5635	GOREE BASKET CLUB CA5635!	Appel à projet	STAGES INITIATION BASKET	1 500 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €

	CA5683!			
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS CA5722!	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 800 €

Ces sommes représentant un montant de 148 200 € seront prélevées sur le budget du service des sports, ligne 1776, nature 6574, fonction 924.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 148 200 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé Approbation des redevances minorées

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre d'une mission d'audit des locaux associatifs confiée au cabinet Ernst & Young, un état des lieux des procédures d'attribution des locaux associatifs a été effectué, et des axes d'amélioration liés aux suivis administratifs et financiers des conventions ont été présentés.

Ainsi, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès d'associations à vocation sportive du territoire, en procédant à la signature de conventions spécifiques de mises à disposition de locaux, selon les mesures correctives entérinées par la délibération du Conseil Municipal en date du 29 septembre 2015.

A ce titre, il est donc proposé de renouveler l'attribution de locaux associatifs pour les 47 associations déclinées dans le tableau ci-joint, jusqu'au 31 Décembre 2016.

Considérant l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, il est proposé d'appliquer une redevance minorée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
A.S.A. Hérault	577, avenue Louis Ravas - Rés le Rimbaud Bât A	10 500,00 €	35 €	10 465,00 €
Aéroclub Guillaumet	7 rue de Clémentville, Résidence Astruc	4 500,00 €	35 €	4 465,00 €

Amicale Boules Paillade	Boulodrome Roger Reyne Place R. Schuman	6 300,00 €	35 €	6 265,00 €
As Arceaux de Montpellier	Terrain Astruc - Club House -rue des Coronilles	6 820,00 €	35 €	6 785,00 €
AS Atlas Montpellier	Terrains Mosson Club House Avenue d'Heidelberg	10 980,00 €	35 €	10 945,00 €
ASBAM	Gymnase les Arts Rue de Substantion	25 300,00 €	35 €	25 265,00 €
AS Celleneuve	Stade Combettes Avenue du Petit Séminaire	5 940,00 €	35 €	5 905,00 €
Montpellier Pétanque Beaux Arts	Gymnase les Arts 82, espace de la Musique	3 520,00 €	35 €	3 485,00 €
As Val de Croze Kick Boxing	Place Fourier	15 730,00 €	35 €	15 695,00 €
ASPTT Football	Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein	3 080,00 €	35 €	3 045,00 €
Association des Présidents du secteur Montpellier	Boulodrome Bernard GASSET, sis avenue Maurice Planès	2 525,60 €	35 €	2 490,60 €
ASC Paillade Mercure	Terrains Mosson Club House Avenue d'Heidelberg	10 980,00 €	35 €	10 945,00 €
ASLJ Montpellier Croix d'Argent Volley	Gymnase Alain Colas rue de l'Arnel	11 500,00 €	35 €	11 465,00 €
Attitude	Complexe Sportif de Grammont avenue Albert Einstein	2 070,00 €	35 €	2 035,00 €
Auto Modélisme Occitan	Complexe Sportif Grammont avenue Albert Einstein	7 200,00 €	35 €	7 165,00 €
Clapas Pétanque Bouliste	Place du Père Louis - Avenue du Pirée	4 000,00 €	35 €	3 965,00 €
Croix d'Argent Basket	Gymnase Couderc, rue du Mas de Lemasson	2 000,00 €	35 €	1 965,00 €
Croix d'Argent Pétanque	Boulodrome Croix d'Argent - rue Marcel Paul	6 000,00 €	35 €	5 965,00 €
Echecs Club Montpellier	1, boulevard Victor Hugo - Tour de la Babote	18 000,00 €	35 €	17 965,00 €
Entente sportive bouliste de Mtp	Boulodrome Bernard GASSET, sis avenue Maurice Planès	1 815,00 €	35 €	1 780,00 €
Football de Table	Complexe Sportif Béal Avenue du Docteur Fourcade	3 500,00 €	35 €	3 695,00 €
Jeunes FC Tritons	Terrain Tritons Allée des Hauts de Massane	4 640,00 €	35 €	4 605 €
Grand Mail Pétanque	Boulodrome René Bessières Avenue de Louisville	9 450,00 €	35 €	9 415,00 €

Jean Monet Antigone Pétanque	MPT Voltaire, 1 square Jean Monnet	3 000,00 €	35 €	2 965,00 €
La Boule du Lantissargues	Boulodrome Lantissargues Avenue de Maurin	6 930,00 €	35 €	6 895,00 €
Les 4 Horizons	Terrain Tritons Allée des Hauts de Massane	4 640,00 €	35 €	4 605 €
Los Valents de Montpellier	Stade Sabathé, rue du Mas de Lemasson	1 080,00 €	35 €	1 045,00 €
Montpellier Agglomération Athlétique Méditerranée	Stade Philippidès 542, rue Auguste Broussonnet	30 470,00 €	35 €	30 435,00 €
Montpellier Athlétique Running Club	Stade Philippidès, 542 rue Auguste Broussonnet	8 360,00 €	35 €	8 325,00 €
Montpellier Arc Club	Complexe Sportif de la Rauze Av du Dr Fourcade	6 000,00 €	35 €	5 965,00 €
Montpellier Pétanque Saint Martin	Boulodrome Ernest Onillon, 151, impasse du Mas d'Argelliers	12 150,00 €	35 €	12 115,00 €
Montpellier Roller Hockey	Complexe Sportif Batteux rue F. Gossec	1 221,00 €	35 €	1 186,00 €
Montpellier Tennis de Table	Gymnase Achille , place Marcel Godechot	22 000,00	35 €	21 965,00 €
MUC Baseball "Les barracudas"	Domaine de Veyrassi, rue des quatre vents	6 300,00	35 €	6 265,00 €
MUC Football	Stade J. Vega Av Val de Montferrand	2 420,00 €	35 €	2 385,00 €
MUC Omnisports	CS A. Batteux rue François Gossec	136 400,00 €	35 €	136 365,00 €
Racing Club Lemasson	3, rue Montjuich - Stade Giambrone	5 130,00 €	35 €	5 095,00 €
Racing Club Lemasson	4, rue Montjuich	1 050,00 €	35 €	1 015,00 €
Rimbaud Pétanque	Boulodrome Rimbaud Av St André de Novigens	6 600,00 €	35 €	6 565,00 €
Les Diabes Rouges Montpellier XIII	Stade Sabathé, rue du Mas de Lemasson	2 970,00 €	35 €	2 935,00 €
Saint Martin Gazélec	Complexe Sportif la Rauze Avenue du Docteur Fourcade	20 000,00 €	35 €	19 965,00 €
Stade Lunaret Nord	Terrain V. Candela- Club House - - Rue Max Mousseron	7 200,00 €	35 €	7 165,00 €
LA LOCAL	Terrain Paul Valéry Club House Avenue de Vanières	3 660,00 €	35 €	3 625,00 €
LADEU - (2POLVA)	Terrain Paul Valéry Local associatif Avenue de Vanières	2 280,00 €	35 €	2 245,00 €

Association Omnisports Montpellier Figuerolles	Salle Farre Rue du Mas de Merle	30 800,00 €	35 €	30 765,00 €
Union Montpelliéraine pour le Développement du Sport et de la Culture	Club House - Terrain les Gêmeaux - Rue de l'Agathois	4 160,00 €	35 €	4 125,00 €
La Boule Occitane des Arceaux	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture	6 000,00 €	35 €	5 965,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>507 171,60</b>	<b>1 645,00</b>	<b>508 816,60</b>

Sur la base des préconisations formulées par l'audit, la Ville de Montpellier s'est engagée notamment à apporter une vérification régulière de l'utilisation des locaux attribués.

Pour les locaux associatifs qui ont fait l'objet d'un audit sur place, et selon les mêmes modalités déclinées ci-avant, il est proposé d'attribuer pour 2016 un local pour les 15 associations dont la convention peut être renouvelée jusqu'au 30 Juin 2016.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
A.K. SPORT	Salle des Gênes - 415 rue des Baléares	29 025,00 €	35 €	28 990,00 €
Agglomération Montpellier Sports d'Orientation de l'Hérault	Maison du Lez- Allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Amitié Partage et Citoyenneté	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	2 700,00 €	35 €	2 665,00 €
Association Aéroclub Hérault Languedoc-Rousillon	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Football Club Petit Bard	Stade Rachid Malla , av P. Rimbaud	11 835,00 €	35 €	11 800,00 €
Football Club Petit Bard	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
Gély Sport Club House	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
Génération Taekwondo	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
Les Chevaliers de la Gaulle Montpellier Pêche	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Montpellier Languedoc Cyclisme	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Montpellier Petit Bard Futsal	Salle du Petit Bard - rue Paul Rimbaud	1 440,00 €	35 €	1 405,00 €
Mouvements Citoyen	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 710,00 €	35 €	1 675,00 €
Montpellier Petit Bard Athlétique	rue Paul Rimbaud Salle "TATAI"	1 440,00 €	35 €	1 405,00 €
Montpellier Aqualove	allée Alegria	1 430,00 €	35 €	1 395,00 €

Sauvetage	Beracasa « Maison du Lez			
Ring Athletic Petit Bard		1 440,00 €	35 €	1 405,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>66 620,00</b>	<b>560,00</b>	<b>67 180,00</b>

Des locaux associatifs seront proposés lors d'une prochaine CALA (Commission d'Attribution des Locaux Associatifs) en 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

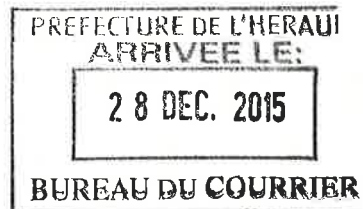
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015



Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Aménagement d'une voie nouvelle dans le quartier de la Pergola Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville et Hérault Habitat

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative la Voirie et aux Espaces Publics détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire citée en objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola) prévoit la création d'une voie nouvelle de désenclavement du secteur d'habitat social de la Pergola.

Cette voie nouvelle dite « Voirie de piquage » reliera, au Nord, l'allée de la Gardiole à la rue de l'Oasis, au Sud.

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine a confié la maîtrise d'ouvrage de cette opération à l'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault « Hérault Habitat ».

A ce titre, le financement des travaux d'aménagement est pris en charge par Hérault Habitat, qui bénéficiera d'aides financières dans le cadre de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola).

Toutefois une partie de l'emprise foncière où est réalisée cette voie, initialement propriété d'Hérault Habitat, a été classée dans le domaine public.



Ainsi, pour permettre la réalisation de ces travaux, il est nécessaire d'établir une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville et Hérault Habitat pour définir les modalités d'exécution des travaux de la voie nouvelle ainsi que les modalités d'intégration de cette voie dans le domaine public

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :**

- d'approuver le projet de convention avec Hérault Habitat pour la réalisation des travaux de la voie nouvelle dite "de piquage" dans le quartier de la Pergola ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention avec le Directeur Général d'Hérault Habitat, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18 décembre 2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Approbation du rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité – Année 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi du 11 février 2005 pour « *l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes en situation de handicap (moteur, sensoriel, mental, psychique) et à mobilité réduite.

Une des dispositions de la loi est la mise en place de Commissions Communales pour l'Accessibilité (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. Pour la Ville de Montpellier, cette commission a été créée par délibération le 26 juillet 2010 et la première séance plénière a eu lieu le 15 septembre 2011. Selon l'article L. 2143.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rôle de la CCA est :

- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire communal, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune,
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Ladite commission est composée à parité d'élus et de représentants de la société civile nommés par Monsieur le Maire. Y siègent sept élus, cinq représentants d'associations liées au handicap, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les usagers.

La CCA a comme obligation d'établir un rapport annuel. Ce document a de multiples vocations. Il doit permettre de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions, d'informer les associations représentants les personnes handicapées, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre.

Ainsi, le présent rapport, soumis au Conseil Municipal, constitue un état des lieux de l'accessibilité du territoire communal. Il traite de la question de l'accessibilité sous l'angle de la voirie et des espaces publics, des déplacements et de l'intermodalité, du cadre bâti et enfin il permet d'identifier un certain nombre d'initiatives

portées par la Ville afin de favoriser l'intégration pleine et entière des personnes en situation de handicap dans la cité.

Ce rapport est, entre autres, le fruit des réunions des Groupes de Travail « *Mobilité* », « *Cadre Bâti* », « *Accès aux droits et à l'Information* », issus de la CCA et qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2014. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation de handicap.

Après validation par le Conseil Municipal, le rapport 2014 sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville - Convention avec les bailleurs sociaux - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole signé le 10 juillet 2015 constitue le cadre unique de mise en oeuvre de la politique de la ville, reposant d'une part sur trois piliers définis par l'Etat : le développement de l'activité économique et de l'emploi, le cadre de vie et le renouvellement urbain, la cohésion sociale, et d'autre part sur 7 priorités actées par l'ensemble des signataires de ce document-cadre :

- rapprocher les activités économiques des quartiers ;
- responsabiliser les entreprises pour refonder le dispositif d'insertion ;
- mobiliser l'ensemble des communes et des quartiers de la Métropole en faveur d'une véritable mixité de l'habitat, afin de contribuer à l'équilibre social du territoire ;
- renforcer aussi la mixité dans les établissements scolaires de la maternelle au collège ;
- engager en priorité le réinvestissement urbain du quartier sud Mosson pour renouveler en profondeur son image et son fonctionnement ;
- promouvoir l'attractivité des quartiers par des actions coordonnées et efficaces pour la tranquillité publique et la gestion des espaces publics et privés ;
- valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme et chaque homme trouve sa place dans la société et se sente citoyen de la Métropole.

La qualité de vie urbaine est donc un objectif affiché dans le contrat de ville et correspond à une attente des habitants des quartiers. La réalisation de ce dernier va nécessiter la mise en place d'une gestion urbaine de proximité (GUP) cohérente, efficace et lisible, pilotée par la Métropole. Pour ce faire, une collaboration étroite avec les bailleurs sociaux est indispensable.

Le Comité interministériel des Villes du 19 février 2013 a acté dans sa décision n°19, l'inscription dans les contrats de ville, de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont peuvent bénéficier les bailleurs propriétaires de patrimoine dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

La loi de finances 2015 a confirmé le rattachement de l'abattement de la TFPB au contrat de ville qui doit être signé par les organismes concernés, ce qui est le cas à Montpellier pour les bailleurs ACM habitat, Hérault Habitat, Erilia, FDI et ARCADE/SFHE .

Le Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports en collaboration avec l'Union sociale pour l'habitat (USH, qui fédère les bailleurs sociaux au niveau national) a produit un cadre national d'élaboration, de mise en oeuvre et de suivi des conventions d'utilisation de l'abattement de la TFPB qui doivent être signées par le bailleur, l'Etat et les collectivités locales (Métropole et Ville dans notre cas) avant le 31 décembre 2015.

Ces conventions ont vocation à s'articuler avec les démarches de gestion urbaine de proximité.

Ces conventions reposent notamment sur :

- un programme d'actions articulé avec les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité portées par les collectivités ;
- un bilan annuel des actions réalisées.

L'abattement de TFPB pour le patrimoine des bailleurs situé en quartiers politique de la ville vise à atteindre le même niveau de qualité de service que dans l'ensemble du parc. Cet objectif nécessite la mobilisation de moyens complémentaires pour compenser partiellement les surcoûts de gestion liés aux besoins spécifiques des quartiers. Les actions relevant de l'abattement de TFPB doivent soutenir les objectifs de qualité de cadre de vie, de cohésion sociale et de développement social en agissant sur les champs suivants :

- l'organisation d'une présence de proximité adaptée au fonctionnement social du quartier et le soutien aux personnels de proximité ;
- l'adaptation des modes et rythmes d'entretien et de maintenance aux usages et modes d'habiter ;
- les dispositifs et les actions contribuant à la tranquillité résidentielle ;
- les actions de développement social permettant de développer la concertation et le « vivre ensemble » ;
- les petits travaux d'amélioration du cadre de vie.

Il sera distingué dans le programme d'actions qui va être affiné en même temps que la mise en oeuvre opérationnelle du contrat de ville, d'une part les actions relevant du renforcement des moyens de gestion de droit commun du bailleur et d'autre part, les actions spécifiques aux quartiers pour atteindre un même niveau de qualité de service que dans l'ensemble du parc. Les actions d'amélioration du cadre de vie qui feront l'objet de l'abattement ne devront pas conduire à une augmentation des loyers et des charges pour les locataires. Le coût résiduel pour l'organisme bailleur des actions menées, déduction faite des éventuels financements d'autres partenaires, devra être au moins égal à l'économie d'impôt générée par l'abattement fiscal.

Les programmes d'actions d'exonération de la TFPB définis et contractualisés entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat et chaque bailleur, ainsi que l'avancée des démarches de GUP feront l'objet d'une présentation annuelle en comité technique des financeurs et au comité de pilotage du contrat de ville afin de mesurer les moyens engagés, les résultats atteints, et, le cas échéant, ajuster le programme d'actions dans le cadre d'avenants.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- approuver le projet de convention pour l'utilisation de l'abattement de la TFPB à intervenir entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat et chacun des bailleurs sociaux ayant du patrimoine dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Absents :**

### **Attribution de subvention à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2016**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier soutient les associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire.

Ces associations sont, compte tenu du contexte sociétal et économique précaire, fortement sollicitées et connaissent une augmentation croissante du nombre de leurs bénéficiaires.

La Ville rencontre quotidiennement ces associations agissant au plus près des publics en difficulté et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions.

Dans le cadre de la politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion menée par la Ville de Montpellier, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle aux associations ci-dessous.

Les associations bénéficiant de ce dispositif exceptionnel sont des associations œuvrant dans le champ de la solidarité sur le territoire communal depuis de nombreuses années et bénéficient d'autre part d'une subvention de fonctionnement.

<b>Associations</b>	<b>Montants</b>
Banque alimentaire	10 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence	5 000 €
Restaurants du Cœur	9 000 €
Secours catholique	9 000 €
Secours Populaire Français	9 000 €
Société St Vincent de Paul	7 000 €
Association L'Avitarelle	4 000 €
A cœur ouvert	2 500 €
Le Refuge	1 800 €
Solidarité DOM TOM	2 500 €
SOS SDF Les Amoureux de la Vie	700 €
<b>TOTAL</b>	<b>60 500 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions;
- de prélever ces sommes au budget 2016, sous réserve d'inscription des crédits au budget 2016, sur l'imputation : 6574/925/ 17564, pour un montant de 60 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Attribution d'une subvention pour la création d'une cuisine inter associative Thématique Exclusion

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'opportunité du projet de création d'une cuisine inter associative s'est présentée lors d'une rencontre entre les associations Lieux Ressources, SOS SDF Les Amoureux de la Vie et La Croix Rouge, lors de laquelle ces trois associations ont envisagé de réaliser un investissement partagé autour du projet commun de création d'une cuisine et d'un espace de convivialité.

L'association SOS SDF Les Amoureux de la Vie avait besoin d'un local pour la confection des repas distribués tous les lundis soirs et le stockage des denrées alimentaires collectées toute l'année.

La Croix Rouge avait sollicité la ville pour l'ouverture d'une Halte Répit Détente Alzheimer. Ce projet a un objectif social. Son rôle est de maintenir du lien social pour les personnes atteintes de cette maladie, de leur permettre de se détendre en pratiquant diverses activités et de procurer un moment de détente pour les aidants.

L'association Lieux Ressources avait un projet autour de la cuisine pour des animations auprès des habitants du quartier de la Pergola et la dynamisation de jardins partagés. Ces ateliers ont pour objectif de favoriser l'insertion, la socialisation et/ou la remobilisation des personnes.

Dans cet esprit, le projet est d'installer dans les locaux des Lieux Ressources – quartier Pergola – une cuisine équipée pour répondre aux besoins de ses trois structures.

L'investissement et la gestion mutualisés de ce lieu est un outil essentiel qui va permettre à ces structures :

- la préparation de 150 repas distribués par l'association SOS SDF Les Amoureux de la Vie ;
- l'animation des ateliers de cuisine pour les bénéficiaires de ces structures ;
- l'accueil des publics en difficultés et leurs familles ;
- la réalisation des animations de quartiers.



Outre la mutualisation des investissements, ces associations aux activités diverses souhaitent l'émergence de partenariats de projets ainsi que d'une dynamique du quartier.

Dans le cadre de sa politique de solidarité, la Ville de Montpellier propose de soutenir la réalisation de ce projet en attribuant à l'association Lieux Ressources une subvention d'un montant de 4 000 € au titre du budget 2015.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider d'attribuer une subvention, d'un montant de 4 000 €, à l'association Lieux Ressources pour la réalisation du projet défini ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2015 ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente subvention ;
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Absents :**

### **Attribution de subvention à l'association Lesbian and Gay Pride Thématique discrimination**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Lesbian and Gay Pride de Montpellier organise le congrès mondial Gay Pride du 11 au 16 octobre 2016 sur le territoire montpelliérain.

Ce congrès a lieu tous les ans dans une ville du monde et se déroulera pour la première fois en France.

Les retombées humaines, sociales, culturelles, touristiques et économiques de cet événement sont considérables avec la venue pour ce congrès des différents responsables et présidents de toutes les Gay Pride d'Europe et du Monde.

L'organisation de cet événement va ainsi contribuer au rayonnement de Montpellier.

Chaque année, la Ville soutient la Lesbian and Gay Pride de Montpellier à hauteur de 5 000 € dans le cadre de l'organisation de la Gay Pride Nationale.

A titre exceptionnel, il est proposé au Conseil municipal, pour l'organisation du congrès mondial Gay Pride, de soutenir cette structure en lui attribuant une subvention d'un montant de 10 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'attribuer la subvention de 10 000 euros, sous réserve de signature de la convention afférente, à l'association Lesbian and Gay Pride ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 ;

- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Attribution d'une subvention à l'association GAMES - ISSUE pour la création de bains douches et d'un service de bagagerie Thématique Exclusion

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En période de crise, il est constaté que l'offre de bains-douches publiques retrouve une véritable utilité sociale, pas uniquement chez les personnes SDF mais également pour toutes les personnes touchées par la précarité (travailleurs pauvres, personnes mal logées...).

En effet, il convient de pointer une situation particulièrement alarmante en matière d'hygiène des personnes en situation de précarité. Actuellement, sur le territoire communal, seules trois associations peuvent offrir un service de douches aux personnes les plus démunies, qui représente seulement 12 douches sur l'ensemble du territoire montpelliérain :

- Secours Catholique : 5 cabines de douche (dont 1 réservée aux femmes), soit une quarantaine de créneaux de 8h30 à 11h30, du lundi au vendredi. La douche est payante à 0,50 € avec un pack hygiène et deux tee-shirts.
- Croix-Rouge : 4 cabines de douche (dont 1 réservée aux personnes handicapées), soit une trentaine de créneaux de 8h30 à 12h, du lundi au dimanche et jours fériés. La douche est payante à 0,20 € avec un pack hygiène.
- Games – Issue : 3 cabines de douche, soit une vingtaine de créneaux gratuits de 8h30 à 12h, du lundi au vendredi.

Répondant à de réels besoins, il serait donc intéressant pour la Ville de Montpellier de réfléchir à l'ouverture d'un service de bagagerie et de bains-douches sous gestion associative, incluant des cabines de douche mais également des machines à laver et à sécher le linge, un vestiaire de dépannage, des toilettes et un point d'eau.

Dans cet esprit, l'association GAMES propose une refonte de son accueil des personnes sans-abris et/ou en situation d'urgence sociale, en leur proposant un lieu d'accueil de qui leur permettrait de disposer de prestations pour pallier leur absence de logement.

Pour mettre en œuvre ce projet, la durée des travaux estimée serait d'un an, de juillet 2015 à juillet 2016.

La première tranche (création de l'espace douches, de vestiaires et d'une bagagerie) a démarré en juillet 2015 et se terminerait en décembre 2015, en amont de la période de grand froid.

L'objectif de l'association GAMMES est d'améliorer le fonctionnement des actions existantes :

- accueil de jour et mise à l'abri en journée (260 personnes reçues par jour),
- domiciliation postale (327 personnes reçues par jour pour 4074 domiciliées en 2014),
- intervention sociale (55 reçues par jour) et mise en place de nouvelles prestations,
- douches (24 personnes reçues par jour).

Actuellement, l'association dispose de 3 cabines de douche vétustes et souhaite, grâce au réaménagement de ses locaux, augmenter sa capacité d'accueil, soit doubler son équipement en sanitaires – dont 2 douches pour l'accueil des personnes à mobilités réduites (PMR) – et mettre en place un espace lavabos et pédiluves.

L'association souhaite enfin créer de nouvelles prestations :

- une laverie, pour compléter l'accès à l'hygiène en entretenant son linge,
- une bagagerie, avec une capacité de 30 casiers, pour gagner en mobilité et ne plus avoir à porter son sac toute la journée.

Avec ce projet de restructuration de ses 580 m<sup>2</sup> de locaux, l'association entend réunir l'ensemble des services sur le même site du quartier Gambetta, au rez-de-chaussée de l'immeuble Iles Vincent, quadrilatère situé rues Saint Barthélémy/Brueys, rues Louise Guiraud/Saint Claude, à Montpellier.

Cette action permettrait donc d'offrir de meilleures conditions d'accueil et d'hygiène des personnes sans domicile fixe et en situation de précarité.

Dans le cadre de sa politique de solidarité et de lutte contre les exclusions, il est donc proposé de soutenir la réalisation de ce projet en attribuant à l'association GAMMES – ISSUE une subvention d'un montant de 23 000 € au titre du budget 2015.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider d'attribuer la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au BP 2015 ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente subvention ;
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Attribution de subventions à diverses associations - Thématique Solidarités

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la thématique solidarité et de lutte contre l'exclusion développé par la Ville de Montpellier, il est proposé de soutenir les structures associatives suivantes :

L'association Ordre de Malte apporte aides et secours aux populations en situation de grande exclusion et de précarité. L'association organise sur la commune une maraude quatre fois par semaine du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars pour apporter une aide matérielle (distribution de repas, boissons chaudes, vêtements et produits d'hygiène) aux plus démunis. Cette action est développée en partenariat avec d'autres associations montpellieraines.

Il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de fonctionnement à cette association d'un montant de 800 €.

Par ailleurs, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle complémentaire de fonctionnement à l'association A Cœur Ouvert. Cette structure implantée au cœur de ville accompagne les personnes en difficultés ou en détresse par l'écoute et la distribution de repas chauds gratuits trois fois par semaine. Pour l'année 2014, l'association a distribué plus de 11 000 repas.

Il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle de fonctionnement à cette association d'un montant de 500 €.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider d'attribuer les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2015 ;

- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente subvention ;
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Conventions de partenariat Ville / Caisse d'Allocations Familiales / Conseil Départemental pour le fonctionnement des Relais d'Assistants Maternels « Croix d'Argent » et « Odyseum »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement six Relais d'Assistants Maternels (RAM) qui regroupent plus de 1011 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2681 enfants. Ces relais ont un rôle d'information et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil familial ainsi qu'un rôle d'animation pour les enfants accueillis chez ces assistantes maternelles.

Le financement du fonctionnement des RAM ainsi que le poste d'animatrice de chaque relais sont assumés à la fois par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental de l'Hérault dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite.

Arrivées à leur terme, il est proposé au Conseil Municipal de renouveler les conventions relatives au fonctionnement :

- du service Relais d'Assistants Maternels « Croix d'Argent » situé 635 rue Jacques Bounin ;
- du service Relais d'Assistants Maternels « Odyseum » situé 280 boulevard Pénélope.

Pour harmoniser les dates d'expiration de ces conventions tripartites avec les dates des conventions d'objectifs et de financement signées entre la Caf et la Ville, ces deux conventions seront reconduites expressément par période successive de 1 an :

- pour une durée maximale de 1 an sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2017 pour le RAM « Croix d'Argent » ;
- pour une durée maximale de 2 ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2018 pour le RAM « Odyseum ».



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le renouvellement des deux conventions jointes en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Départemental de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté sociale et détectées par les services de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (PMIS).

Cette action de partenariat entre l'Agence de solidarité Ecusson Cœur de ville et la Ville de Montpellier consiste à réserver quelques places au sein des établissements municipaux situés en centre-ville. Initialement prévue au multi-accueil « la Maison des Enfants », cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement, « l'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss ».

Ce partenariat avec la DPMIS a permis d'accueillir, en 2015, 19 enfants répartis sur 4 places au total.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2016, avec un nombre de places constant mais réparties sur un quatrième établissement de la manière suivante :

- 1 place au sein du multi-accueil « la Maison des Enfants » ;
- 1 place au sein du multi-accueil « l'Ile au trésor » ;
- 1 place au sein de la crèche « Edelweiss » ;
- 1 place au sein de la crèche « Antigone ».

Les familles dont les enfants sont accueillis dans le cadre de cette action peuvent éventuellement bénéficier d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, d'une gratuité.

Pour compenser les coûts de réservation et de cette tarification spécifique, la Ville perçoit en contrepartie une subvention annuelle d'un montant de 13 000 euros de la part du Conseil Départemental.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2016 de cette action se répartit comme suit :

- Ville de Montpellier : 40 764 €
- CAF : 21 656 €
- Familles : 918 €
- Conseil Départemental : 13 000 € qui font l'objet de la convention de partenariat jointe en annexe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le principe de cette action et le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÈCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## Partenariat entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocation Familiales de l'Hérault Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La politique partenariale entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Ville de Montpellier a permis d'accompagner le développement de l'accueil des enfants à Montpellier en finançant conjointement la création et le fonctionnement de plus de 1000 places dans les Etablissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) et de 2200 places en Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH).

Au terme du précédent Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2011-2014, la Ville et la CAF ont établi ensemble, dans un diagnostic partagé, les perspectives du nouveau CEJ pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2018.

Ces perspectives s'inscrivent dans une démarche globale de réussite éducative qui vise à assurer à chaque enfant un accueil adapté à ses spécificités. Au regard des bilans et des études territoriales menées par la Ville et la Caf de Montpellier, des axes prioritaires ont été dégagés sur les thématiques Enfance, Jeunesse et Parentalité.

### ➤ Pour le Volet Enfance

- Le développement de l'offre en accueil collectif et familial : la Ville poursuit sa politique de développement de l'offre d'accueil pour accompagner sa croissance démographique et adapter les besoins d'accueil. Ainsi, sur la durée du prochain CEJ 2015-2018, la Ville prévoit de créer 202 places dans les structures municipales et de co-financer 59 places associatives soit 261 places au total.
- Le soutien aux associations gestionnaires d'un établissement d'accueil du jeune enfant : la Ville continue de s'engager auprès de ce secteur en offrant aux associations, sur la base d'une convention assise sur le CEJ, une prestation de service horaire et/ou forfaitaire pour l'accueil des enfants montpelliérains. Soucieuse de

préserver cette offre associative, la Ville a été autorisée, par délibération du Conseil municipal du 18 juin 2015, à revaloriser le montant de la prestation de service horaire à 1,85 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

- La promotion de l'accueil individuel : dans le cadre du CEJ 2011-2014, la Ville et la CAF ont amorcé le rééquilibrage, avec l'aide du Conseil Départemental, de ce mode d'accueil essentiel et complémentaire. Dans le cadre du CEJ 2015-2018, la Ville poursuivra cet objectif avec la création d'un 7<sup>ème</sup> RAM et l'accompagnement des projets de création de Maisons d'Assistants Maternels (MAM) conventionnées.
- Amélioration de la gestion de l'offre et de la demande des places d'accueil : la Ville souhaite mieux identifier les besoins des familles et offrir au plus grand nombre d'enfants montpelliérains un mode de garde adapté. Il s'agit de finaliser et généraliser l'utilisation du logiciel « Liste Unique » et, dans le cadre du CEJ 2015-2018, d'évaluer l'opportunité d'un « guichet unique » qui centraliserait l'ensemble des demandes et qui éviterait de multiplier les démarches pour les familles (un seul lieu d'inscription).
- La gestion des équipements municipaux : la Ville désire optimiser les taux d'occupation des établissements d'accueil municipaux afin d'offrir au plus grand nombre d'enfants une place en structure collective et répondre à la demande croissante sans avoir recours à la création systématique de nouvelles structures.

#### ➤ Pour le Volet Jeunesse

- Le soutien aux associations gestionnaires d'Accueil de Loisirs sans Hébergement : aujourd'hui les 66 ALSH montpelliérains offrent 2 426 places d'accueil, dont 1 154 gérées par des associations. Dans le cadre du CEJ, la Ville poursuivra sa démarche de maillage territorial pour accompagner la croissance démographique et faciliter l'accès aux loisirs pour tous, particulièrement dans les quartiers prioritaires. Pour cela, la Ville encouragera la création de 200 places par le secteur associatif et participera à une réflexion pour soutenir l'action des ALSH associatifs, notamment dans les quartiers « Politique de la Ville ».
- L'organisation du temps périscolaire : les nouveaux rythmes éducatifs s'accompagnent de la mise en place de Temps d'Activités Périscolaires organisés dans le cadre du Projet Educatif de Territoire (PEdT). Soucieuse d'offrir ainsi à tous les enfants des activités de qualité, la Ville prévoit de développer les Accueils de Loisirs Périscolaires - aujourd'hui au nombre de 26 – pour les généraliser aux 62 groupes scolaires d'ici la fin du CEJ. Cette généralisation suppose un important effort de formation des responsables périscolaires.
- Le soutien à l'accueil des enfants porteurs de handicap: au-delà de sa volonté clairement affichée de faciliter l'accueil des enfants porteurs de handicap dans les structures de loisirs municipales, la Ville soutient les ALSH qui leur proposent un accompagnement spécifique. Cette démarche sera poursuivie dans le CEJ.
- La coordination jeunesse : la coordination des actions mises en œuvre en partenariat avec la CAF a été renforcée et structurée avec la création d'un poste de gestionnaire des dispositifs partenariaux.

#### ➤ Pour le Volet Parentalité

- Le soutien à la parentalité : en complément des actions visant à augmenter l'offre d'accueil pour le jeune enfant, la Ville souhaite s'impliquer dans une démarche qualitative de la prise en charge de l'enfant et de sa famille. Ces actions reposeront notamment sur la formation du personnel intervenant dans les EAJE municipaux à l'accompagnement des familles présentant des caractéristiques sociales, sociétales ou culturelles spécifiques. La Ville souhaite également promouvoir les actions de soutien à la parentalité en poursuivant le développement des Lieux d'Accueil Enfants Parents. Parallèlement, les Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) existants seront stabilisés et renforcés pour faciliter une meilleure implication des parents et des opérateurs associatifs.

Chaque action inscrite au CEJ (actualisée ou nouvelle) fait l'objet d'une fiche projet qui évalue les coûts financiers à la charge de la Ville, lesquels feront l'objet d'un co-financement de la CAF. Ce co-financement est évalué sur la base de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'accepter le principe de la signature du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de prévoir le financement municipal des nouvelles places associatives, créées au titre du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, ou déjà prévues dans les précédents contrats. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### **Absents :**

## **Partenariat Ville de Montpellier - structures associatives de la Petite Enfance dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'engage fortement dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans le développement et le soutien d'une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes montpelliérains.

Par délibération du 13 juin 2005, le Conseil Municipal a mis en place un partenariat pour le financement des établissements associatifs d'accueil de Petite Enfance sous forme de prestation de service municipale pour l'accueil des enfants montpelliérains. Cette prestation, d'un euro d'abord, a progressivement été augmentée dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2008-2010, en passant à 1,50 euros en 2009 puis à 1,70 euros en 2010.

L'accompagnement et le soutien financier des structures associatives ont toujours été un axe fort du CEJ. Soucieuse de préserver cette offre associative qui représente, en 2015, près de 600 places soit 23% de l'offre d'accueil totale, la Ville a été autorisée, par délibération du Conseil municipal du 18 juin 2015, à revaloriser le montant de la prestation de service horaire à 1,85 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, la Ville prévoit le co-financement de 59 places associatives supplémentaires. La Ville contribue également financièrement au fonctionnement des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) et au réseau des crèches associatives et parentales de l'Hérault (Collectif 34).

Ces actions font l'objet d'un co-financement de la CAF évalué sur la base de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

Les modalités du financement municipal de ces actions, ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs, sont précisées par une convention signée entre la Ville et l'Association conclue sur la durée du CEJ 2015-2018. Afin d'assurer la continuité du financement de ces actions, chaque convention de partenariat sera prorogée jusqu'à la conclusion du CEJ suivant dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les modèles ci-joints des conventions de partenariat qui prévoient les modalités de financement des différentes opérations ;
- de prévoir le financement municipal des nouvelles actions, créées au titre du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, ou déjà prévues dans les précédents contrats, sous réserve du vote annuel du budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015** |



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-IOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Avenant de prolongation de la DSP pour l'exploitation du parking Laissac

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert à son établissement public de coopération intercommunale de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

### Présentation générale de la DSP pour l'exploitation du parking Laissac :

Le parc de stationnement Alexandre Laissac a été construit dans le cadre de la convention de concession approuvée par le conseil municipal de Montpellier le 3 Février 1966.

C'est un parc aérien situé sur la place du même nom à Montpellier. Il fait partie d'un ensemble immobilier qui comprend également un marché « Les Halles Laissac » au rez-de-chaussée et au niveau dit « Rochelle ».

L'accès des automobiles s'effectue à partir d'une rampe « Entrée » rue Anatole France uniquement. La piétonisation du boulevard Jeu de Paume rendant impossible l'accès par le boulevard de l'Observatoire. Les véhicules quittent le parc par une rampe « Sortie » côté rue Anatole France. L'accès piétons aux 5 étages et au sous-sol est limité aux seuls usagers du parking grâce à un système de contrôle d'accès. Un ascenseur (un autre étant hors d'état de fonctionnement) est également à disposition des usagers pour accéder dans les étages.

Les équipements de péage ont été installés par le délégataire et mis en compatibilité avec le système EMMA. Onze caméras de surveillance ont également été installées afin de garantir la sécurité des clients du parking.

En raison de l'effondrement d'une partie de la trémie d'accès le 13 août 2013, la capacité globale de ce parking est passée de 253 places à 188 places.

Le contrat en vigueur a été conclu pour une durée initiale de 3 ans, prenant fin le 31 décembre 2015. Un premier avenant a été conclu au mois de juillet 2015 afin d'adapter la tarification aux obligations de la Loi Hamon (tarification au ¼ d'heure).

### **Objet du présent avenant :**

Compte tenu du projet de démolition de ce parking prévu en avril 2016, il est proposé de prolonger la délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Laissac jusqu'au 31 mars 2016 inclus.

En effet, pour des raisons de fonctionnement du quartier il est préférable de maintenir le parking en activité, plutôt que de créer une friche urbaine, même pour une courte durée.

En contrepartie de la mise à disposition du site, l'Autorité Délégante percevra de la part du délégataire une redevance forfaitaire fixe, sans partie variable ajoutée.

Pour une période d'exploitation de 3 mois, le montant de la redevance forfaitaire versée serait de 34 500€ HT, soit onze mille cinq cents euros hors taxe par mois (11 500€ HT), ce qui correspond environ au montant de redevance fixe moyen mensuel versé par le délégataire sur les trois années de la Délégation.

L'impact de cette prolongation de 3 mois sur l'économie globale du contrat est estimé, sur la base du total des produits du parking envisagé sur la durée de la Délégation de Service Public, à environ 8 %.

Les clauses et conditions du contrat initial demeureront applicables dans la mesure où elles ne seraient pas modifiées par le présent avenant.

Sur la base des principes évoqués ci-dessus, la commission DSP s'est réunie le 30/11/15 et a prononcé un avis favorable au passage de cet avenant de prolongement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :**

- approuver le prolongement de 3 mois, soit jusqu'au 31 mars inclus, de la DSP pour l'exploitation du parking Laissac ;
- approuver les termes de l'avenant à la convention de Délégation de Service Public, tel qu'annexée à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Halles Laissac - Protocoles d'accord tripartites relatifs à la relocalisation provisoire et à l'indemnisation des commerçants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est attentive à l'attractivité du centre-ville. Combiné à la qualité architecturale et urbaine, la diversité de l'offre commerciale en est un facteur essentiel.

Au travers de ses 4 halles et de ses marchés de plein air, la Ville de Montpellier mène un soutien actif au commerce alimentaire de proximité et aux circuits courts.

Afin d'inscrire ses actions sur le centre-ville dans un programme de renouvellement urbain cohérent et lisible, la Ville a mis en œuvre l'opération Grand Cœur dont elle a confié la mise en œuvre à la SAAM.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet de nouvelles halles Laissac dont l'objectif est la requalification de la place et la construction de nouveaux commerces après démolition du bâtiment existant.

Cette opération est également un facteur clé de la revalorisation du secteur du Jeu de Paume/ Faubourg de la Saunerie en renforçant l'offre commerciale qualitative.

La Ville mène une concertation continue avec les habitants et les commerçants du quartier au cours de réunions publiques mais également d'entretiens individuels avec les commerçants des halles actuelles.

Lors de ces entretiens individuels, il a été acté la poursuite d'activité de 16 commerçants, les autres souhaitant profiter de la fermeture du bâtiment actuel pour arrêter leur activité (départs en retraite).

Les commerçants qui ont souhaité conserver leur étal seront relogés place Saint-Denis (ancien cinéma diagonal et espace public alentour) durant toute la phase de chantier de démolition-reconstruction des nouvelles halles. Leur emplacement et l'aménagement de leur étal provisoire ont été discutés avec chacun d'entre eux afin que cette phase transitoire se fasse dans les meilleures conditions commerciales.

Durant cette phase provisoire (2016 – fin 2017), les commerçants seront locataires de la SAAM.

Une convention tripartite Ville-SAAM- commerçant des halles est nécessaire pour définir les modalités de gestion de cette période transitoire et les relations entre la Ville, la SAAM et chaque commerçant.

Cette convention prévoit notamment la résiliation des arrêtés municipaux d'attribution d'étal dans les halles actuelles, la conclusion de baux de location entre chaque commerçant et la SAAM et l'engagement de la Ville à attribuer de nouveaux étals dans les futures halles.

Les 4 commerçants qui désirent arrêter leur activité à la fermeture des halles actuelles seront indemnisés par la SAAM dans le cadre de cette opération puisqu'ils ne peuvent présenter de successeur à leur activité.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les protocoles d'accords tripartites entre la Ville, la SAAM et chaque commerçant ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut son représentant à signer les protocoles d'accord ou tout document relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches - Avis du conseil municipal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi Macron (loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) introduit la possibilité pour le Maire d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales des commerces de détail.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis du Conseil Municipal et avis conforme du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande des commerces de détail présents sur le territoire de la Ville de Montpellier, après consultation des organisations socio-professionnelles, des organisations syndicales, les projets d'ouverture dominicale sont les suivants :

- pour les secteurs d'activités suivants: Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager – TV HIFI ; Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ; Commerce de détail alimentaire spécialisé : ouvertures dominicales pour 7 dates soit les 10 janvier, 22 mai, 26 juin, 4 septembre, 4 décembre, 11 décembre et 18 décembre 2016
- pour le secteur de l'automobile, ouvertures dominicales pour l'année 2016, aux 6 dates suivantes : 17 janvier, 13 mars, 17 avril, 12 juin, 18 septembre et 16 octobre 2016.

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole se prononce sur ces dates lors du Conseil du 16 décembre 2015.

En vertu des dispositions de l'article 3132-6 du Code du Travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en terme de rémunération et de repos compensateur.

**En conséquence il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver les dates des 7 dimanches au cours desquels les commerces seront autorisés à ouvrir en 2016
- D'approuver les dates des 6 dimanches au cours desquels les commerces du secteur automobile seront autorisés à ouvrir en 2016
- D'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

**Absents :**

### Réhabilitation du Jardin de la Reine

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le jardin de la Reine, aujourd'hui intégré au patrimoine municipal, est un très beau jardin arboré de 4400 m<sup>2</sup>, dans le prolongement du jardin des Plantes. Il abrite, entre autres, une montagne artificielle créée au XVI<sup>e</sup> siècle par Richer de Belleval.

Dans le cadre de sa réhabilitation, la Ville souhaite réaliser les travaux suivants au Jardin de la Reine :

- reprise des joints d'une partie des murs d'enceinte ;
- remplacement du portail d'entrée ;
- mise en place d'un panneau d'informations à l'entrée du jardin.

Afin de réaliser ces travaux, un permis de construire doit être déposé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les travaux de réhabilitation présentés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à déposer et à signer tout document relatif à cette opération de réhabilitation ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires et notamment : permis de construire ainsi que les autorisations nécessitées par ces demandes auprès des services de l'Etat ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au BP 2015 de la Ville section investissement chapitre 908.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Convention entre la Ville de Montpellier et la SNCF pour la promotion de la Ville sur le thème ma Ville vue du train

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a été retenue pour accueillir une exposition photo, dans le cadre d'un concours national organisé chaque année par la SNCF. Ce concours de photographies amateurs qui s'est déroulé cette année du 31 juillet 2015 au 31 octobre 2015 avait vocation à faire participer les habitants de la ville, de la région, ainsi que les touristes ; en leur offrant la possibilité d'évoquer le lien particulier entre le transport ferroviaire et la ville de Montpellier. Ce concours a également été l'occasion d'illustrer les différents modes de transports connectés que sont le train, le tramway, le co-voiturage.

Suite à ce concours, l'exposition finale des plus belles photographies amateurs prises à Montpellier aura lieu avec le concours de la Ville. Elle sera complétée par des œuvres réalisées par un photographe professionnel local.

Deux gagnants seront désignés pour leur photo du patrimoine ferroviaire de Montpellier, le gagnant du prix du jury et le gagnant du prix du public. La SNCF leur remettra des bons voyages. Un gagnant spécial du Prix Spécial 5ème Édition sera désigné parmi les trois villes participantes (Montpellier (34), Limoges (87) et Enghien-les-Bains (95) et sera récompensé par SNCF.

### Les principaux engagements de la SNCF sont :

- L'organisation et le financement du concours photographique, de la conception de la plate-forme numérique et de la logistique liée à l'exposition finale.
- Liberté du choix des prestataires qu'elle souhaite impliquer dans l'organisation du jeu-concours et de l'exposition des photographies.



- Initiation d'une politique de relations presse locale, régionale, voire nationale, transmédia, relayée par la Ville dans les médias locaux.
- Promotion de l'opération sur ses supports de communication physiques et numériques, internes et externes.
- Fourniture des prix pour les deux gagnants du concours photographique de Montpellier sous forme de bons voyages d'un montant de cinq cents euros toutes taxes comprises chacun (500€). SNCF fournira également le lot du Prix Spécial 5ème Édition attribué parmi les trois villes participantes.

#### **Les principaux engagements et autorisations de la Ville sont les suivants :**

- La Ville s'engage à :
  - valoriser le partenariat en diffusant les outils de communication de la SNCF sur ses réseaux de communication ( Affichage, site Internet de la Mairie, magazine municipal...) et en l'associant dans le cadre de ses relations presse.
  - transmettre à SNCF au moins un exemplaire de chaque support de communication.  
Les parties devront valider chacun des supports avant toute diffusion à l'externe. La charte graphique, telle que communiquée à la Ville devra être respectée sur tous les supports de communication mis en œuvre dans le cadre du concours, ainsi que dans le strict respect des droits de propriété intellectuelle dont SNCF est titulaire.
  - mettre à disposition de SNCF pour une durée de deux semaines minimum un lieu public pour l'exposition des photographies. Ce lieu pourra être extérieur et/ou intérieur.
  - ne pas intervenir dans le choix des prestataires que SNCF souhaiterait impliquer dans l'organisation du jeu-concours et de l'exposition finale ni sur le montant de la rémunération de ces derniers.
  - organiser et financer l' inauguration de l'exposition dans l'hypothèse où elle serait réalisée.
- La Ville autorise SNCF à :
  - mentionner le présent partenariat dans le cadre de sa communication interne ou externe sur tous supports tels que supports papier, supports presse, panneaux d'exposition, supports électroniques ou numériques, supports audiovisuels donnant lieu ou non à l'achat d'espace.
  - utiliser le logotype de la ville et plus généralement tous les signes distinctifs pour lesquels elle est titulaire de droits de propriété intellectuelle, dans le strict respect de ces droits et dans le respect de la charte graphique.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le principe d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et la SNCF pour la promotion de la Ville sur le thème « Ma Ville vue du train » ;
- d'approuver à cet effet la convention telle que jointe en annexe à la présente et précisant les engagements réciproques des partenaires ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense sur le budget 2016 de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'PS', is written over the printed name 'Philippe SAUREL'.

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Stratégie en matière de politique internationale de la Ville de Montpellier Année 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est construite autour de ses échanges avec les autres pays. Les liens tissés par les jumelages et la présence de nombreuses nationalités parmi sa population sont des atouts qui au fil de temps ont conduit la ville à construire une politique internationale au service des montpelliérains.

La Ville de Montpellier associe l'échange d'expertise et le partage d'expérience afin de favoriser l'ouverture internationale et interculturelle de la ville. Elle se concentre sur des actions dans les domaines du tourisme, de la culture, de la jeunesse et de la solidarité internationale. En partenariat étroit avec la Métropole, elle veillera à soutenir les actions économiques et universitaires afin d'accroître la notoriété de la ville et l'intérêt des montpelliérains. Elle entend faire rayonner la ville à l'étranger pour renforcer son attractivité et générer des retombées directes et indirectes pour les habitants.

Dans le cadre de la politique internationale de la Ville et des priorités stratégiques et géographiques notamment par un positionnement fort au sein de la zone régionale euro-méditerranéenne, l'année 2016 sera marquée par différents événements :

- La signature du jumelage avec la Ville de Palerme,
- Le 55<sup>ème</sup> anniversaire du jumelage entre Montpellier et Heidelberg,
- Le 35<sup>ème</sup> anniversaire de la Maison de Montpellier à Heidelberg,
- Le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Maison de Heidelberg à Montpellier,
- Le 35<sup>ème</sup> anniversaire de jumelage avec Chengdu,

- Le 30<sup>ème</sup> anniversaire de la Francophonie,
- Dans le cadre des coopérations de mobilité à destination de la jeunesse, la poursuite et l'extension des programmes de mobilité étudiante mis en place jusqu'à aujourd'hui avec les villes de Louisville, Sherbrooke, Heidelberg, Chengdu, Bethléem et Tibériade, aux autres villes jumelles de la zone régionale euro-méditerranéenne notamment les villes de Fès, Tlemcen, Kos, et Palerme...,
- L'accueil de délégations des Villes jumelles pour le développement des projets euro-méditerranéens,
- L'organisation de nombreuses manifestations (plus de mille expositions, conférences, tables rondes, réunions...par an) à vocation internationale et de solidarité internationale sur les trois sites de la Direction des Relations Internationales (Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, Espace Martin Luther King, et premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon) avec les partenaires associatifs locaux, ainsi que par le renforcement des partenariats euro-méditerranéens, notamment lors de la Comédie du Livre, du CINEMED....
- La participation d'un chef montpelliérain à la semaine gastronomique française « So Frenchy So Tasty » à Tibériade, organisée par l'Ambassade de France en Israël, en partenariat avec l'Institut Français d'Israël, le service de coopération économique, UBIFRANCE, et la ville jumelle de Montpellier, Tibériade en février 2016,
- Le développement d'opérations conjointes de promotion de la Ville et de la Métropole en lien avec l'Office de Tourisme,
- La réalisation de travaux, pour l'entretien courant des bâtiments ainsi que des locaux associatifs gérés par la Direction des Relations Internationales destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la stratégie en matière de politique internationale de la Ville pour l'année 2016,
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBLIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Mise à disposition de locaux à l'Espace Jacques Premier d'Aragon et à l'Espace Martin Luther King

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Les associations locataires de bureaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier d'Aragon, voient leurs conventions arrivées à échéance. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite maintenir la location de ces locaux aux associations présentes, soit pour une durée de 6 mois pour les associations auditées (DCM 2015/344) soit pour une durée d'un an, reconductible 2 fois, pour les autres associations.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver les tableaux attributifs ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Pour une durée de 6 mois soit du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 30 juin 2016 :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Casa Amadís	117 rue des Etats Généraux	9 191 €	35 €	9 156 €

Colonia Espagnola	117 rue des Etats Généraux	1 335 €	35 €	1 300 €
Iberia Cultura	117 rue des Etats Généraux	1 335 €	35 €	1 300 €
Casa d'España	117 rue des Etats Généraux	1 335 €	35 €	1 300 €
Amigos de Europa Centro Valenciano del exterior Gransur	117 rue des Etats Généraux	1 931 €	35 €	1 896 €
Senzala	117 rue des Etats Généraux	2 383 €	35 €	2 348 €
Association générale des intervenants retraités (AGIR abcd)	27 boulevard Louis Blanc	3 672 €	35 €	3 637 €
Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples (MRAP)	27 boulevard Louis Blanc	3 112 €	35 €	3 077 €
Amnesty international	27 boulevard Louis Blanc	2 405 €	35 €	2370 €
Euro Grèce France	27 boulevard Louis Blanc	1 914 €	35 €	1 879 €

**Pour une durée d'un an reconductible 2 fois :**

Amitiés Franco- colombiennes de Montpellier	117 rue des Etats Généraux	2 074 €	35 €	2 039 €
Montpellier Cuba Solidarité	117 rue des Etats Généraux	2 074 €	35 €	2 039 €
Théavida	117 rue des Etats Généraux	1 911 €	35 €	1 876 €
Hispanothèque	117 rue des Etats Généraux	3 679 €	35 €	3644 €
Maison des Tiers Mondes et de la Solidarité Internationale	27 boulevard Louis Blanc	7 370 €	35 €	7 335 €
Centre de Documentation Tiers Mondes	27 boulevard Louis Blanc	7 590 €	35 €	7 555 €
Enfance et Partage	27 boulevard Louis Blanc	3 618 €	35 €	3 583 €

Amitiés Russes	27 boulevard Louis Blanc	3 410 €	35 €	3 375 €
Eurasia	27 boulevard Louis Blanc	2 995€	35 €	2 960 €
Ligue des Droits de l'Homme	27 boulevard Louis Blanc	2440 €	35 €	2 405 €
Libres penseurs	27 boulevard Louis Blanc	1 155€	35 €	1 120 €
I Dilettanti	27 boulevard Louis Blanc	1 870 €	35 €	1 835 €

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les modèles de convention du domaine privé unique, pour une durée de 6 mois et pour une durée d'un an renouvelable 2 fois en annexe ;
- D'approuver les redevances minorées proposées à l'ensemble de ces associations et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations internationales et à l'Espace Martin Luther King

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Trois lieux gérés par la Direction des Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction des Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public,
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière,
- Et le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 18 décembre 2014 prévoit d'accorder la gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire. Il est donc proposé au conseil municipal de se prononcer sur la gratuité pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales et de



l'Espace Martin Luther King. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte du bénéficiaire, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

Il est donc proposé la mise à disposition ponctuelle de salles à titre gratuit pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2015 pour 13 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable à hauteur de 12 940 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit;
- de dire que le montant de cette subvention en nature sera porté au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Absents :**

### **Mise à disposition de locaux associatifs à titre gracieux au profit de l'Office de Tourisme Métropolitain Autorisation de signer la convention de location**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier propose, à compter du 1er janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016, la mise à disposition des locaux situés 30 allée De Lattre de Tassigny, pour l'association « Office de Tourisme Métropolitain », dont la convention de location arrive à échéance le 31 décembre 2015.

Compte tenu de l'intérêt général attaché à l'activité de cette structure, le loyer est consenti à titre gratuit. Cette gratuité constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et sur celui de l'Office de Tourisme Métropolitain.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant de la subvention
Office de Tourisme Métropolitain	30 allée De Lattre de Tassigny	51 490 €	0, 00 €	51 490 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de mise à disposition jointe en annexe ;D'approuver la gratuité des locaux pour l'association « Office de Tourisme Métropolitain » pour l'occupation des locaux situés 30 allée De Lattre de Tassigny à Montpellier, et de porter au compte administratif de la Ville le montant de cette aide en nature pour un montant de 51 490 euros.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Montpellier Méditerranée Métropole - cadre d'intervention et procès-verbaux de mise à disposition pour l'exercice des nouvelles compétences.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

En application de l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales, *« les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées sont mis de plein droit à disposition de la métropole par les communes membres. Un procès-verbal établi contradictoirement précise la consistance et la situation juridique de ces biens et droits. »*

Par conséquent, la Ville de Montpellier met à disposition les biens nécessaires à l'exercice de ces compétences, dont la liste est annexée à la présente délibération.

Pour ce faire, des procès-verbaux de mise à disposition seront établis contradictoirement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Les mises à disposition seront réalisées à titre gratuit et ne donneront lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraire.

Il convient donc aujourd'hui d'opérer cette mise à disposition par la commune de Montpellier, afin qu'elle soit pleinement effective au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la mise à disposition à titre gratuit des biens référencés dans l'annexe au profit de Montpellier Méditerranée Métropole et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ; - d'autoriser le Maire ou son représentant à signer les procès-verbaux de mise à disposition ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Tarifs 2016 pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Cette délibération contient l'ensemble des tarifs montpelliérains qui seront applicables au 1er janvier 2016.

Les ressources liées à ces différents tarifs représentent annuellement environ 20 M€ de recettes de fonctionnement.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public).

### 1. CADRE JURIDIQUE ET TYPOLOGIE DES TARIFS MUNICIPAUX QUI SONT INTEGRALEMENT LISTES DANS CETTE DELIBERATION

#### 1.1. LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

## 1.2. LES TYPOLOGIES DES TARIFS

- **Taxe** : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- **Redevance** : deux redevances sont distinguées :
  - la **redevance pour service rendu** est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple). Peuvent être considérées comme tels les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.
  - la **redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public** s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

### Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés en 3 catégories :

- **LES TARIFS RELATIFS AUX SERVICES A LA POPULATION**
- **LES REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**
- **LES REFACTURATIONS**



## 2. LES TARIFS RELATIFS AUX SERVICES A LA POPULATION

Les services de la Ville de Montpellier s'organisent autour de 150 métiers qui permettent d'offrir aux Montpelliérains un service public professionnel, proche et réactif.

### 2.1. LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE)

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier. Au total, près de 25 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

#### 2.1.1. Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille.

**Tarif horaire = Taux d'effort x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et un plafond)**

#### 2.1.2. Taux applicables pour 2016

Le barème national pour 2016 sera publié en début d'année prochaine. Il sera appliqué dès sa publication.

A titre indicatif pour l'année 2015 :

Ressources plancher 2015	647,49 €
Ressources plafond 2015	4 845,51 €

	Taux d'effort	Tarif plancher 2015	Tarif plafond 2015
<b>ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)</b>			
1 enfant	0,06%	0,39 €	2,90 €
2 enfants	0,05%	0,32 €	2,42 €
3 enfants	0,04%	0,26 €	1,93 €
4 à 7 enfants	0,03%	0,19 €	1,45 €
8 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,97 €
<b>ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)</b>			
1 enfant	0,05%	0,32 €	2,42 €
2 enfants	0,04%	0,26 €	1,93 €
3 à 5 enfants	0,03%	0,19 €	1,45 €
6 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,97 €
<b>TARIFICATIONS SPECIFIQUES</b>			
Famille non affiliée au régime CAF	Tarifs majorés de 50 %		
Famille non domiciliée à Montpellier	Tarifs majorés de 10 %		

**Exemple de calcul :** Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € (0.05% x 2 200€).



### 2.1.3. Tarifications spécifiques

Conformément à la circulaire CNAF relative à la prestation de service unique, la Ville applique les tarifications spécifiques suivantes :

- ✓ Le tarif fixe moyen :
    - Pour les familles non allocataires sans avis d'imposition, ni fiche de salaires
    - En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance
    - Pour l'accueil d'urgence, si les ressources des familles ne sont pas connues au moment de l'inscription
- Le tarif fixe moyen est défini par le montant total des participations familiales facturées de l'ensemble des établissements gérés par la Ville sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.
- A titre d'exemple, tarif fixe moyen 2015 : 1.22 € par heure
- ✓ Le tarif lié à l'handicap d'un enfant
  - ✓ La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif correspondant au taux d'effort immédiatement inférieur.
  - par dérogation, la Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans le cadre de la convention "action de soutien à la parentalité" passée entre la Ville et le Conseil Départemental de l'Hérault. L'enfant accueilli peut bénéficier, autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

## 2.2. RESTAURATION SCOLAIRE ET ACCUEIL DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE)

Les restaurants scolaires et les accueils périscolaires ont à la fois un rôle social, mais sont aussi et surtout des lieux de convivialité et d'apprentissage de la vie en société.

Les modalités de calculs votées lors de la séance du 7 mai 2015 permettent une tarification individualisée. Ces modalités garantissent aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 euros. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 euros et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

### 2.2.1. Les revenus pris en compte

- Pour les allocataires de la CAF qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO à partir du numéro CAF de la famille)
- Pour les autres usagers, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

### 2.2.2. Modalités de réservation des repas et des accueils

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte 2 semaines avant le début de chaque vacances scolaires et dure deux semaines. Par exception, en septembre les réservations restent ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine de classe.

#### Quatre modes de réservation sont possibles :

- Par internet via le site de la ville : [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr)
- Dans chaque école, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire
- Au service Prest'O à l'Hôtel de Ville
- Dans les mairies de proximité Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson

#### 2.2.3. Modalités de calcul et tarifs de la restauration scolaire

Le tarif payé par une famille, dans la limite d'un plancher et d'un plafond, est calculé de la manière suivante :

**Tarif = part fixe + (taux d'effort x revenu mensuel avant abattement)**

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES				
Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,093%	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,084%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,074%		
TARIFICATION OCCASIONNELLE				
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration de 25% est appliquée aux tarifs ci-dessus.				
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Prise en charge temps méridien sans repas				1,50 €
Repas Adulte				6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »				4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »				10,00 €

Afin de permettre aux enfants montpelliérains de bénéficier de la tarification sociale sans différence selon qu'ils sont accueillis dans un ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement) municipal ou associative, la Ville dans sa délibération 2014/327 approuvée par Conseil Municipal le 24 juillet 2014 a proposé d'appliquer la tarification sociale aux repas commandés par les ALSH associatifs auprès de la Cuisine Centrale dès lors que ces ALSH répercuteront ladite tarification sur les repas fournis aux enfants.

#### 2.2.4. Modalités de calcul et tarifs des Accueils de Loisirs Associés à l'Ecole

Le tarif payé par une famille, dans la limite d'un plancher et d'un plafond, est calculé de la manière suivante :

**Tarif = part fixe + (taux d'effort x revenu mensuel avant abattement)**

TARIFICATION POUR LES ACCUEILS	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
ACCUEILS MATIN : 7H45-8H45 ET ACCUEILS SOIRS 17H30-18H30 (prix par enfant inscrit)				
Famille avec 1 enfant à charge	0,32 €	0,012%	0,40 €	0,80 €
Famille avec 2 enfants à charge	0,29 €	0,010%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,26 €	0,009%		
ACCUEILS MERCREDI MIDI : 11h45-12h30	GRATUIT			
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Pénalités de retard appliquée à chaque retard à compter du 2 <sup>ème</sup> retard constaté dans l'année scolaire le mercredi après 12h30 et le lundi, mardi, jeudi et vendredi après 18h30.				10,00 €

## 2.3. LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (ALSH)

Les Accueils de Loisirs de Montpellier sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 33 centres sont répartis sur la Commune représentant 1 200 places par jour.

### 2.3.1. Les revenus pris en compte

- Pour les allocataires de la CAF qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO à partir du numéro CAF de la famille)
- Pour les autres usagers, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

### 2.3.1. Modalités de calcul et tarifs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au **revenu mensuel avant abattement** de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

**Tarif journée (sans repas) = taux d'effort x revenu mensuel avant abattement**

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0,587%	7,40 €	16,10 €
2 enfants	0,536%	6,90 €	14,60 €
3 enfants	0,485%	6,20 €	13,90 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Famille hors Montpellier	Tarif majoré de 3€		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		
Plusieurs enfants inscrits	-50 % à partir du 2 <sup>ème</sup> enfant inscrit : cette réduction		

## 2.4. LES PRESTATIONS DESTINEES A LA JEUNESSE

### 2.4.1. La carte été jeunes

La Ville propose aux jeunes Montpelliérains de 12 à 29 ans des prestations de loisirs à un tarif préférentiel. La Carte Eté Jeunes contient une cinquantaine de coupons donnant accès à une trentaine d'activités culturelles et sportives différentes à pratiquer de juin à septembre pour une valeur totale des activités de 350 €.

Toute attribution à titre gratuit devra donner lieu à une délibération fixant les critères d'attribution.

### 2.4.2. Les ateliers « découverte »

Des ateliers « découverte » ou des animations sont proposés aux montpelliérains de 12 à 29 ans, pendant les petites vacances de février, avril et octobre.

### 2.4.3. Les Photocopies et impression de CV

Ces prestations permettent à la Ville de Montpellier d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi, de logement et d'informations diverses.

### 2.4.4. Exposition et vide-studio annuel

Les jeunes artistes montpelliérains non professionnels et le tissu associatif partenaire du service Jeunesse peuvent exposer gratuitement à l'EMJ.

Pour les jeunes de moins de 30 ans, ayant un lien avec Montpellier, et pour les associations partenaires, il est mis à disposition un emplacement gratuit pour le vide studio (puces): journée d'échange et de ventes d'objets personnels, réservé aux non professionnels.

#### 2.4.5. Tableau récapitulatif des tarifs 2015

Prestation	Tarifs 2016
Carte été jeune	25,00 €
Ateliers « découverte »	20,00 €
Photocopie A4 / Impression CV ou lettre de motivation	0,10 €
Photocopie A3	0,20 €
Mur d'exposition	Gratuit
Vide studio	Gratuit

#### 2.5. LES ACTIVITES SPORTIVES

La carte Montpellier Sports permet d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville dans le cadre du programme permanent. Par ailleurs, elle offre un accès à l'ensemble des activités proposées par le programme spécial vacances : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel, encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

	Tarifs 2016
Carte Montpellier Sports	5,00 €

#### 2.6. LES ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES DES MAISONS POUR TOUS

Les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent aux Montpelliérains de tous âges environ 600 activités hebdomadaires dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

##### 2.6.1. Inscription dans le réseau des Maisons Pour Tous

Lors de cette inscription unique pour l'ensemble des Maisons pour tous une carte nominative est délivrée permettant de bénéficier à titre gracieux de certaines animations, également de tarifs préférentiels à des manifestations et soirées familiales et de tarifs réduits aux théâtres Gérard Philipe

Le dossier d'inscription est à renouveler pour chaque saison au mois de septembre.

Cartes d'abonnement	Tarifs année scolaire 2015/2016
Adulte Montpelliérain	7,00 €
Enfant Montpelliérain (moins de 16 ans)	3,50 €
Adulte (hors Montpellier)	10,00 €
Enfant (moins de 16 ans – hors Montpellier)	5,00 €

##### 2.6.2. Les cotisations annuelles pour les activités

L'inscription aux activités des Maisons Pour Tous est valable pour une saison scolaire de septembre à juin.



Activités collectives	Tarifs année scolaire 2015/2016
Tarification pour 30 séances de 1h/semaine	135,00 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40,00 €
Tarification étudiant pour 30 séances de 1h/semaine	65,00 €
Tarification étudiant par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	20,00 €
Tarification comité d'entreprises conventionné avec la Ville de Montpellier (COSC et autres)	20%
Réduction pour :	50%
-les étudiants	
-les bénéficiaires des allocations insertion, solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, parent isolé, revenu minimum d'insertion,	
-les adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)	
-les personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	
Réduction pour les familles nombreuses :	
-pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
-pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
-pour les enfants de familles de 5 enfants	50%

*Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des cours restant à faire jusqu'à la fin de la session.*

Cours particuliers	Tarifs année scolaire 2015/2016
Tarification solfège seul – éveil musical – solfège spécial batteur (30 séances d'1 heure)	135,00 €
Tarification cours particulier à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500,00 €
Tarification cours à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	440,00 €
Tarification cours à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	320,00 €
Tarification initiation à internet (cours dispensé par animateurs MPT)	5,00 €
Soirées et animations organisées en MPT	Tarifs année scolaire 2015/2016
Tarification abonné animation diverses – catégorie A	1,00 €
Tarification abonné animation diverses – catégorie B	3,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie C	4,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie D	7,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie E	10,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie F	15,00 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie A	2,00 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie B	5,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie C	6,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie D	9,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie E	12,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie F	17,00 €

\*Les tarifs sont fixés en fonction d'un classement (catégories A à F) déterminé par le prix et le lieu de la prestation.

Pour les inscriptions en cours d'année, une dégressivité sera appliquée aux adhérents sur la base de 10 mois d'activités.

### 2.6.3. Les stages

Stages	Tarifs année scolaire 2015/2016
Tarification abonné stages – catégorie H	10,00 €
Tarification abonné stages – catégorie I	20,00 €
Tarification abonné stages – catégorie J	31,00 €
Tarification abonné stages – catégorie K	41,00 €

\*Les tarifs sont fixés en fonction d'un classement (catégories H à K) déterminé par le coût du stage.

### 2.7. LA SERRE AMAZONIENNE

La Serre Amazonienne de la Ville de Montpellier est une réalisation unique en France. Recréant toutes les caractéristiques et spécificités de la forêt amazonienne, elle permet aux visiteurs de découvrir plus de 500 animaux et 3 500 végétaux. Elle a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Le Pass Métropole permet d'obtenir une réduction sur les tarifs individuels.

Tarifs	Sans Pass Métropole	Avec Pass Métropole
Entrée Adulte	6,50 €	5,50 €
Carnets de 10 entrées	40,00 €	40,00 €
Tarif réduit (enfants de 6 à 18 ans, étudiants, familles nombreuses, demandeurs d'emploi, sénior + de 60 ans)	3,00 €	2,50 €
Entrée gratuite pour : - les enfants de moins de 6 ans - les bénéficiaires de minima sociaux - enfants et accompagnateurs des crèches, écoles primaires et ALSH de Montpellier	Gratuit	Gratuit
Tarif groupes : - comités d'entreprises et associations (>10 personnes) - groupes scolaires (collèges & lycées) et étudiants - groupes scolaires primaires et ALSH hors Montpellier - Enfants des crèches et écoles maternelles hors Montpellier - Accompagnateurs des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	3,00 € 3,00 € 2,00 € Gratuit 2,00 €	3,00 € 3,00 € 2,00 € Gratuit 2,00 €
Visite nocturne et guidée	10,00 €	10,00 €
Location d'audio-guide	1,00 €	1,00 €
Plan du zoo	0,50 €	0,50 €

### 2.8. LE PARCOURS MUSÉOGRAPHIQUE

Que l'on soit habitant ou non de la Ville de Montpellier, il est toujours enrichissant de découvrir les richesses d'une culture, d'un patrimoine. Le parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permet l'accès :

- au musée du Vieux Montpellier
- à la pharmacie et chapelle de la Miséricorde



Entrée parcours muséographique	Tarifs 2016
Tarif normal individuel	3,00 €
Tarif réduit pour :	
-les groupes (à partir de 10 personnes)	2,00 €
-les familles nombreuses sur présentation de la carte	2,00 €
-les détenteurs d'un billet de la visite du centre historique avec l'office du tourisme ou sur présentation du billet d'entrée de l'un des musées partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole	1,50 €
Entrée gratuite pour :	
-les moins de 26 ans et les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, les groupes scolaires, les ALSH et leurs accompagnants, les détenteurs de la City Card délivrée par l'Office du Tourisme, les titulaires d'une carte d'invalidité et leurs accompagnants	gratuit
-à l'occasion de la Nuit Européenne des Musées	
-lors des Journées du Patrimoine	
-le 1er dimanche de chaque mois	

## 2.9. LE THÉÂTRE JEAN VILAR

Le Théâtre Jean Vilar, situé au 155 rue de Bologne à Montpellier, permet à chaque montpelliérain de bénéficier tout au long de l'année d'une programmation audacieuse et de qualité.

Ces tarifs sont applicables **à partir de juin 2016**, pour les spectacles de la saison 2016/2017

Théâtre Jean Vilar	Tarifs 2016
Plein tarif	17,00 €
Tarif réduit pour les étudiant, plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), accompagnant d'un professionnel invité	11,00 €
Tarif super réduit pour les moins de 16 ans, lycéens, collégiens, écoles hors Montpellier, professionnels du spectacle vivant	5,00 €
Tarif ultra réduit pour les écoles de Montpellier, les bénéficiaires de minima sociaux	1,00 €
<b>Cartes d'abonnement pour 4 spectacles :</b>	
Plein tarif (12 € / spectacle supplémentaire)	48,00 €
Tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire) : étudiants, + de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes)	36,00 €
Tarif super réduit: moins de 16 ans, lycéens, professionnels du spectacle vivant (3,50 €/place supplémentaire)	14,00 €
<b>Dispositifs particuliers:</b>	
Pass culture (convention avec le CROUS)	9,50 €
Stage théâtre - tarification par jour et par participant (durée générale d'un stage : 5 jours)	10,00 €
Cultures et sport solidaires 34	Gratuit
Maison des chômeurs	5,00 €

## 2.10. LE CINÉMA NESTOR BURMA

Depuis son ouverture en 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma a accueilli près de 104 000 spectateurs. Outil culturel de proximité, ouvert à tous, il conjugue une programmation généraliste et populaire avec des films de qualité qui lui ont valu en 2015 le renouvellement du classement Art et Essai assorti des labels « jeune public et Patrimoine, répertoire » par le Centre National du Cinéma et de l'image animée.

Entrée cinéma Nestor Burma	Tarifs 2016
Tarif individuel	6,00 €
Tarif réduit pour tous avant 17h00, les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	5,00 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €
Tarif individuel Ecran des enfants	3,00 €
Tarif moins de 14 ans	4,00 €
Carte 10 places (non nominative et valable 1 an)	45,00 €
Tarif Comité d'entreprises ou de groupe (minimum 10 personnes) – prix par personne	4,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe Ecran des enfants (écoles et centres de loisirs) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif spécial (évènement conventionné ou séance à la carte - enseignant, centre de loisirs, IME)	3,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Supplément (3D)	1,00 €
Remplacement de lunettes 3D endommagées	45,00 €



### **3. LES REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

Avec plus de mille lieux et événements dédiés à la culture, 246 salles et terrains de sport, 146 parcs et squares, Montpellier offre à ses habitants, à travers la richesse de son patrimoine, une Ville dans laquelle il fait bon vivre.

La redevance d'occupation du domaine public correspond à la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques). L'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

La redevance est également un outil permettant d'organiser harmonieusement l'occupation de notre patrimoine municipal.

#### **3.1. LES SALLES MUNICIPALES ET LE MATERIEL**

##### **3.1.1. Les salles municipales**

- Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- \*Demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et **entraînant des recettes**.
- \*\*Forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés **n'entraînant pas des recettes**.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 23 h (départ public)

**Sous conditions tarifaires**, les salles Rencontres, Pagézy et Grammont pourront être utilisées jusqu'à 1 h du matin (départ public):

- ½ tarif appliqué à la place d'un forfait de base
- plein tarif appliqué à la place d'un ½ tarif

A titre exceptionnel et pour les associations à but non lucratif, la salle des Rencontres ou la salle Pagézy pourront être mises à disposition jusqu'à 03h00 du matin au plein tarif

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur. La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles	Unité	Plein Tarif	Demi Tarif*	Forfait de Base**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville )	à la semaine	3 210,00 €	1 605,00 €	30,50 €
Salle du Conseil Municipal (hors prestation de régie technique obligatoire IEC)	/jour	2 190,00 €	1 095,00 €	51,00 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	3 260,00 €	1 630,00 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	4 000,00 €	2 000,00 €	102,00 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	2 750,00 €	1 375,00 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 000,00 €	1 500,00 €	102,00 €
Mairie annexe de Grammont	/ jour (du lundi au samedi)	2 040,00 €	1 020,00 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 000,00 €	1 500,00 €	102,00 €
Salle Jules Pagezy (ancien hôtel de ville)	/ jour (du lundi au samedi)	1 630,00 €	815,00 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 000,00 €	1 000,00 €	102,00 €
Centre Rabelais (bd Sarraïl - salle de projection)	/ jour (du lundi au samedi)	1 325,00 €	662,50 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 000,00 €	1 000,00 €	102,00 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour (du lundi au samedi)	260,00 €	130,00 €	26,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	520,00 €	260,00 €	52,00 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour (du lundi au samedi)	610,00 €	305,00 €	30,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	1 220,00 €	610,00 €	61,00 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour (du lundi au samedi)	450,00 €	225,00 €	30,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	900,00 €	450,00 €	61,00 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour (du lundi au samedi)	315,00 €	157,50 €	30,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	610,00 €	305,00 €	61,00 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour (du lundi au samedi)	315,00 €	157,50 €	30,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	610,00 €	305,00 €	61,00 €
<b>Cautionnement</b>				
Caution pour tout espace loué	u			1 560,00 €

### 3.1.2. Le matériel

Matériels	Unité	Tarifs 2016
Chaise	u/jour	0,31 €
Table (1.50m ou 2m)	u/jour	4,26 €
Grille-caddie	u/jour	5,92 €
Podium	m²/jour	7,95 €
Barrière	u/jour	7,95 €
Place de tribune	u/jour	0,81 €
Forfait de transport de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés)	par camion	80,00 € (aller ou retour) 120,00 € (aller/retour)
Forfait électrique - Coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	50,00 €
Forfait électrique - Coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	171,00 €
<b>Cautionnement</b>		
Cautionnement petit matériel	unité	365,00 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement	unité	1 350,00 €

### 3.1.3. Les Salles de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King

Ces Trois lieux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédié à l'international qui participe à la vie culturelle de la cité.  
Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

- **Gratuité** pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- **Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et **entraînant des recettes**.
- **\*\* Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés **n'entraînant pas des recettes**.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur. La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Demi Tarif*	Forfait de Base**
Maison des Relations Internationales	/ jour	900,00 €	450,00 €	50,00 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	100,00 €	50,00 €	15,00 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif par quinzaine)	/ U	1 300,00 €	650,00 €	20,00 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif par quinzaine)	/ U	500,00 €	250,00 €	15,00 €
<b>Cautionnement</b>		<b>Tarifs 2016</b>		
Caution	u			1 530,00 €

### 3.1.4. Les salles des Maisons Pour Tous et Centre de Ressources Darwin

La Ville de Montpellier met également des salles à disposition des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements pour des activités régulières ou ponctuelles. Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions. Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Salles pour activités hebdomadaires - Maisons Pour Tous	Tarifs 2016
Tarification pour 1 h et 10 personnes	110,00 €
Tarification pour 1 h et 20 personnes	165,00 €
Tarification pour 1 h et 30 personnes	220,00 €
Tarification pour 1 h et + de 30 personnes	270,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 10 personnes	140,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 20 personnes	190,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 30 personnes	245,00 €
Tarification pour 1 h 30 et + de 30 personnes	300,00 €
Tarification pour 2 h et 10 personnes	165,00 €
Tarification pour 2 h et 20 personnes	220,00 €
Tarification pour 2 h et 30 personnes	270,00 €
Tarification pour 2 h et + de 30 personnes	320,00 €
Tarification pour ½ journée et 10 personnes	245,00 €
Tarification pour ½ journée et 20 personnes	300,00 €
Tarification pour ½ journée et 30 personnes	350,00 €
Tarification pour ½ journée et + de 30 personnes	430,00 €
Tarification pour 1 journée et + de 30 personnes	455,00 €
Tarification par heure supplémentaire pour plus de 11h et + de 30 personnes	40,00 €



<b>Salles pour activités ponctuelles – Maisons Pour Tous et Centre de Ressources Darwin</b>	<b>Tarifs 2016</b>
1/2 journée salle de - 60 personnes	55,00 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110,00 €
Journée salle de - 20 personnes	55,00 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110,00 €
Journée salle de + 60 personnes	220,00 €
Week-end réunions et assemblées	110,00 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110,00 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220,00 €
Caution location	150,00 €

<b>Théâtre Gérard Philippe</b>	<b>Tarifs 2016</b>
Tarification pour matinée	35,00 €
Tarification pour après-midi	60,00 €
Tarification pour journée répétition	85,00 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115,00 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90,00 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150,00 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450,00 €

<b>Studio d'enregistrement</b>	<b>Tarifs 2016</b>
Journée location	110,00 €
Heure location	15,00 €

<b>Salle polyvalente Albert Camus (associations logées à la maison des rapatriés)</b>	<b>Tarifs 2016</b>
1/2 journée salle de - 60 personnes	30,00 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	50,00 €
Journée salle de - 60 personnes	50,00 €
Journée salle de + 60 personnes	105,00 €
Week-end réunions et assemblées	50,00 €
Week-end stages d'activités des associations	50,00 €
Caution	150,00 €

## 3.2. LIEUX CULTURELS

### 3.2.1. Théâtre Jean Vilar

Théâtre Jean Vilar		Tarifs 2016
<b>Grande salle</b>		
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 3 agents de sécurité, 4 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h		2 620,00 €
L'heure avant 9h et après 23h		252,00 €
Caution		1 900,00 €
<b>Bar</b>		
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 1 régisseur d'accueil technique, 3 agents de sécurité, 1 contrôleur. Par journée de location de 9h à 23h		1 684,00 €
L'heure avant 9h et après 23h		180,00 €
Caution		1 300,00 €
<b>Grande salle + bar</b>		
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 4 agents de sécurité, 5 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h		2 836,00 €
L'heure avant 9h et après 23h		288,00 €
Caution		2 150,00 €

### 3.2.2. Carré Sainte Anne

Redevance d'occupation du Carré Sainte Anne		Tarifs 2016
Mise à disposition du lieu (par jour d'ouverture au public)		520,00 €

### 3.2.3. La Panacée

Les tarifs pour les espaces d'exposition, en période d'accrochage et de fermeture au public, peuvent être consentis à une personne morale pour un de ses événements (journée d'entreprise, manifestation prestige, colloques, visites privées).

Le tarif proposé pour les autres espaces (centre de ressources, auditorium, patio ou Panastudio) comprend les coûts de fonctionnement (suivi technique, sécurité et accueil, entretien).

- \*Demi-tarif pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle de La Panacée ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier **entraînant des recettes.**
- \*\*Forfait de base pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle de La Panacée ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier **n'entraînant pas des recettes.**

La Panacée	Tarifs 2016		
	Plein tarif	Demi tarif*	Forfait de base**
<b>Salles d'exposition (609 m2)</b>			
tarif 1 jour	10 000,00 €	5 000,00 €	500,00 €
tarif 1/2 journée	5 000,00 €	2 500,00 €	
<b>Centre de ressources (168 m2)</b>			
tarif 1 jour	350,00 €	175,00 €	50,00 €
tarif 1/2 journée	175,00 €	87,50 €	
<b>Auditorium (195 m2)</b>			
tarif 1 jour	750,00 €	375,00 €	50,00 €
tarif 1/2 journée	375,00 €	187,50 €	
<b>Patio (633m2)</b>			
tarif 1 jour	500,00 €	250,00 €	50,00 €
tarif 1/2 journée	250,00 €	125,00 €	
<b>Panastudio (62 m2)</b>			
tarif 1 jour	250,00 €	125,00 €	50,00 €
tarif 1/2 journée	125,00 €	62,50 €	

### 3.3. SALLES DE L'ESPACE MONTPELLIER JEUNESSE (EMJ)

La ville de Montpellier met des salles de l'EMJ à disposition des associations partenaires du service jeunesse et des montpelliérains âgés de 12 à 29 ans porteurs de projet. Le service Jeunesse pour répondre au mieux à la demande des associations, propose également une mise à disposition de la salle à l'heure.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers, ni à des associations culturelles

Salles de l'Espace Montpellier Jeunesse	Unité	Tarifs 2016
Pour les associations partenaires du service jeunesse (valorisation de l'aide en nature de 110€ la journée ou 55€ le demi journée ou 14€ l'heure)	Jour	Gratuit
Pour les jeunes montpelliérains de 12 à 29 ans	Jour	Gratuit

### 3.4. LA MISE A DISPOSITION DES LOCAUX SCOLAIRES (CF DELIBERATION DU 7 NOVEMBRE 2011)

Locaux scolaires	Unité	Tarifs 2016
Tarif par heure et par salle	Heure	5,00 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Heure	Gratuit

### 3.5. LA LOCATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Les installations sportives font partie du domaine public de la Commune, leur utilisation donne lieu à paiement d'une redevance.

Tarifs appliqués aux écoles hors contrat, collèges, lycées, universités	Unité	Tarifs 2016
Location gymnase	heure	13,55 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	6,30 €
Location de terrain	heure	10,40 €
Location de mur d'escalade	heure	9,50 €
Location de skate parc	heure	9,40 €
Location de court de tennis	heure	6,30 €



Autres usagers	Unité	Tarifs 2016
Location gymnase	heure	50,10 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7,70 €
Location d'installation athlétisme	heure	50,10 €
Location de mur d'escalade	heure	44,40 €
Location de terrain	heure	38,90 €
Location de court de tennis	heure	44,40 €
Location de skate parc	heure	44,40 €
Location Pas de Tir Montmaur pour les polices municipales des communes de Montpellier Méditerranée Métropole séance de 3 heures pour 7 personnes maximum	séance	190,00 €
Manifestations sportives dans les installations sportives ou sur le domaine public	j	0,00 €
Montage et démontage de la manifestation		
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1 journée + 60 personnes	1 j	114,70 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1/2 journée - 60 personnes	1/2 j	57,30 €

### 3.6. LA LOCATION DES JARDINS FAMILIAUX

La Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux répartis sur 3 sites : Malbosc, les Grands grès et Rieucoulon.

Nota Bene : la date de renouvellement de bail se faisant au 1er août de chaque année, le tarif suivant est donc valable du 01/08/2016 au 31/07/2017.

Location des jardins familiaux	Unité	Tarifs au 01/08/2016
Location de jardin familial	m²/an	1,02 €
Parcelle standard de 120m²	€/an	122,40 €
Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	122,40 €

### 3.7. TAXES ET REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (CF. PLAN DE ZONAGE JOINT EN ANNEXE)

I - Taxe locale sur la publicité extérieure	Unité	Tarifs 2016
Enseigne < à 7 m²	m²/an	0,00 €
Enseigne > à 7 m² et ≤ à 20 m²	m²/an	30,00 €
Enseigne > à 20 m² et ≤ à 50 m²	m²/an	60,00 €
Enseigne > à 50 m²	m²/an	120,00 €
<b>Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes</b>		
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m²/an	30,00 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m²/an	60,00 €

II - Marchés, marchés aux puces, brocantes de la Ville	Unité	Tarifs 2016
<b>Exonérations : cas spécifiquement prévus</b>		
Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville		
<b>Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels</b>		
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m²/ avec véhicule / séance de marché	U/Jour	20,00 €
Non professionnels redevance emplacement 10 m²/ avec véhicule / séance de marché	U/Jour	10,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m² / avec véhicule	trimestre	295,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m²)/ avec véhicules	trimestre	400,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m² / 1 camion	trimestre	600,00 €



Marché aux Plants	Unité	Tarifs 2016
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m²/trimestre	14,00 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22,5m²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	35,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22,5m²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	25,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m² / 1 camion d'avril à septembre	U/trimestre	300,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m² / 1 camion d'octobre à mars	U/trimestre	200,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m² / 1 camion d'avril à septembre	U/Jour	40,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m² / 1 camion	U/Jour	30,00 €

Promenade du Peyrou	Unité	Tarifs 2016
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance de marché	20,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance de marché	25,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	séance de marché	50,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	trimestre	510,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	30,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	40,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou / CNS 100m²	séance	80,00 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	trimestre	178,00 €

Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)	Unité	Tarifs 2016
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m²/trimestre	5,00 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m²/trimestre	7,50 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m²/1/2 jour	1,40 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m²/jour	2,10 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m²/1/2jour	1,90 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jour férié	m²/jour	2,80 €
Carte commerçant - 1ère attribution	carte	0,00 €
Carte commerçant - Renouvellement / perte	carte	8,00 €
Bouquiniste 18m²	u/Jour	15,00 €
Octave des Morts : redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m²	35,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant du lundi au vendredi inclus	m²/jour	10,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant le samedi et le dimanche	m²/jour	20,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

III - Halles	Unité	Tarifs 2016
<b>Halle des Quatre Saisons</b>		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,70 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	40,50 €
<b>Halles Laissac</b>	Unité	Tarifs 2016
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,25 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	35,70 €
<b>Halles Jacques Cœur</b>	Unité	Tarifs 2016
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	15,50 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	74,50 €
<b>Halles Castellane</b>	Unité	Tarifs 2016
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	20,50 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	56,00 €
Redevance occupation d'une cave non aménagée	trimestre	83,00 €
Redevance occupation d'une cave aménagée	trimestre	167,00 €
<b>Droits d'entrée halles couvertes</b>	Unité	Tarifs 2016
Surface étal inférieure à 10m²	u	3 000,00 €
Surface étal de 10 à 14m²	u	3 500,00 €
Surface étal de 15 à 19m²	u	3 800,00 €
Surface étal de 20 à 24m²	u	4 200,00 €
Surface étal de 25m² et +	u	4 800,00 €
Droits d'entrée halles couvertes : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

IV – AUTRES REDEVANCES	Unité	Tarifs 2016
<b>Modulauto - service d'autopartage de véhicules</b>		
Emplacement de stationnement	an/véhicule	165,00 €



Occupation commerciale du domaine public	Unité	Tarifs 2016
Diverses occupations commerciales - Espaces libres divers	m²/jour	2,15 €
Diverses occupations commerciales - Espace Grammont	m²/jour	1,60 €
Espace libre Place de la Comédie	m²/jour	6,70 €
Espace libre Place Georges Frêche	m²/jour	1,60 €
Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m²/jour	5,70 €
Attraction/Manège/Patinoires/Cirques sur le domaine public	m²/jour	0,16 €
Manège de l'Esplanade Charles de Gaulle	Forfait /an	6 425,00 €
Manège du zoo du Lunaret	Forfait /an	4 132,00 €
Manifestation d'ampleur nationale sur les berges du Lez	jour	2 000,00 €
Distributions d'échantillons/bons d'achats maximum 100m²	jour/100m² max	600,00 €
Cirque forfait pour capacité inférieure ou égale à 300 personnes	jour	150,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 301 et 700 personnes	jour	300,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 701 et 1500 personnes	jour	450,00 €
Cirque forfait pour capacité supérieure à 1501 personnes	jour	600,00 €
Cirque jour de montage/démontage (en début ou fin de période si pas de spectacle)	jour	0,00 €
Estivales - Esplanade Charles De Gaulle	Unité	Tarifs 2016
Pour les commerçants en artisanat & produits régionaux, producteurs et produits alimentaires conditionnées	m²/jour	7,20 €
Bouquiniste 18m²	u/Jour	25,00 €
Viticulteurs - forfait incluant la mise à disposition de comptoirs et espace bar	m²/jour	16,90 €
Vente de produits alimentaires, restauration, vin, tapas	m²/jour	16,90 €
Autres manifestations publiques	Unité	Tarifs 2016
Grand Bazar / Antiquaires / Emplacement 18 m²	u/Jour	15,00 €
Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m²	u/Jour	50,00 €
Marché thématique événementiel 12 m² environ	u/Jour	50,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m²	semaine	970,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m² Activité Restauration	semaine	1 160,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m²	semaine	1 300,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m² Activité Restauration	semaine	1 560,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m²	semaine	1 940,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m² Activité Restauration	semaine	2 330,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m²)	semaine	510,00 €

## V - Droits de terrasse

### Cas spécifiques prévus

- Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies de ZAC qui viennent d'être ouvertes à la circulation et d'exonérer les commerçants de redevance pendant la durée de travaux publics qui génèrent l'installation des terrasses
- Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air

Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)	Unité	Tarifs 2016
Zone 1	m²/an	97,00 €
Zone 2	m²/an	60,00 €
Zone 3	m²/an	43,00 €
Zone 4	m²/an	37,00 €
Terrasse classe B1 (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement tels que parasols, paravents, jardinières, écrans, platelage...)	Unité	Tarifs 2016
Zone 1	m²/an	137,00 €
Zone 2	m²/an	109,00 €
Zone 3	m²/an	96,00 €
Zone 4	m²/an	69,00 €
Terrasse classe B2 (terrasse aménagée saisonnière : espace délimité par des bâches) 6 mois minimum	Unité	Tarifs 2016
Zone 1	m²/an	185,00 €
Zone 2	m²/an	147,00 €
Zone 3	m²/an	129,00 €
Zone 4	m²/an	93,00 €
Terrasse classe C (terrasse délimitée perpendiculairement aux façades par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipée des éléments de confort proches d'une installation en dur)	Unité	Tarifs 2016
Zone 1	m²/an	320,00 €
Zone 2	m²/an	250,00 €
Zone 3	m²/an	200,00 €
Zone 4	m²/an	170,00 €

Stands de vente & kiosques	Unité	Tarifs 2016
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m²/jour	22,00 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) - emplacement d'environ 20m2	an	4 000,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces pendant manifestations sportives ou culturelle, fête du 14 juillet	m²/jour	32,00 €
Kiosque de vente immobilière	m²/mois	110,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza - tout site	mois	320,00 €
Chapiteaux / tentes pour spectacles, expositions, cérémonies	Unité	Tarifs 2016
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration	m²/jour	11,00 €
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Unité	Tarifs 2016
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	m/an	128,00 €
Vitrine mobile	m²/an	94,00 €
Présentoir (type: petite table et tourniquets), porte cartes, porte menus hors terrasse	u/an	53,00 €
Conservateur à glace, crêpière	u/an	410,00 €
Banc de fruits de mer	u/an	512,00 €
Surplomb du domaine public	Unité	Tarifs 2016
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	150,00 €

VI - Occupation temporaire du domaine public	Unité	Tarifs 2016
Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.		
Exonérations : cas spécifiquement prévus pour les occupations du domaine public (dépôt de matériaux + bennes de récupération + échafaudages et matériels de chantier		
Frais de gestion pour manifestation annulée sur décision de l'organisateur	U	50,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile	U/an	37,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto	U/an	50,00 €
Vide greniers	U/an	0,00 €
Occupation temporaire du domaine public / Rampe d'accès pour personnes à mobilité réduite	Unité	Tarifs 2016
Rampe d'accès pour personnes à mobilité réduite	m2/an	37,00 €
Occupation temporaire du domaine public / Dépôt de matériaux	Unité	Tarifs 2016
Dépôts de matériaux : sable, palette etc...	m²/semaine	16,00 €
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / semaine	16,00 €
Occupation temporaire du domaine public / Bennes de récupération de matériaux	Unité	Tarifs 2016
l'unité de 6m² forfaitaires de sol occupé : la 1ère semaine	u / semaine	29,00 €
l'unité de 6m² forfaitaires de sol occupé : les semaines suivantes	u / semaine	59,00 €
Occupation temporaire du domaine public / Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarifs 2016
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, grues, treuils, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux réfection: m² de sol occupé ou projeté au sol. Poulies, écoperches, cordes à nœud, goulottes d'évacuation: l'unité de 2m² forfaitaires.		
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m²/ semaine	4,80 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m²/ semaine	16,00 €
Echafaudages et matériels de chantiers forfait pour 3 mois renouvelable au-delà de 6 semaines	m²/3 mois	68,00 €



Concessions d'occupation du domaine public	Unité	Tarifs 2016
Concession de tous ordres	u/an	7% du CA
Pénalités et frais de gestion et de contrôle	Unité	Tarifs 2016
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction	250,00 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	u	10% de majoration du montant initial

Pour les terrasses « hivernales » un paiement au trimestre ou au mois sera possible (application des tantièmes).  
A noter qu'il ne sera pas appliqué de redevance d'occupation du domaine public pour les « vide grenier ».

### 3.8. LES DROITS DE VOIRIE RELATIFS AU STATIONNEMENT

Droits de voirie et d'occupation du domaine public	Tarifs 2016
Tarif remplacement Carte Pass (accès zone piétonne) en cas de perte, vol ou détérioration	12,00 €
Tarif pour le remplacement de la commande d'ouverture des bornes (bip)	153,00 €

#### 3.8.1. Stationnement en surface

- Gratuité de stationnement avec la carte oxygène 30 minutes par jour toutes zones confondues.
- Afin de moderniser le paiement du stationnement sur voirie aux usagers, la Ville a déployé en 2015 le paiement dématérialisé (via Pay by Phone). Ce nouveau système de paiement du stationnement sur voirie permet aux usagers de bénéficier du confort, s'ils le souhaitent, de régler leur stationnement via leur mobile. Ce service de base se fait à coût constant pour l'utilisateur. Les usagers faisant le choix d'utiliser ce service à valeur ajoutée pourront optionnellement demander un service supplémentaire qui consiste en l'envoi d'un SMS d'alerte avant la fin du temps de stationnement programmé. Le tarif de ce service optionnel est :

Service optionnel	Tarifs 2016
Envoi d'un SMS pour prévenir de la fin du temps de stationnement programmé	0,15 €

Stationnement payant zone courte durée "Jaune" limitée à 2 heures	Tarifs 2016
Tarif normal 15 min	0,50 €
Tarif normal 1/2h	1,00 €
Tarif normal 45min	1,50 €
Tarif normal 1h	2,00 €
Tarif normal 1h15	2,50 €
Tarif normal 1h30	3,00 €
Tarif normal 1h45	3,50 €
Tarif normal 2h	4,00 €
Tarif résident 4h	0,60 €
Tarif résident 5h	0,70 €
Tarif résident 1 jour	1,00 €
Tarif résident 6 jours	4,00 €
Tarif résident 15 jours	7,50 €
Tarif résident mensuel	15,00 €
Tarif résident mensuel disposant d'un abonnement de transport collectif TAM	7,50 €
Carte mensuelle de stationnement (carte à gratter)	15,00 €

Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 5 heures	Tarifs 2016
Tarif normal 20 mn	0,50 €
Tarif normal 32 mn	0,70 €
Tarif normal 45 mn	1,00 €
Tarif normal 1h	1,30 €
Tarif normal 2h	2,60 €
Tarif normal 3h	3,10 €
Tarif normal 4h	3,60 €
Tarif normal 5h	4,00 €
Tarif résident 4h	0,60 €
Tarif résident 5h	0,70 €
Tarif résident 1 jour	1,00 €
Tarif résident 15 jours	7,50 €
Tarif résident mensuel	15,00 €
Tarif résident mensuel disposant d'un abonnement de transport collectif TAM	7,50 €
Carte mensuelle de stationnement (carte à gratter)	15,00 €
Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 heures	Tarifs 2016
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 1h30	1,00 €
Tarif normal 2h	1,20 €
Tarif normal 3h	1,40 €
Tarif normal 4h	1,50 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,70 €
Tarif normal 7h	1,80 €
Tarif normal 8h	1,90 €
Tarif normal 9h	2,00 €
Tarif résident	gratuit

Parking stade "La Mosson"	Tarifs 2016
Entrée Parking stade "La Mosson"	2,00 €

### 3.8.2. Parcmètre Individuel Embarqué (PIE)

Bénéficiaires	Tarifs 2016
Les personnes à mobilité réduite (détenteur de la carte d'invalidité)	20,00 €
Les professionnels de santé effectuant des visites à domicile (infirmières libérales, médecins généralistes, masseurs-kinésithérapeutes)	25,00 €
	20,00 €
	Gratuit
Les artisans exerçant dans les domaines suivants (carrelage, charpente, couverture, dépannage électroménager, ébéniste, électricité, entreprise générale du bâtiment, étanchéité, façadier, forage, isolation, maçonnerie, marbrerie, menuiseries, miroiterie, paysagiste, peintre, picciniste, plâtrier, plaquiste, plombier, revêtement de sols, serrurier, staffeur, storiste, tailleur de pierre, travaux de finition, travaux publics, vitrier, coiffeur, traiteur, esthéticienne, fleuriste)	25,00 €
	20,00 €



## 4. LES REFACTURATIONS

Certains tarifs ne correspondent pas à un service public mais seulement à une refacturation de prestations pour le compte de tiers. Le prix payé par le bénéficiaire correspond alors au coût réel pour la Ville (coûts directs et indirects du service).

### 4.1. REFACTURATION DES PRESTATIONS DE REPROGRAPHIE ET DE PETITES FOURNITURES

La Ville de Montpellier est amenée à effectuer diverses prestations de reprographie des actes, de photocopies et duplications de documents administratifs et de plans officiels de la Ville. Elle publie également un certain nombre de documents tels que des inventaires, bulletins historiques de la Ville. Elle veille au respect des droits de reproduction.

A noter : le montant des frais de copie d'un document administratif est défini par l'arrêté ministériel du 1er octobre 2001.

Photocopies	Tarifs 2016
Photocopie A3 Couleur	1,35 €
Photocopie A3 Noir& Blanc	1,25 €
Photocopie A4 (microforme)	0,30 €
Photocopie A4 Couleur	0,30 €
Photocopie A4 Noir& Blanc	0,18 €
Fourniture d'articles de papeterie	Tarifs 2016
Chemise élastique	0,50 €
Chemise à sangle	1,00 €
Chemise carton	0,10 €
Transparent	0,10 €
Reliure	9,10 €
CD-Rom	1,50 €
Fourniture de listes électorales	Tarifs 2016
Liste électorale sur support papier - prix par page	0,18 €
Liste électorale sur CD-Rom - prix par CD Rom	2,75 €
Reprographies, travaux photographiques et droits de reproduction	Tarifs 2016
Droits de reproduction	25,00 €
Travaux photographiques < A3 (par photo)	3,00 €
Travaux photographiques >= A3 et < A1 (par photo)	5,00 €
Reproduction de plan de permis de construire	5,00 €
Fourniture de CD gravé	2,75 €
Fourniture de DVD gravé	4,00 €
Gravure numérique	1,00 €
Frais de port pour envoi CD ou DVD	2,50 €
Publications	Tarifs 2016
Inventaire	24,50 €
Inventaire numérique	5,00 €
Bulletin historique de la Ville	8,30 €
Anciens numéros	4,00 €
Carte postale	0,50 €
Catalogue d'exposition - refacturation du prix fixé par l'éditeur	prix éditeur

## 4.2. SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Système d'information géographique	Tarifs 2016
<b>Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) sans droit de reproduction. L'unité de tarification est la Ville entière</b>	
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/7500 (1,52m x 1,30m)	80,80 €
Plan et répertoire reliés format A4 (environ 100 pages) échelle 1/6500	9,60 €
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/10000 (1,15m x 1,15 m)	53,60 €
Plan et répertoire reliés format A5 échelle 1/13000	5,10 €
<b>Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage non commercial. L'unité de tarification est le quartier.</b>	
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf)	73,70 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) échelle 1/5000	37,00 €
<b>Plan officiel de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage commercial. L'unité de tarification est la Ville entière.</b>	
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion numérique	5 168,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion numérique	2 583,00 €
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion papier	2 583,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion papier	1 292,00 €
<b>Cartes et plans historiques de la Ville et de ses environs sans droit de reproduction, sur papier glacé. L'unité de tarification est la carte entière.</b>	
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/50000 (1,30m x 1,45m)	70,70 €
Documents anciens, format selon document	60,60 €
Carte couleur de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/20000 (0,90m x 0,60m)	50,50 €
Plan monochrome de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	50,50 €
Plan monochrome de Montpellier en 1911 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	50,50 €
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/80000 (0,80m x 0,90m)	50,50 €
<b>Vues aériennes sans droit de reproduction (tirages sur papier glacé)</b>	
Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/7500 (1,50m x 1,30m)	141,40 €
Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/10000 (1,15m x 1,15m)	95,00 €
Ortho-image couleur (extraits) format A0 (1,20m x 0,84m)	71,20 €
Ortho-image couleur (extraits) format quelconque (de 0,50m² à 2,25m²)	71,20 €
Photo aérienne ancienne en niveaux de gris (extraits) format quelconque (de 0,50m² à 2,25m²)	71,20 €
Ortho-image couleur (extraits) format A1 (0,60m x 0,84m)	35,40 €
<b>Demandes particulières</b>	
Tarification sur devis pour conception, développement ou mise en forme (fichiers divers, travaux spéciaux...)	Uniquement sur devis spécifique



### 4.3. REFACTURATION DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs 2016
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	234,50 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	665,00 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	938,70 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	586,70 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs 2016
Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	114,70 €
Surface de pelouse < 10m²: travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m²	1,40 €
Surface de pelouse < 10m²: apport de terre complémentaire (0,10m³x120)	m²	2,20 €
Surface de pelouse < 10m²: griffage, réglage, ensemencement, roulage	m²	2,20 €
Surface de pelouse < 10m²: 1er arrosage	m²	0,70 €
Surface de pelouse > 10m²	m²	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs 2016
Surface d'arbustes < 10m²: dessouchage et travail du sol	m²	25,10 €
Surface d'arbustes < 10m²: apport de terre	m²	18,40 €
Surface d'arbustes < 10m²: remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m²	18,10 €
Surface d'arbustes < 10m²: 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m²	7,20 €
Surface d'arbustes > 10m²	m²	Sur devis
Frais généraux sur forfait et travaux	U	0,08 €

Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres.

### 4.4. AFFICHAGE SAUVAGE

Lutte contre l'affichage sauvage: application de l'art. L.581-29 du Code de l'environnement	Tarifs 2016
Frais d'enlèvement / dispositif	150,00 €

### 4.5. REFACTURATION DE MATERIEL ET PRESTATION DE TRAVAUX DIVERS

La Ville peut être amenée à refacturer des prestations et matériels divers, sur la base d'un devis de location ou sur la base d'un bordereau de prix unitaire (BPU) pour un marché public.

Prestations	Tarifs 2016
Mise à disposition de matériel loué	Facturation au tantième du devis de location
Cloutage des terrasses	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion
Refacturation des interventions d'office en matière d'occupation du domaine public	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion

#### 4.6. REFACTURATION DES SERVICES EXCEPTIONNELS POUR LE COMPTE DES TIERS (COUT PAR AGENT MOBILISE)

##### 4.6.1. Mobilisation d'agents pour le compte d'un tiers

Prestations	Unité	Tarifs 2016
Tarif de 7h00 à 21h00	H / agent	18,00 €
Tarif de 21h à 7h, dimanches et jours fériés (+100% du tarif horaire jour)	H / agent	36,00 €
Tarif de 7h à 21h, dimanches et jours fériés (+66% du tarif horaire jour)	H / agent	30,00 €
Tarif par heure et par véhicule	H / véhicule	7,00 €

##### 4.6.2. Mobilisation agents et matériel pour capture d'animaux selon moyens déployés pour le compte d'un tiers

Capture d'un animal avec fourgon aménagé pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs 2016
Forfait intervention jour de 7h à 21h semaine du lundi au samedi	112,00 €
Forfait intervention de jour le dimanche et jours fériés de 7h à 21h (+66% du tarif jour de base en semaine)	185,00 €
Forfait intervention de jour le dimanche et jours fériés de 21h à 7h (+100% du tarif jour de base en semaine)	224,00 €
Capture d'un animal avec fourgon et remorque de transport (équidés...) pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs 2016
Forfait intervention jour de 7h à 21h semaine du lundi au samedi	140,00 €
Forfait intervention de jour le dimanche et jours fériés de 7h à 21h (+66% du tarif jour de base en semaine)	232,00 €
Forfait intervention de jour le dimanche et jours fériés de 21h à 7h (+100% du tarif jour de base en semaine)	280,00 €

##### 4.6.3. Refacturation soins vétérinaires pour le compte d'un tiers

La Ville peut être amenée à refacturer les soins vétérinaires ou d'évaluations comportementale consécutifs au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt ainsi que le séjour d'animaux en lieux de dépôt sur la base des marchés publics en cours. Dans le cadre de cette refacturation aux tiers ou propriétaires des animaux, il est appliqué une majoration de 5 % pour frais de gestion.

Soins vétérinaires, ...	Tarifs 2016
Majoration lors de la facturation auprès d'un tiers des soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutive au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation auprès d'un tiers des frais de séjour d'animaux en lieux de dépôt	5%

#### 4.7. REFACTURATION DES CONCESSIONS FUNERAIRES ET REDEVANCES

La Ville a en charge la gestion des 5 cimetières (St Lazare, son extension et son annexe, St Etienne et Celleneuve), des concessions et des défunts. A ce titre, elle gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs ou anciens qui sont construits sur les terrains. La



Ville émet et encaisse en régie les taxes et redevances correspondant aux droits liés aux inhumations, aux dispersions des cendres au Jardin du Souvenir, aux exhumations, aux convois et aux crémations.  
Les vacations de Police sont encaissées par la Police Nationale.

Achat et renouvellement des concessions	Tarifs 2016
Concession 5 ans (renouvellement exclusivement)	167,00 €
Concession 10 ans (renouvellement exclusivement)	334,00 €
Concession 15 ans	517,00 €
Concession 30 ans de 2m2	1 042,00 €
Concession 30 ans de 4m2 pour bâti	2 084,00 €
m² supplémentaire à la concession de base 30 ans pour bâti	521,00 €
Concession 50 ans de 2m2	1 767,00 €
Concession 50 ans de 4m2 pour bâti	3 534,00 €
m² supplémentaire à la concession de base de 50 ans pour bâti	883,00 €
Concession perpétuité (4m2)	7 068,00 €
m² supplémentaire à la concession de base perpétuelle	1 767,00 €
Columbarium 2 / 3 places (30 ans)	789,00 €
Columbarium 4 / 6 places (30 ans)	1 580,00 €
Columbarium 6/8 places (50 ans)	2 180,00 €
Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains	Tarifs 2016
Caveau bâti neuf 2 places (HT) secteur "J" et "C4" St Etienne	1 598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places (HT) secteur "J" et "C4" St Etienne	3 198,16 €
Equipement existant (HT) sur terrain repris par la Ville (forfait)	1 326,67 €
Taxes, redevances et vacations de police	Tarifs 2016
Taxes pour inhumation, dispersion, exhumation et dépôt en caveau d'attente	71,00 €
Taxes de convois et de crémations	71,00 €
Caveau d'attente - séjour / jour	10,00 €
Vacations de police	20,00 €

#### 4.8. REFACTURATION DE CAISSES DE TRANSPORT D'ANIMAUX

Modèle : Vari Kennel	Tarifs 2016
Très petite	30,00 €
Petite	50,00 €
Moyenne	75,00 €
Grande	100,00 €
Très grande	200,00 €
Modèle : caisse en bois simple	Tarifs 2016
Très petite	150,00 €
Petite	250,00 €
Moyenne	350,00 €
Grande	400,00 €
Très grande	500,00 €
Modèle : caisse en bois simple avec cerclage métal	Tarifs 2016
Très petite	200,00 €
Petite	300,00 €
Moyenne	400,00 €
Grande	500,00 €
Très grande	600,00 €

Modèle : caisse en bois renforcée avec métal et tôle	Tarifs 2016
Très petite	400,00 €
Petite	750,00 €
Moyenne	1 000,00 €
Grande	1 500,00 €
Très grande	2 000,00 €

Les tarifs des caisses de transport d'animaux sont pour des produits neufs. Une remise de 10, 25 ou 50% pourra être appliquée pour les caisses usagées en fonction de leur usure.

#### 4.9. PLAN DE DÉPLACEMENT ENTREPRISE

Tarifs applicables aux agents municipaux et indexés sur le tarif abonnement PDE de la TAM.

Location VAE et parkings	Unité	Tarifs 2016
Location d'un vélo à assistance électrique (VAE)	Par mois	16,80 €
Parking le plus proche du lieu de travail	Par mois	16,80 €
Parking 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail	Par mois	8,40 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter les tarifs qui lui sont proposés dans la présente délibération ;
- de préciser qu'ils seront applicables au 1er janvier 2016 (sauf mention contraire) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Attributions de subventions - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### 1) Attributions de subventions

#### ○ Dans le cadre de la thématique **CULTURE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3403	ASSOCIATION INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	Projet	RENCONTRES INTERNATIONALES FETE DE ST ROCH A MONTPELLIER	3000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923

#### ○ Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
31	SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HÉRAULT	Projet	ANIMATION NATURALISTE DE JARDINS PARTAGES	500 €
819	OUVRE-TÊTE	Fonctionnement		500 €
4612	ASSOCIATION DES	Projet	TEMPS DES JARDINS	500 €

	PARCS ET JARDINS DU LANGUEDOC ROUSSILLON		EN LANGUEDOC ROUSSILON ET PROMOTION DES JARDINS MONTPELLIERAINS	
TOTAL				1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT** :

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6363	SIX SENS	Projet	FESTIVAL MONTPELLIER WER- SERIE	1 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- SPORT

Code	Structure	Type	Montant
2608	RACING CLUB LEMASSON	Fonctionnement	1 500 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	Fonctionnement	2 000 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Fonctionnement	11 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE MA2M	Fonctionnement	30 000 €
TOTAL			41 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**:

- LOGEMENT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - AIVS HERAULT	Fonctionnement		2 400 €
5248	UNION REGIONALE DES ORGANISMES HABITAT SOCIAL LR / URO HABITAT	Fonctionnement		8 000 €
5248	UNION REGIONALE DES ORGANISMES HABITAT SOCIAL LR / URO HABITAT	projet	Congrès HLM	15 000 €
TOTAL				25 400 €

2 400 € de crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

Et 23 000 € crédits seront prélevés sur la ligne 17566 , nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6192	ASSOCIATION BLAISE PASCAL	Projet	CLASSE ROUSSE	1 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922



- Dans le cadre de la thématique **PROJET EDUCATIF TERRITORIAL** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5854	MONTPELLIER MOSSON OMNISPORTS	Projet	LES HAUTS DE MASSANE A L'ECOLE DU SPORT	700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

## 2) Modifications et annulations d'attributions de subventions

Par délibération du Conseil Municipal du 19 février 2015 la Ville a attribué une subvention de fonctionnement de 2 000 € à l'association JALMAV CRERSI pour l'exercice 2015. Suite à un changement statutaire intervenu dans la structure il y a lieu de modifier cette attribution de subvention comme suit :

Code	Structure	Type	Montant
155	JALMALV MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

Par délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2015 la Ville a attribué une subvention de 1 000 € à l'association EPICERIE URBAINE pour le projet « Mise en place d'une résidence de recherche pour designers et artistes culinaires ». Ce projet ne pouvant être réalisé par la structure il y a lieu d'annuler l'attribution de la subvention.

Par délibération du Conseil Municipal du 07 mai 2015, dans le cadre des temps d'activités périscolaires, la Ville a attribué une subvention de 5 000 € à l'association GROUPE NATURALISTE DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER pour le projet « L'université pour tous ». Ce projet ne pouvant être réalisé dans son intégralité par la structure il y a lieu de réduire le montant de la subvention attribuée comme suit :

Structure	Type	Titre du projet	Ancienne attribution	Nouvelle attribution
GROUPE NATURALISTE DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	L'UNIVERSITE POUR TOUS	5 000 €	2 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

## En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 74 200 €;
- de décider des modifications et des annulations d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'approuver l'avenant type, de modification d'attribution de subventions dans le cadre des temps d'activités périscolaires, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## Attributions de subventions - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		2 700 €
66	CENTRE REGIONAL POUR L'ENSEIGNEMENT DE L'OCCITAN - CREO	Projet	COLLOQUE FLAREP MONTPELLIER 2016	1 000 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERE	Projet	LA NATURE POUR TOUS, L'EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT COMME OUTIL D'INCLUSION SOCIALE.	1 200 €

309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA	Fonctionnement		900 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA	Projet	FESTIVAL EUROPEEN DU FILM D'EDUCATION	2 700 €
344	TERRE NOURRICIERE	Projet	OUTIL EDUCATIF SUR LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DE LEGUMES CHEZ LES ENFANTS	900 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	COURS D'INITIATION ET DE PERFECTIONNEMENT AU JEU D'ECHECS	4 500 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Fonctionnement		1 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Projet	ACHAT ET INSTALLATION D'UNE ARMOIRE INFORMATIQUE	1 000 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	Fonctionnement		6 000 €
686	TRISOMIE 21 HERAULT - GROUPE D'ETUDE ET D'INSERTION SOCIALE DE PERSONNES TRISOMIQUES 21	Fonctionnement		2 500 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	Projet	REUSSITE EDUCATIVE ET PARENTALITE	2 700 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	LES CLASSES DE VILLE	2 250 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	LA MOSSON AU FIL DES SAISONS	1 800 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	CONTINUITE EDUCATIVE ET TEMPS D'ACTIVITE PERISCOLAIRE	1 000 €
1281	KAINA	Projet	ESPACE DE CREATION AUDIOVISUEL DE PROXIMITE (ECAP)	3 000 €

1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	Fonctionnement		1 300 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 500 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Projet	FORMATION A L'ANIMATION SOCIO-EDUCATIVE TUNISIENNE	1 000 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Fonctionnement		700 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Projet	PRIX DE LA LAICITE ET DE LA CITOYENNETE 2016	200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Projet	CARNAVAL ET FETE DE L'ECOLE LAMARTINE	300 €
3421	APEDYS HERAULT	Fonctionnement		700 €
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	Fonctionnement		720 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	Fonctionnement		300 €
3746	ASSOCIATION UN'IONS	Projet	JEUNESSE EN ARABESQUES	1 000 €
3777	CITE CITOYENNE	Fonctionnement		1 600 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	Fonctionnement		9 000 €
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	LES ATELIERS JEUNESSE	900 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	SUR LA ROUTE AVEC ANABELLE LA COCCINELLE	2 000 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	OPERATION BROCOLI	1 000 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		5 000 €
5207	COLLECTIF EDUCATION POPULAIRE ET TRANSFOR	Fonctionnement		500 €
5211	ASSOCIATION POUR L'EPANOUISSEMENT DES HAUTS POTENTIELS INTELLECTUELS EN	Fonctionnement		1 800 €

	LANGUEDOC-ROUSSILLON			
5385	ZADIGOZINC	Projet	ACCUEIL DES ENFANTS ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DANS LE CAFE	2 700 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	Projet	SORTIE DE FIN D'ANNEE	300 €
5612	LA SYNERGIE DES MEMOIRES HUMAINES	Fonctionnement		500 €
5850	ASSOCIATION PARENTS D'ELEVES SENGHOR JOYCE	Projet	KERMESSE - ECOLE SENGHOR ET JOYCE	300 €
5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALANDRETAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		68 000 €
5906	AMIS DES ETUDIANTS	Projet	ECHANGES GENERATIONNELLES	500 €
5939	COMITE DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE AU PLEIN AIR DE L'HERAULT JPA34	Fonctionnement		500 €
TOTAL				138 470 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **ENFANCE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		7 500 €
231	THEATRE EN FLAMMES - CREATEF	Projet	LE QUARTIER DES BEBES	500 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	Fonctionnement		1 500 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES	Fonctionnement		300 €
3901	HALTE POUCE	Fonctionnement		4 500 €
4770	RIROLI	Fonctionnement		600 €
TOTAL				14 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25846, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		200 €

528	ASSOCIATION DES DEPORTES INTERNES ET FAMILLES DE DISPARUS	Fonctionnement		200 €
540	FEDERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC-TUNISIE - FNACA	Fonctionnement		1 100 €
1081	ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS CHEMINOTS	Fonctionnement		200 €
1203	ASSOCIATION RHIN ET DANUBE	Fonctionnement		200 €
1204	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	Fonctionnement		200 €
1760	ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE L'UNION FRANCAISE	Fonctionnement		200 €
2079	AMICALE DES ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER ET ENVIRONS - AMMAC	Fonctionnement		200 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS - COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		300 €
		Projet	PEINTURE DES STELES DU CIMETIERE SAINT LAZARE	1 000 €
TOTAL				3 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**:

- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
249	UFC QUE CHOISIR	Fonctionnement		1 000 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
3135	QUARTIER DE L'ANCIEN COURRIER - ASSOCIATIONS DES COMMERCANTS	Projet	ANIMATION DES RUES POUR LES FETES DE FIN D'ANNEE	1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement		1 200 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	Fonctionnement		300 €
TOTAL				4 500 €



Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**:

- ECOMOBILITE

Code	Structure	Type	Montant
3366	VELOCITE LANGUEDOC	Fonctionnement	700 €
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			4 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 22755, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES**:

Code	Structure	Type	Montant
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	Fonctionnement	450 €
237	UNION LOCALE CGT	Fonctionnement	4 000 €
239	FO UNION LOCALE FORCE OUVIERE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	4 000 €
240	CFDT UNION LOCALE	Fonctionnement	4 000 €
1273	UNITE POLICE SNPT	Fonctionnement	1 000 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			15 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

Chapitre	Ligne de crédit	Nature	Structure	Type	Montant
925	11691	657362	Centre Communal d'Action Sociale C.C.A.S.	Fonctionnement	12 000 000 €
920	905	6574	Comité des Œuvres Sociales et Culturelles C.O.S.C.	Fonctionnement	722 000 €
922	11690	6574	Caisse des Ecoles	Fonctionnement	222 000 €
928	2331	65738	GIP DSUA	Fonctionnement	95 362 €
TOTAL					13 039 362 €

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
254	UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	Fonctionnement		3 000 €
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		1 200 €
618	LA CLE DES CHANTS	Fonctionnement		500 €
1106	ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES D'HOSPITALISES	Fonctionnement		1 800 €

	LA PASQUIERE			
1451	RELAIS ENFANTS PARENTS LANGUEDOC	Fonctionnement		1 800 €
1539	PAIN DE L'ESPOIR	Fonctionnement		1 200 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES – APAJ	Fonctionnement		3 500 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	Fonctionnement		6 000 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC- ROUSSILLON	Fonctionnement		500 €
3075	FAMILLES RURALES FEDERATION DEPARTEMENTALE DE L'HERAULT	Projet	RELAIS INFO FAMILLES – ACCES AUX DROITS	1 000 €
		Projet	ACCUEIL "PARENTALITE ET ACCES AUX DROITS"	800 €
3530	ALMAHERAULT	Fonctionnement		500 €
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS D'URGENCE	Fonctionnement		2 000 €
4048	ASSOCIATION VISITE DES MALADES DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS – VMEH	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	VMEH MONTPELLIER FETE SES 20 ANS	500 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Fonctionnement		1 000 €
4529	AIDE AUX PERSONNES EN DIFFICULTES	Fonctionnement		2 000 €
4636	LE PEYROU LES SENIORS EN ACTION	Fonctionnement		400 €
4773	DEFI –DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	Fonctionnement		8 500 €
TOTAL				37 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Montant
514	LIGUE FRANCAISE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN – LDH	Fonctionnement	1 400 €
661	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES – ADIAV	Fonctionnement	8 000 €

1150	CIMADE	Fonctionnement	3 600 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	Fonctionnement	4 500 €
4559	ASSO DEPARTEMENTALE DE DEFENSE DES FAMILLES ET DE L'INDIVIDU – ADFI	Fonctionnement	600 €
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement	6 500 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT – CDAD	Fonctionnement	3 500 €
TOTAL			28 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

- HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	Fonctionnement		380 €
		Projet	CREATION D'UN ATELIER DE LANGUES DES SIGNES	300 €
693	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES LR – GIHP	Fonctionnement		1 000 €
696	COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	Fonctionnement		10 000 €
697	ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP DE L'HERAULT – APSH 34	Fonctionnement		8 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		8 000 €
		Projet	ACCESSIBILITE AU QUOTIDIEN DES PERSONNES DEFICIENTES VISUELLES	1 400 €
700	AUXILIAIRE DES AVEUGLES	Fonctionnement		700 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	Fonctionnement		1 800 €
1058	ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Fonctionnement		14 000 €
1108	ASSOCIATION VALENTIN HAÛY	Projet	CREATION D'UNE CUISINE ADAPTEE POUR DEFICIENTS VISUELS	500 €

AS

1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	Fonctionnement		3 800 €
1734	MUSIKA	Projet	CONCERT SOLIDAIRE MUSIQUE ET HANDICAP	500 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT – MTCH	Projet	ORGANISATION D'UNE SORTIE TANDEM SUR UN WEEK-END	400 €
1936	ROULE NATURE	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	ANIMATION PLAGE ACCESSIBLE AUX PERSONNES HANDICAPEES	750 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	Fonctionnement		2 000 €
2827	SESAME AUTISME HERAULT	Fonctionnement		800 €
4652	CAP HORIZON	Fonctionnement		400 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Projet	CENTRE DE VACANCES ADOLESCENTS	600 €
5180	GHANDIS	Fonctionnement		400 €
5475	ASSOCIATION FAMILIALE DES SOURDS MONTPELLIER - HERAULT	Fonctionnement		400 €
5809	DYSPRAXIQUE MAIS FANTASTIQUE	Projet	MISE EN SITUATION DYSPRAXIE	400 €
6139	DIFFERENT COMME TOUT LE MONDE	Projet	JOURNEES HANDICITOYENNES	7 000 €
6359	MOZAIK	Projet	ATELIERS HANDIDANSE	500 €
TOTAL				66 030 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925  
- EXCLUSION

Code	Structure	Type	Montant
666	SECOURS CATHOLIQUE	Fonctionnement	12 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER	Fonctionnement	32 000 €
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	800 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR HERAULT	Fonctionnement	45 000 €

1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement	75 000 €
1913	ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL – CONFERENCE SAINTE CROIX	Fonctionnement	400 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Fonctionnement	8 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Fonctionnement	20 000 €
3090	INITIATIVE DE SOLIDARITE AUX SITUATIONS D'URGENCE SOCIALE DE L'ESPOIR – ISSUE	Fonctionnement	8 000 €
4326	SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL – SSVP	Fonctionnement	6 000 €
5448	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES – I CSS	Fonctionnement	6 000 €
5863	SOS SDF LES AMOUREUX DE LA VIE	Fonctionnement	500 €
TOTAL			213 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
429	RAIPONCE	Fonctionnement		3 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Fonctionnement		1 000 €
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	Projet	JOURNAL HECTOR	500 €
2190	COLLECTIF YVES DU MANOIR – CYDM	Fonctionnement		1 000 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		5 000 €
4163	VIA VOLTAIRE	Fonctionnement		15 000 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES – AVEC	Fonctionnement		1 500 €
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION HERAULT – RAIH	Fonctionnement		4 500 €
4908	FACE HERAULT	Fonctionnement		4 000 €
5895	ACCORDERIE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
TOTAL				37 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- DROITS DES FEMMES

55	UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE	Fonctionnement		1 600 €
----	-----------------------------------	----------------	--	---------

	FAMILLES RURALES			
58	ATELIER THEATR'ELLES	Projet	L'UN VERS L'AUTRE	700 €
777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	Fonctionnement		7 000 €
1853	FEMMES ACTIVES MOUV	Fonctionnement		900 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Fonctionnement		12 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Projet	FEMMES EGALITE EMPLOI	2 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Projet	INTERVENTION SUR L'EGALITE FILLES/GARCONS ECOLES ELEMENTAIRES	2 500 €
3359	MOUVEMENT DU NID	Fonctionnement		6 800 €
4703	AMICALE DU NID	Fonctionnement		1 500 €
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	Fonctionnement		900 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	Fonctionnement		4 000 €
5377	CICADE	Projet	LIEU RESSOURCE SUR LE DROIT DES FAMILLES ETRANGERES OU ISSUES DE L'IMMIGRATION	1 400 €
TOTAL				41 300€

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		700 €
155	JALMALV MONTPELLIER	Fonctionnement		1 800 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	Fonctionnement		800 €
233	MA VIE	Projet	MALADIES CHRONIQUES ET ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES	1 800 €
578	AVENIR SANTE	Fonctionnement		4 000 €



578	AVENIR SANTE	Projet	LOS ANGELS DE LA NUECH	12 000 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	Fonctionnement		1 200 €
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT AFD 34	Fonctionnement		1 800 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	Fonctionnement		3 000 €
1480	INFO DON 34	Fonctionnement		700 €
1763	SOS RETINITE FRANCE	Fonctionnement		1 300 €
1803	AFM COORDINATION TELETHON AFM	Fonctionnement		1 000 €
1945	PHARMACIE HUMANITAIRE INTERNATIONALE HERAULT	Fonctionnement		3 300 €
1948	FRANCE ALZHEIMER HERAULT FAH	Fonctionnement		1 000 €
1956	COMITE FEMININ 34	Fonctionnement		1 500 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	Projet	ANIMATION D'UN CAFE DES PARENTS A LA MAISON DE LA PREVENTION SANTE	3 000 €
2577	FRANCE PARKINSON 34	Fonctionnement		500 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	Fonctionnement		4 500 €
2814	OPERES DU COEUR ET MALADES CARDIAQUES	Fonctionnement		1 300 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	Fonctionnement		3 800 €
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Fonctionnement		300 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	Fonctionnement		1 800 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	Fonctionnement		300 €
3794	PREVENTION ET SOIN DES ADDICTIONS (BRANCHE DE PEPA SOS DROGUE) PEPA	Fonctionnement		1 500 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	Fonctionnement		4000 €
4207	ALCOOL ET LES PROCHES	Fonctionnement		400 €
4242	MEDECIN DU MONDE MISSION EN FRANCE	Fonctionnement		800 €

4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS	Fonctionnement		1 000 €
4903	ASSOCIATION DE CARDIOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		1 000 €
5124	HOMEOPATHIE POUR TOUS	Fonctionnement		300 €
5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L'HERAULT	Projet	UN BEBE, UN LIVRE	800 €
5532	ALLO PARENTS MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
5538	LA SANTE DE LA FAMILLE	Fonctionnement		500 €
5615	ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES FAMILLE DE DONNEURS D'ORGANES	Projet	Installation de 20 stèles mémorielles	10 000 €
5638	ARCOPRED	Fonctionnement		1 500 €
5726	FRANCE ADOT 34	Fonctionnement		500 €
5803	ENTREE DE SECOURS	Fonctionnement		1 300 €
5970	POIDS D'INTERROGATION	Fonctionnement		500 €
TOTAL				68 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3	UNICEF	Fonctionnement		700 €
363	AMICALE DES CATALANS DE MONTPELLIER - EL CANIGO	Projet	APLEC DE MONTPELLIER	3 100 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	SEMAINE CULTURELLE RUSSE	500 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	BIBLIOTHEQUE	200 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE FAM	Fonctionnement		500 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Fonctionnement		8 000 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Projet	RALLYE SOLIDAIRE A TRAVERS LA VILLE AVEC ESCALE GUSTATIVES	2 000 €
459	TERRE DES HOMMES FRANCE TDHF	Fonctionnement		300 €

548	EURO-GRECE FRANCE	Fonctionnement		1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Projet	CELEBRATION DE LA FETE NATIONALE GRECQUE	700 €
630	AMITIE FRANCO-MALGACHE - FIHAVANANA	Fonctionnement		300 €
646	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES ET AMIS DU CONSERVATOIRE NATIONAL DE REGION - APEC	Projet	ECHANGE EUROPEEN CAMBRIDGE - HEIDELBERG - MONTPELLIER	1 800 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
1005	ARTISANS DU MONDE	Fonctionnement		300 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF	Projet	PARTAGEONS NOS CULTURES POUR PLUS DE SOLIDARITE	700 €
1073	FRANCE-ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Fonctionnement		700 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Fonctionnement		15 000 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Projet	JUBILE DES 50 ANS DE LA MAISON DE HEIDELBERG A MONTPELLIER	3 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		10 000 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	Fonctionnement		700 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET LA REGION AAM	Fonctionnement		300 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	RENCONTRE INTERNATIONALE DES RESPONSABLES D'ASSOCIATIONS DES VILLES JUMELLES HEIDELBERG/BARCELONE/MONTPELLIER ET DES COMITES HOMOLOGUES	2 000 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS-MONDE	Fonctionnement		2 700 €
2186	HISPANOTHEQUE	Projet	FESTIVAL ENE	300 €
2186	HISPANOTHEQUE	Projet	CONCOURS DE	200 €

			TORTILLA	
2200	COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT	Projet	REFUGIES MIGRANTS ECONOMIQUES OU POLITIQUES	300 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC- ROUSSILLON ASSOCIATION CULTURELLE FRANCE MAGHREB	Projet	CYCLE DE 5 CONFERENCES - DEBAT AUTOUR OU AVEC DES PENSEURS ARABES	500 €
3976	MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU	Fonctionnement		50 000 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
5008	CASA AMADIS ASSO CULTURELLE DE LANGUE PORTUGAISE DE MONTPELLIER	Projet	ECHANGES PORTUGAL MONTPELLIER	500 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement		50 000 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Projet	30 ANS DE MAISON DE MONTPELLIER ET 55 ANS DE JUMELAGE ENTRE MONTPELLIER ET HEIDELBERG	13 000 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Investissement	ACHAT D'UN MEUBLE POUR LA CAVE A VIN ET DE TONELLES POUR LES MANIFESTATIONS EXTERIEURES	5 000 €
5711	BOSPHORE ASSOCIATION LAIQUE ET CULTURELLE FRANCO-TURQUE	Fonctionnement		300 €
5748	RACINES SUD	Fonctionnement		1 000 €
5936	ASSOCIATION FRANCO- CAMEROUNAISE POUR L'INITIATIVE ET LE DEVELOPPEMENT	Fonctionnement		300 €
6011	PROVINSEL	Projet	FESTIVAL LES NUITS GASTRONOMIQUES	1 000 €
TOTAL				178 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

○ Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	Fonctionnement		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	Fonctionnement		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	Projet	CARNAVAL	300 €
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	Fonctionnement		2 850 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Fonctionnement		2 000 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	Fonctionnement		500 €
283	COMITE PROSPECTIVE ET CONCERTATIONS DU MILLENAIRE ER QUARTIERS ES	Fonctionnement		500 €
296	JASMIN D'ORIENT	Fonctionnement		800 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN- LEMASSON-MAS DREVON- MARQUEROSE	Fonctionnement		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Fonctionnement		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Projet	ANIMATION	700 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Fonctionnement		500 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Projet	FETE DU QUARTIER	700 €
361	AMICALE DES LOZERIENS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €

396	COMITE DE QUARTIER LEZ - POMPIGNANE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
424	MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE	Fonctionnement		500 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	Fonctionnement		11 000 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	Fonctionnement		1 400 €
948	COMITE DE QUARTIER ROCAMBALE OUEST.	Fonctionnement		500 €
1014	ORANIE	Fonctionnement		1 200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Fonctionnement		500 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	AQUEDUC SAINT CLEMENT ET QUARTIER	300 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	QUARTIER PROPRE	300 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Fonctionnement		1 000 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	Fonctionnement		500 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	Projet	FETE DU QUARTIER CEVENNES ALCO 2016	700 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS	Fonctionnement		500 €
1453	AMICALE HERAULTAISE DES ENFANTS DE BONE ET DE CONSTANTINE	Fonctionnement		1 000 €
1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC- ROUSSILLON	Fonctionnement		20 000 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	Fonctionnement		250 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	Projet	ORGANISATION ACTIVITE ASTRONOMIE	250 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	Projet	ORGANISATION CARNAVAL	450 €



1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Fonctionnement		500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Projet	ANIMATION NOEL	500 €
1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	Fonctionnement		1 200 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	Fonctionnement		500 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	Projet	FETE DU QUARTIER ET DU VOISINAGE	200 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC AAML	Fonctionnement		1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Fonctionnement		500 €
1970	ASSOCIATION NATIONALE DES PUPILLES DE LA NATION DES ORPHELINS DE GUERRE ET DU DEVOIR - DELEGATION DE L'HERAULT	Fonctionnement		500 €
1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	Fonctionnement		500 €
1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	Projet	GUIDE DE PROMENADE	700 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT-SABINES	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	FETE DES LUMIERE	300 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	BAL DE QUARTIER INITIATION A LA DANSE - REPAS	200 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	CARNAVAL DES ECOLES	200 €
2013	LA PENA DEI CLAPAS	Fonctionnement		2 500 €

2301	AMICALE BEL- ABBESIEENNE D'AIDE ET SOLIDARITE LABAS	Fonctionnement		1 200 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Fonctionnement		500 €
2698	AMICALE FRANCAIS D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS- DU-LOUP	Fonctionnement		400 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Fonctionnement		500 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Projet	FETE DE LA SAINT JEAN	350 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Projet	CONCERT DU NOUVEL AN	350 €
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES ET LES AMIS DE LA BARONNIE	Fonctionnement		2 000 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	Fonctionnement		1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Fonctionnement		500 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Projet	FETE QUARTIER	250 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE ANCIENS DE TUNISIE	Fonctionnement		1 200 €
3679	BOUT'ENTRAIN	Fonctionnement		500 €
3679	BOUT'ENTRAIN	Projet	CINEMA DE QUARTIER	700 €
3680	COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
3940	MARE NOSTRUM	Fonctionnement		500 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE	Fonctionnement		300 €
4203	OPIFAC	Fonctionnement		500 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	Fonctionnement		500 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	Fonctionnement		500 €
4535	BIEN VIVRE AU COURREAU ET AU PLAN CABANES	Fonctionnement		500 €

4554	BATIR AU FEMININ	Fonctionnement		700 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Fonctionnement		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Projet	FETE DE PRINTEMPS	700 €
4605	COMITE DE QUARTIER CLERONDEGAMBE	Fonctionnement		500 €
4737	CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER	Fonctionnement		300 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	Fonctionnement		500 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	Projet	AUBESESSION D'ARTISTES	700 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	Fonctionnement		500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	Projet	PROJET 250 ANS DE L'AQUEDUC ST CLEMENT	700 €
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA ADEQV	Fonctionnement		500 €
5182	ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES	Fonctionnement		500 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMS	Fonctionnement		500 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ.	Fonctionnement		500 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	Fonctionnement		500 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	Projet	FETE DU QUARTIER OVALIE	700 €
5703	PLAYM'HERAULT	Projet	EXPOSITION INTERNATIONALE DE COLLECTIONNEURS DE PLAYMOBIL	500 €
5820	LA TEJERA-LES GENETS ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
5826	COMITE DE QUARTIER LES AUBES	Fonctionnement		500 €
TOTAL				91 550 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

187

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 13 983 362 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Communauté d'Agglomération et Ville de Montpellier)
- les autres types actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

La Ville de Montpellier détient 27,33% du capital social. Sa participation s'élève donc à 1 171 250€.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nbre admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1 191 250 €	27.79%	9 530	4
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>1 171 250 €</b>	<b>27.33%</b>	<b>9 370</b>	<b>3</b>
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.00%	1	1
<b>Total</b>	<b>4 286 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>34 288</b>	<b>13</b>

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2014 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)

## 2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2014

### 1) Transport

- Maintien de la politique de lutte contre la fraude qui se traduit sur l'évolution des recettes.
- Réforme tarifaire en faveur des jeunes initiée par la Métropole, qui conduit à une baisse du tarif moyen à compter du mois de septembre 2014, accompagnée d'une diminution des recettes.
- Poursuite des projets tramway.

### 2) Stationnement

En 2014, TaM s'est vu confier le marché privé du CHU Lapeyronie, alors que celui du parking Pénélope a été résilié.

## 3. PERSONNEL

L'effectif activité transport progresse de 1055 en 2013 à 1070 en 2014, soit +1,4%. Cette hausse est constatée notamment sur les postes conducteurs.

L'effectif total moyen de salariés est de 1 133, en augmentation de 1,4% (1 117 en 2013). Le montant de la masse salariale pour 2014 s'élève à 38,3 M€ (contre 36,8 M€ en 2013), soit une hausse de près de 4% par rapport à 2013.

## 4. COMPTES ANNUELS

En millions d'euro HT	2013	2014	%
Produits d'exploitation	99,06	97,97	-1,1%
<i>dont CA</i>	63,29	62,94	-0,6%
Charges d'exploitation	99,69	100,29	+0,6%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-0,63</b>	<b>-2,32</b>	<b>-268%</b>
Produits financiers	0,40	0,30	-25%
Charges financières	0,39	0,32	-17,9%
<b>Résultat financier</b>	<b>0,01</b>	<b>-0,02</b>	<b>-300%</b>
Produits exceptionnels	2,50	2,92	+16,8%
Charges exceptionnelles	1,37	1,85	+35%
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1,13</b>	<b>1,07</b>	<b>-5,3%</b>
Impôts sur bénéfice dont CICE / intéressement	-0,73	-1,86	-154,8%
<b>Résultat net</b>	<b>1,24</b>	<b>0,58</b>	<b>-53,2%</b>

### a) Compte de résultat

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2014 s'établit à 62,9 M€ contre 63,3 M€ pour 2013, soit une baisse de 0,6%. Cette baisse est en partie due à la fin de la compensation tarifaire pour le parking Europa et la diminution du périmètre sur la rémunération des mandats projets tramway.

La fin de la compensation tarifaire est liée à la fin du crédit-bail dont l'impact se retrouvera dans les charges d'exploitation pour une variation de -0,8 M€.



La baisse des recettes due à la mise en place de la tarification en faveur des jeunes est rattrapée par l'augmentation de la fréquentation.

Impact du CICE : En 2014, TaM bénéficie à nouveau du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi pour un montant de 1 855 453 €. Le CICE représente une économie d'impôt qui équivaut depuis 2014 à 6% de la masse salariale (4 % en 2013), hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC. Il permet de diminuer les charges de personnel. Il a pour objectif de redonner aux entreprises des marges de manœuvres pour investir, prospecter de nouveaux marchés, innover, favoriser la recherche et l'innovation, recruter, restaurer leur fonds de roulement ou accompagner la transition écologique et énergétique grâce à une baisse du coût du travail.

Les charges d'exploitation augmentent d'un exercice à l'autre (+0,6%), on constate une variation de +0,6 M€ qui s'explique par :

- La hausse des frais de personnel : +2 M€
- L'augmentation du poste assurances : +0,38 M€
- La baisse du poste achats, réparations et charges externes : 1,04 M€

#### *b) Résultat*

Le résultat 2014 avant impôt et intéressement s'établit à -1,27 M€ alors qu'il s'élevait à 0,51 M€ en 2013. Le CICE permet d'obtenir un résultat net de 0,58 M€ en 2014.

Le résultat avant IS et intéressement provient de :

- L'activité transport qui génère un résultat négatif de 1,5 M€
- L'activité stationnement qui dégage un solde de 0,216 M€
- Les autres activités qui amènent un résultat de 0,017 M€

Le résultat est porté en report à nouveau qui s'établit au 31 décembre 2014 à 6,109 M€.

#### *c) Bilan*

A 82,83M€ (contre 84,04 M€ en 2013), l'actif immobilisé brut de TaM reste couvert par 88,91 M€ de capitaux permanents.

On constate une progression des fonds propres puisqu'ils représentent 27% du total du bilan en 2014, contre 24% en 2013.

Le fonds de roulement net global (FRNG) ressort à 6,08 M€ contre 4,14 M€ en 2013, soit une variation positive de 1,94 M€.

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) demeure négatif tout en diminuant, passant ainsi de -13,95 M€ en 2013 à -16,10 M€ en 2014 (variation de +2,15 M€).

Ainsi, la trésorerie de TaM s'établit à 21,3 M€ au 31 décembre 2014 soit une augmentation de 1,5 M€.

#### *d) Evolution des ratios de gestion*

- L'endettement sur capitaux propres est de 21,1% en 2014 (22,9% en 2013): cela montre que l'actif de la société est davantage financé par les capitaux propres que par l'endettement
- L'endettement sur chiffres d'affaires est de 6,3% en 2014 (7,1% en 2013) : ce ratio indique quelle proportion du chiffre d'affaires de la société est financée par l'endettement
- Le cout moyen de l'endettement est de 3,8% en 2014 contre 4,3% en 2013.

## **5. PERSPECTIVES D'AVENIR**

En 2015 TaM a remporté le contrat d'affermage pour la période 2015/2030 du parking Nouveau Saint Roch avec un chiffre d'affaires prévisionnel de l'ordre de 2,6 millions d'euros par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2014.**

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Claire HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### Absents :

## SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur unitaire de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social et sa participation au capital s'élève à 1 200 actions.

La détention du capital est répartie comme suit :

- 58% détenus par les collectivités locales
- 24% détenus par les organismes centraux
- 18% détenus par les organismes locaux divers

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	100 800 €	42.0%	300	4
Caisse des Dépôts et Consignations	57 600 €	24.0%	600	1
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>19 200 €</b>	<b>8.0%</b>	<b>200</b>	<b>1</b>
Conseil Général de l'Hérault	19 200 €	8.0%	200	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	19 200 €	8.0%	200	1
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	9 600 €	4.0%	600	1
Caisse Régionale de Crédit Agricole (C.R.C.A)	9 600 €	4.0%	600	1
B.R.L Participations	4 800 €	2.0%	300	-

<b>Total</b>	<b>240 000 €</b>	<b>100%</b>	<b>000</b>	<b>15</b>	<b>10</b>
--------------	------------------	-------------	------------	-----------	-----------

## 2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2014

La SOMIMON poursuit sa politique de services aux professionnels.

Pour la distribution de proximité, la SOMIMON enregistre pour 2014 les mouvements suivants :

- 22 nouveaux acteurs en 2014 : 9 dans la filière fruits & légumes, 7 dans la filière alimentation générale, 2 dans la filière logistique et 4 dans la filière services
- 14 départs : 6 dans la filière fruits & légumes, 3 dans la filière horticulture, 3 dans la filière alimentation générale, 1 dans la filière produits carnés et 1 dans la filière logistique.
- 8 réaménagements de surface: 5 extensions et 3 diminutions

## 3. PERSONNEL

L'effectif de la société au 31 décembre 2014 s'élève à 16 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET.

## 4. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2013	2014	Variation
Produits d'exploitation	3 011 580 €	2 936 597 €	-2,5%
<i>dont CA</i>	2 770 564 €	2 702 751 €	-2,4%
Charges d'exploitation	3 031 283 €	2 976 380 €	-1,8%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-19 703 €</b>	<b>-39 783 €</b>	<b>-101,9%</b>
Produits financiers	54 471 €	61 078 €	12,1%
Charges financières	10 278 €	8 395 €	-18,3%
<b>Résultat financier</b>	<b>44 192 €</b>	<b>52 683 €</b>	<b>19,2%</b>
Produits exceptionnels	4 429 €	597 €	-86,5%
Charges exceptionnelles	11 065 €	1 829 €	-83,5%
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-6 636 €</b>	<b>-1 231 €</b>	<b>81,4%</b>
Impôts sur bénéfice / intéressement	11 961 €	8 136 €	-32%
<b>Résultat net</b>	<b>5 893 €</b>	<b>3 533 €</b>	<b>-40%</b>

## 5. SITUATION FINANCIERE

La SOMIMON dégage un résultat après impôt de 3,5 K€.

Ce résultat s'inscrit dans une politique:

- d'investissement au côté des opérateurs,
- de poursuite d'études dans le cadre du schéma directeur et portant sur la logistique urbaine et les économies d'énergie.

## 6. COMPTE DE RESULTAT - RESULTAT D'EXPLOITATION

**Le total des produits d'exploitation** est en baisse de 2,5% par rapport à 2013, soit -75 K€, pour atteindre 2 937 K€ en 2014.

Les recettes de locations diminuent de 3 K€ par rapport à 2013, baisse essentiellement due à la diminution de la location de divers entrepôts (-18 K€). Cette baisse est compensée par l'augmentation des locations des entrepôts agroalimentaires et des bureaux de + 13 K€.

Les produits divers baissent également à hauteur de 39 K€, notamment à cause de la diminution des charges refacturées comme par exemple l'eau (-13 K€) et celles des droits de première accession (-22 K€).

Les recettes liées aux activités annexes baissent de 13 K€ sur l'exercice suite à la diminution des contrats avec les afficheurs.

Le suivi du plan de gros entretien ainsi que le volume des travaux réalisés en 2014 ont généré une reprise de 206 K€ de provisions (-19 K€ par rapport à 2013).

**Le total des charges d'exploitation** diminue de 1,8% par rapport à 2013, s'élevant ainsi à 2976 K€ pour l'exercice 2014.

Les achats enregistrent une hausse de 28 K€ par rapport à 2013. Ceci est dû principalement à l'augmentation du poste électricité de 15 K€, expliqué à la fois par la hausse du prix de l'énergie mais également par l'augmentation de la consommation ; ainsi qu'à la hausse des fournitures/petits équipements pour 13 K€.

Les dépenses liées aux autres services extérieurs sont en baisse de 29 K€. On note la diminution du personnel intérimaire pour -22 K€, des frais de gardiennage pour -9 K€ et du poste Annonces, insertions et affranchissement de -24 K€ suite à l'arrêt de l'édition et distribution des lettres d'information. En revanche les honoraires augmentent de 21 K€ notamment à cause des études thermiques dans le cadre du schéma directeur.

Les impôts et taxes diminuent de -8 K€, la SOMIMON n'étant plus redevable de la contribution sociale de solidarité des sociétés.

Les charges de personnels baissent de -32 K€ suite à la réorganisation des services.

**Le résultat d'exploitation** 2014 s'élève à -39,8 K€ contre -19,7 K€ en 2013.

### **Résultat Financier**

Le résultat financier de l'exercice 2014 est positif à 52,7 K€ contre 44,2 K€ en 2013.

### **Résultat net**

Après un résultat exceptionnel de -1,2 K€, l'intéressement et l'impôts sur les sociétés pour 8,1 K€, le résultat net s'élève à 3,5 K€ en 2014 contre 5,9 K€ en 2013.

## **7. BILAN**

### **A l'actif du bilan**

Le total du Bilan progresse de 2,7%, passant de 8 862 K€ à fin 2013 à 9 102 K€ à la clôture de l'exercice 2014. Cette hausse est principalement due à l'augmentation de l'actif circulant (créances et disponibilités).

### **Au passif du bilan**

- **Capitaux propres** : Les capitaux propres progressent légèrement à 1 074 K€ en 2014 contre 1 071 K€ en 2013. Cette hausse est due à l'incorporation du résultat dans les réserves.
- **Dettes** : Les dettes augmentent en 2014, elles s'élèvent à 1 467 K€ contre 1 384 K€ en 2013. On note une hausse des dettes d'exploitation (63 K€ soit +21,9% pour les dettes fournisseurs et +34 K€ soit +6,9% pour les dettes fiscales et sociales) alors que les dettes financières diminuent (-36 K€ soit -6,1% par rapport à 2013).

## **8. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS**

Les perspectives d'avenir relèvent principalement de la poursuite de la politique de développement et de l'évolution de la proposition du plan d'évolution stratégique :

- Projet de modernisation du pavillon grossistes et du carreau des producteurs
- Approvisionnement local et coopération alimentaire à l'échelle du pôle métropolitain de Montpellier
- Extension du Marché d'Intérêt National
- Intégration du marché dans la ZAC Restanque

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2014.**

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**



## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON,

### Absents :

## SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

### 1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2014, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>2 439 024 €</b>	<b>41.38%</b>	<b>152 439</b>	<b>5</b>
Montpellier Méditerranée Métropole	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
<b>TOTAL PUBLICS</b>	<b>4 160 560 €</b>	<b>70.59%</b>	<b>260 035</b>	<b>10</b>
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1
Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
<b>TOTAL PRIVÉS</b>	<b>1 733 440 €</b>	<b>29.41%</b>	<b>108 340</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>5 894 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>368 375</b>	<b>14</b>

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Communauté d'Agglomération de Montpellier, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations et les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

## 2. PERSONNEL

Le nombre moyen de salariés a été de 73 en 2014, stable par rapport à 2013.

## 3. COMPTES ANNUELS

En K€ HT	2013	2014	Variation
Produits d'exploitation	151 159	140 154	-7,3%
<i>dont CA</i>	83 141	101 152	+21,7%
Charges d'exploitation	151 560	141 354	-6,7%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-401</b>	<b>-1 200</b>	-199,5%
Produits financiers	620	1 192	+92,2%
Charges financières	1 197	1 529	+27,7%
<b>Résultat financier</b>	<b>-577</b>	<b>-337</b>	+42,6%
Produits exceptionnels	7 838	1 759	-77,6%
Charges exceptionnelles	5 213	0	-100%
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>2 625</b>	<b>1 759</b>	-33,0%
Impôts sur bénéfice / intéressement	774	69	-91,1%
<b>Résultat net</b>	<b>874</b>	<b>153</b>	-82,3%

### a) Chiffre d'affaires et compte de résultat

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2014 est de 101 152 K€ contre 83 141 K€ à fin 2013, soit une augmentation de près de 21,7%.

La production stockée, évolution sur l'exercice du stock de biens destinés à la revente, s'élève à -14 053 K€ en 2014, contre 7 912 K€ pour l'exercice précédent. Cette variation est signe de déstockage : il y a moins de biens stockés en fin d'exercice qu'au début d'exercice.

La production nette totale de la société atteint ainsi 87 099 K€, soit une baisse de 3 954 K€ par rapport à 2013.

Les produits d'exploitation de la section de fonctionnement sont en retrait de 4,8% passant de 11 907 K€ en 2013 à 11 330 K€ pour l'exercice 2014.

Les produits de la concession d'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid sont en retrait de 6,7% à 13 984 K€ en 2014 contre 14 995 K€ pour 2013.

Ainsi, les produits d'exploitation diminuent de 7,3%, passant de 151 159 K€ à 140 154 K€ pour l'exercice 2014. Les charges d'exploitation diminuent également à hauteur de 6,7%, soit -10 206 K€, pour s'établir à 141 354 K€ à la clôture de l'exercice 2014.

Le résultat avant épargne salariale et impôts sur les sociétés s'élève à 151 K€ en 2014 contre 1 940 K€ pour l'exercice précédent. La composition de ce résultat se répartit entre :

- Le fonctionnement/aménagement : -886 K€
- Le département énergie : +1 023 K€
- Le parc d'activité Atelier Relais des Entreprises du Salaison : +15 K€

Le résultat net après intéressement et impôts sur les sociétés s'établit à 153 K€ contre 874 K€ en 2013.

## b) Bilan

Le total du Bilan diminue de 5,7%, passant de 330 310 K€ à fin 2013 à 311 471 K€ au 31 décembre 2014, soit une baisse de 18 838 K€. Cette variation est constituée par :

- une augmentation de 13 742 K€ de l'actif immobilisé : + 14 268 K€ d'immobilisations corporelles et -526 K€ d'immobilisations financières.
- une diminution de 32 581 K€ de l'actif circulant expliqué par des baisses de 15 581 K€ sur l'encours de production, 9 508 K€ sur les créances et 7 012 K€ sur les placements et disponibilités.

Parallèlement, au passif du bilan on constate que la société a accompagné l'investissement par une mobilisation d'emprunts de 25 973 K€. Sur l'exercice la société a remboursé des emprunts pour un montant total de 28 580K€.

## c) Capitaux propres

Les capitaux propres atteignent 31 845 K€, soit + 399 K€ par rapport à 2013. Cette variation est principalement due à l'augmentation des subventions d'équipement qui passent de 13 431 K€ à 14 129 K€. Les subventions sont en augmentation du fait des investissements réalisés pour le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid.

# **4. ACTIVITES OPERATIONNELLES D'AMENAGEMENT**

## **a) Les dépenses d'investissement de l'exercice**

Les dépenses d'investissement de l'exercice s'élèvent à 88,2 M€ TTC contre 94,9 M€ TTC en 2013.

Ces dépenses se répartissent comme suit : 88,2 M€ pour les concessions d'aménagement en 2014 contre 94,9M€ en 2013 et 0,4 M€ pour les mandats en 2014 contre 6,2 M€ en 2013.

L'année 2014 se caractérise notamment par :

- La poursuite des acquisitions, notamment en Renouvellement Urbain. Des décalages, en particulièrement sur Nouveau Saint Roch et Consuls de Mer, expliquent l'écart par rapport au budget.
- La réalisation de travaux importants :
  - sur les opérations à dominante logements comme Nouveau Saint Roch, Parc Marianne, Jacques Cœur, Grisettes, Rive Gauche, Ovalie, Saint Brès et Roque Fraisse,
  - sur les opérations de Renouvellement Urbain comme Petit Bard (démolition de la tour H),
  - sur les opérations à dominante activité économique comme Garosud, Eureka et Euromédecine.

## **b) Les recettes de cessions**

Les cessions privées 2014 s'élèvent à 50,1 M€ HT, montant quasi identique à celui réalisé sur l'année précédente avec notamment la poursuite des opérations de logements comme Parc Marianne, Ovalie, Grisettes, Rive Gauche et des opérations communales comme St Brès et Roque Fraisse.

Les cessions de charges foncières de logements sont supérieures à celles réalisées les deux dernières années. La Ville Centre représente près de 77% de ces charges foncières, le reste étant réalisé sur les communes (Prades, Saint Brès et Roque-Fraisse).

Les cessions d'activité économique et les cessions de tertiaires (bureaux et services) sont également en progression. Parmi les faits marquants 2014, à noter :

- En activité économique : 3,6 ha sur Garosud, 1,1 ha sur Eureka,
- En tertiaire : la cession de 20 900 m<sup>2</sup> SDP pour la clinique St Roch sur les Grisettes.

# **5. ACTIVITES DE GESTION**

- **DEPARTEMENT ENERGIES**

Le résultat net 2014 (avant épargne salariale) du Département Energie s'élève à 1 023 k€, contre 1 831 K€ à fin 2013.

En synthèse, on peut noter que le résultat net 2014 est marqué par des volumes de ventes pénalisés par les événements climatiques, et la comptabilisation en charge de travaux de modernisation prévus initialement en immobilisations.

Les investissements 2014 du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid s'élèvent à 14 556 K€, contre 3 093K€ en 2013. Ces investissements ont été financés à hauteur de 10 M€ par emprunts.

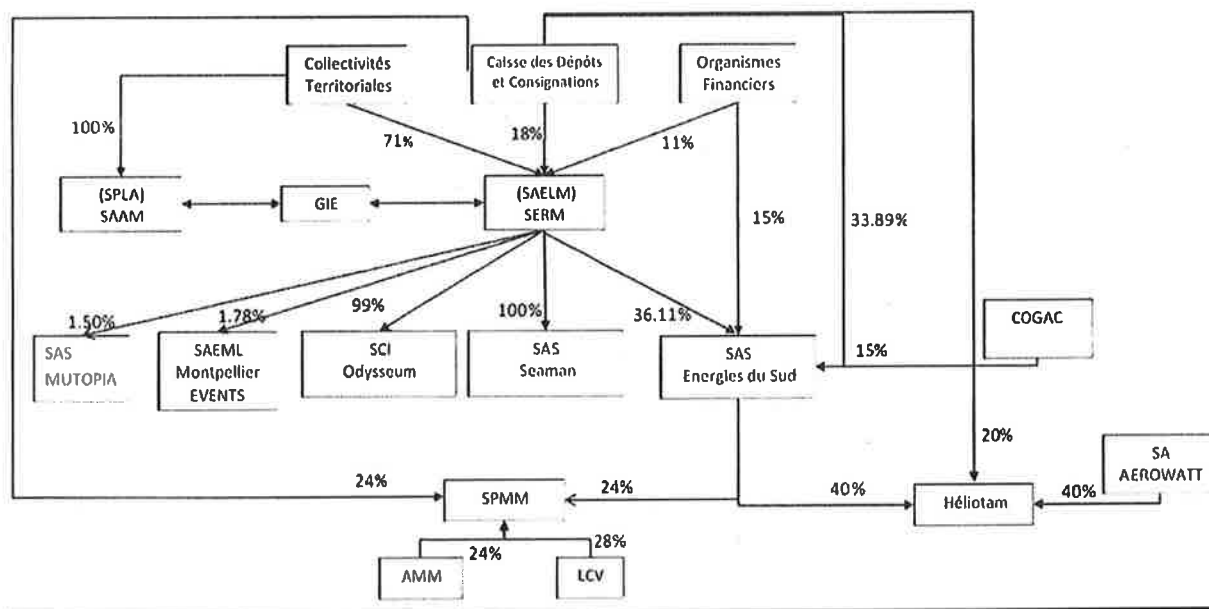
- **GESTION IMMOBILIERE**

La SERM a géré en 2014, 15 bâtiments d'immobilier d'entreprise sous différentes formes juridiques :

- Gérances pour le compte de Collectivités
- Ateliers relais et bureaux locatifs en concessions publiques d'aménagement
- Mandats de syndic de copropriété ou d'ASL

## 6. RESULTAT DES FILIALES

La SERM contrôle plusieurs filiales ou participations. En raison du poids non significatif de ces structures il n'est pas produit de comptes consolidés.



- **SARL GEODEM**

Suite à la conclusion définitive des accords sur l'ensemble du projet Odysseum et la cession des études réalisées aux maîtres d'ouvrage des constructions, l'opportunité de garder cette structure a été analysé. Après analyse, les Associés ont décidé d'une dissolution de la société GEODEM (SARL) à compter du 18 mars 2014 et de sa liquidation amiable sous le régime conventionnel conformément à l'article 24 des statuts.

- **SCI ODYSSEUM I**

L'année 2014 a été marquée par la cession du bail à construction de Mac Donald's.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires, comprenant la cession du bail à construction Mc Donald's, s'élève en 2014 à 1 116 K€ contre 95 K€ en 2013.

Résultat : Le résultat net comptable s'élève à 853 K€ contre 79 K€ en 2013.

Capitaux propres : Compte tenu du report antérieur et d'une distribution de dividendes pour 853 K€, les capitaux propres restent au niveau de 2013 à 84 733 €.

- *MONTPELLIER EVENTS*

Les comptes 2014 arrêtés pour l'ensemble des 4 structures d'exploitation de Montpellier Events (Corum, Arena, Zenith Sud et Parc des expositions) sont les suivants :

ENJOY MONTPELLIER (en k€)	2014	2013	2012	2011	2010
CA	26 405	25 821	25 178	27 555	25 292
résultat net	-1 487	-3 324	-2 314	-1 989	-357
capital social	35 368	35 368	35 368	34 580	30 047
capitaux propres	26 582	28 070	31 394	32 953	30 443

- *SAS SEAMAN (Aquarium Mare Nostrum)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires net de la société est en légère baisse à 4 010 K€ à fin 2014 contre 4 172K€ pour 2013, soit -3,9%.

Résultat : Le résultat net après IS termine en positif à 18 K€ contre 108 K€ à fin 2013. Ce résultat est réparti comme suit :

- 49 541 € de résultat d'exploitation,
- -11 798 € de résultat financier,
- -19 903 € de résultat exceptionnel.

Capitaux propres : Les capitaux propres atteignent 378 K€ en 2014 contre 360 K€ en 2013 grâce à l'incorporation du résultat.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la filiale Energie du Sud diminue en 2014 avec un CA de 1 318 K€ réalisé contre 2 109 K€ en 2013. Le CA 2013 comprenait les contrats HELIOTAM refacturés ensuite pour 807 K€.

Résultat : Le résultat net après impôts sur les sociétés de l'exercice 2014 est un bénéfice net de 69 K€ contre 132K€ en 2013. L'exercice 2014 n'est plus impacté par les amortissements dérogatoires de la centrale du Thot.

Capitaux propres : La totalité du capital social, soit 3 600 K€, est versée. Les capitaux propres atteignent 4 143K€ en 2014 contre 4 309 K€ en 2013.

Bilan : Le total du bilan s'élève à 9 190 K€ (contre 9 540 K€ en 2013) dont 1 957 K€ d'actif immobilisé (en valeur nette comptable) et 2 992 K€ de redevances de loyers de concession domaniale. Au passif, trois emprunts sont inscrits pour un capital restant dû de 4 093 K€.

Participation dans Héliotam

Depuis 2010, Energie du Sud détient 40% (soit 40 000 €) de la SAS HELIOTAM créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le Lez et Saint Jean de Vedas. Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création de deux ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé en 2011 une avance d'associé. A ce titre, Energie du Sud a versé 517 K€.

#### Participation dans SPMM

Le 3 février 2012 a été créée une filiale à 100 % d'Energie du Sud, la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée pour répondre à un appel d'offre pour des ombrières sur les parkings de l'Aéroport. Energie du Sud a versé initialement 1 000 € de capital.

La Commission de Régulation de l'Energie a retenu ce projet en mars 2014.

Pour l'exercice 2014 le capital s'élève à 181 K€, l'actionnariat ayant été ouvert à 3 nouveaux actionnaires :

- La société Aéroport de Montpellier Méditerranée à hauteur de 24%,
- La Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 24%,
- La compagnie du vent à hauteur de 28%.

La participation de Energie du Sud a été portée à 24% soit un apport de 43 498 €.

- *SAS HELIOTAM*

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires s'élève à 766 K€ (contre 807 K€ en 2013).

Résultat : Le résultat courant avant impôts de 2014 s'élève à 27 346 € contre 76 142 € en 2013 soit une diminution de plus de 64%.

Déduction faite des amortissements dérogatoires, le résultat net 2014 termine avec une perte de 194 K€ contre une perte de 225 K€ en 2013.

Capitaux propres : Le capital social de 100 000 € est entièrement versé. Les capitaux propres s'élèvent en 2014 à 209 K€ contre 182 K€ en 2013.

Bilan : Le bilan s'élève à 5 845 K€ fin 2014 alors qu'il était de 6 034 K€ fin 2013.

On note au passif un prêt dont le capital restant dû est de 4 200 K€ au 31/12/2014. Le reste du financement est assuré par les avances d'associés en compte courant pour un montant total de 1 228 K€ (1 150 K€ en 2013) portant intérêt à 4,50%.

- *SOCIETE PHOTOVOLTAÏQUE MONTPELLIER MEDITERRANEE (SPMM)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires s'élève à 144 K€. Il correspond à la refacturation à l'euro des travaux effectués pour le compte de la Société de l'Aéroport de Montpellier Méditerranée, co-actionnaire de SPMM.

Résultat : Le résultat de l'exercice est de 0, en effet s'agissant d'une structure dédiée à un projet unique, les frais généraux et les intérêts en comptes courants sont immobilisés durant la phase de construction. Par ailleurs, les travaux pour le compte de l'aéroport, enregistrés en charges, sont refacturés pour le même montant.

Capitaux propres : Le capital social de 181 241 € est entièrement versé.

Bilan : Le bilan s'élève à 2 623 K€ fin 2014 dont 1 443 K€ d'actif immobilisé.

- *GIE SERM/SAAM*



Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM-SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les personnels des fonctions de support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM/SAAM.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel,
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

Ainsi, le résultat du GIE est toujours équilibré.

## **7. ORIENTATIONS POUR 2015**

Dans le secteur Logement, les faits marquants sur les opérations développées et poursuivies en 2015 sont les suivants :

- commercialisation du passage Clémenceau sur l'opération Grand Cœur,
- compléments de travaux sur les espaces publics et la restructuration des commerces Apollinaire sur le Petit Bard,
- poursuite des travaux sur les concessions bordant l'avenue Raymond Dugrand,
- poursuite des investissements et des commercialisations pour les autres communes de l'agglomération de Montpellier.

Pour le secteur économique, l'année 2015 sera marquée par :

- la poursuite des cessions sur les opérations Eureka, Garosud, Euromédecine et Marcel Dassault ;
- les cessions du CNFPT sur Richter et du macro-lot 9 sur Odyseum.

Au total plus de 43 000 m<sup>2</sup> d'activités tertiaires devraient être cédés.

L'année 2015 sera également marquée par la fin du plan d'investissement du réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid et des opérations de promotion de l'aquarium Mare Nostrum pour pallier à une baisse de la fréquentation sur 2014.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport annuel.**

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**

## Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Absents :**

## SAAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2014

Monsieur Max LEVITA, rapporte :

### I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2014, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
<b>Membres du Conseil d'Administration</b>				
Montpellier Méditerranée Métropole	899 000 €	50.79%	8 990	9
<b>Ville de Montpellier</b>	<b>400 000 €</b>	<b>22.60%</b>	<b>4 000</b>	<b>4</b>
Région Languedoc Roussillon	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
<b>17 Communes de l'Assemblée Spéciale</b>				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1

2014

Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1
<b>Total</b>	<b>1 770 000 €</b>	<b>100.00%</b>	<b>17 700</b>	<b>34</b>

La Ville de Montpellier détient 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100 €, soit 400 000 €.

## II. PERSONNEL

L'effectif moyen sur 2014 a été de 10 personnes. A cela se rajoutent 15 ETP mis à disposition (opérationnels SERM travaillant à temps partiel pour la SAAM). Le Directeur Général est mis à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET.

## III. COMPTES ANNUELS

En K€	2013	2014	Variation
Produits d'exploitation	19 657	18 304	-6,9%
<i>dont CA</i>	6 423	6 332	-1,4%
Charges d'exploitation	20 039	18 410	-8,1%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-382</b>	<b>-106</b>	+72,2%
Produits financiers	18	51	+185%
Charges financières	9,5	7,6	-19,7%
<b>Résultat financier</b>	<b>8,3</b>	<b>43,3</b>	+418,6%
Produits exceptionnels	0	0	N/A
Charges exceptionnelles	0	0,13	N/A
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>-0,13</b>	N/A
Impôts sur bénéfice / intéressement	122	-18	-114,7%
<b>Résultat net</b>	<b>-496,1</b>	<b>-45,1</b>	+90,9%

## COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2014 atteint 6 332 K€ contre 6 423 K€ à fin 2013.

La production stockée, évolution sur l'exercice du stock de biens destinés à la revente, diminue passant de 11 574 K€ en 2013 à 9 340 K€ en 2014 avec notamment la poursuite des acquisitions sur ODE à la mer, la ZAC des Saurèdes et Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension. Globalement, les produits d'exploitation s'élèvent ainsi en 2014 à 18 304 K€ contre 19 657 K€ en 2013 soit une baisse de 6,9%.

Les charges d'exploitation diminuent de 1 630 K€, soit -8,1% par rapport à 2013. Cette variation s'explique principalement par une baisse des achats de matières premières à hauteur de 2 038 K€ et des autres achats/charges externes pour 155 K€.

## EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 65 852 K€, dont un capital social de 1 770 K€, pour l'exercice 2014 contre 45 911 K€ en 2013.

Cette évolution s'explique notamment par un recours à l'emprunt de 37 967 K€ à la fin de l'exercice 2014.

Par le fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 744 K€ à fin 2014 contre 789 K€ à fin 2013 pour un capital social de 1 770 K€.

205

Au niveau de l'actif du bilan, les stocks et disponibilités augmentent respectivement de 11 508 K€ et 9 253 K€. A l'inverse les créances reculent de 33% soit -740 K€ par rapport à 2013.

## RESULTAT

Le résultat courant avant impôt sur les sociétés et intéressement des salariés s'élève à fin 2014 à -64 K€ contre -374 K€ à fin 2013. Le résultat net est déficitaire de 45 K€ à la clôture de l'exercice 2014 contre de 496 K€ en 2013.

## **IV. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS**

Sur l'année 2014, le portefeuille de la SAAM s'est enrichi d'un mandat d'études sur la frange urbaine sud de Sussargues.

De nouvelles opérations sont en cours de notification dont le mandat Demeter II et la concession République.

Les trois axes de mesures pour 2015, identifiés dans le Plan Stratégique présenté aux CA du 18 février 2014 et 10 mars 2015 sont les suivants :

- Développer le chiffre d'affaires par l'identification de nouveaux contrats
- Réduire les achats et services extérieurs en favorisant les compétences internes,
- Mettre en corrélation les effectifs avec le niveau d'activités

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2014.**

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**